

H. E. KAMINSKI

Ceux de Barcelone

IDEM • VELLE



AC • IDEM • NOLLE

ÉDITIONS ALLIA
16, RUE CHARLEMAGNE, PARIS IV^e
2003

© Editions Denoël, 1937.

© Editions Allia, Paris, 2002 pour la présente édition.

AVANT-PROPOS

LES livres suivent les événements et ne leur ressemblent pas ; ils les rejoignent moins encore qu'Achille la tortue dans l'exemple classique. Que le temps ne respecte même pas la marge entre le travail de l'auteur et celui du typographe, je l'ai bien compris et senti au cours des semaines pendant lesquelles je transformais en livre ce que j'avais vu et vécu en Catalogne. Sans parler de la guerre qui inévitablement change sans cesse d'aspect, deux faits capitaux sont intervenus. D'abord la fermeture de la frontière française et le contrôle, beaucoup moins efficace, des frontières maritimes de l'Espagne occupée par les fascistes. Ensuite la nouvelle crise du gouvernement catalan et sa solution plutôt provisoire ; elle n'a d'ailleurs pas modifié les données de la situation que je me suis efforcé d'exposer.

Mais, si l'on écrit un livre comme celui-ci, il faut renoncer à la prétention de le tenir à jour. Les renversements les plus brusques sont le propre des révolutions et je ne crois pas que pour les décrire on doive attendre leur fin. Car une révolution se maintient et alors elle ne se termine jamais, ou bien elle ne trouve sa fin que par la victoire de la contre-révolution.

J'ai eu la chance de me trouver à Barcelone pendant les mois qui plus tard apparaîtront probablement comme décisifs. L'élan des journées de juillet était encore tout frais, mais il cédait déjà à une volonté plus réfléchie et plus disciplinée. Les improvisations des premières heures persistaient, mais elles prenaient déjà des formes plus stables, les hommes nouveaux commençaient à s'adapter à leurs nouvelles tâches et les transformations plus profondes pénétraient peu à peu dans la vie quotidienne. D'autre part, l'union des différentes organisations montrait déjà ses premières fissures, de vieilles rancunes se ranimaient, des dissentiments à peine apaisés s'accroissaient, les divergences réapparaissaient qui avaient disparu dans l'ivresse fraternelle des premiers combats.

Peut-être la première phase d'une révolution est-elle toujours la plus belle : quand toutes les espérances sont permises, quand tout semble facile, quand l'opposition entre l'idéal et la réalité s'évanouit, quand aucune routine n'entrave le vol des idées les plus audacieuses. J'ai connu tout cela – mais les heures d'angoisse aussi, les graves nécessités, les sombres périls.

Ce que j'ai trouvé surtout et partout, c'est une volonté farouche, indomptable : volonté de vaincre, de surmonter tous les obstacles, de se sacrifier au besoin. Et voilà la seule chose fixe, le seul fil conducteur dans la révolution catalane comme d'ailleurs dans toutes les révolutions.

Une révolution est bien le phénomène le plus complexe, le plus chaotique. Elle ne connaît pas de solutions uniques, elle est variée, multicolore, souvent contradictoire. Elle met tout en question, ne reconnaît aucune institution, n'accepte aucune autorité. Tout est à refaire et la vie commence comme au premier jour de l'humanité. En vain on cherche des chefs : les hommes ne sont que les vagues dans une mer immense agitée par des forces mystérieuses.

C'est cette force qui fait aujourd'hui de la petite Catalogne une grande puissance, non point par ses possibilités matérielles mais par son influence morale. Voilà pourquoi je ne parle pas des autres parties de l'Espagne, bien qu'en maintes régions gouvernementales la révolution soit beaucoup plus profonde que souvent on ne l'avoue. Mais en Catalogne seulement elle a vaincu. Après le déclin tragique de la Révolution russe, elle est le point de mire de tout un monde qui voit en elle un espoir et un commencement.

Paris, le 1^{er} mai 1937

UNE JOURNÉE ET SES CONSÉQUENCES

LES rails français et espagnols sont de largeur différente. Aussi faut-il quitter le train français à Port-Bou et passer de l'autre côté de la gare où se trouvent les voies espagnoles.

Le quai international est déjà situé en Espagne, mais en débarquant on n'aperçoit rien de particulier. Des porteurs, le contrôle des bagages et des passeports : tout se passe comme à l'ordinaire.

Avant d'obtenir la permission d'entrée définitive, il faut cependant se présenter au bureau de police, et brusquement le monde change d'aspect.

Le chef de la police porte la combinaison des miliciens, le foulard rouge et noir, le béret rouge et noir. C'est un anarchiste italien connu par un attentat. Des révolutionnaires de tous les pays assurent le service avec des Espagnols ; il y a un Français, un Allemand, un Américain. Chaque voyageur est ainsi interrogé dans sa langue.

– Avez-vous un passeport ? me demande-t-on.

Les passeports ne valent pas grand-chose à cette frontière. Les voyageurs qui veulent pénétrer dans le pays de la lutte antifasciste et de la Révolution ont besoin de bien d'autres légitimations. Quelques personnes seulement ont quitté le train avec moi, apparemment pour la plupart des intellectuels en liaison avec quelque groupe antifasciste. Chacun avec le papier que lui a délivré son organisation espère entrer enfin dans cette nouvelle terre promise. Voici un Américain, voici deux Tchèques qui vont à Madrid comme experts militaires. L'un après l'autre nous montrons nos autorisations. Un nouveau cachet : maintenant seulement nous sommes en Espagne.

Les hommes portent presque tous l'uniforme des miliciens, la blouse de mécanicien de couleur bleue, grise ou kaki. C'est une des créations originales de la Révolution espagnole, une invention géniale et anonyme. On rencontre aussi les uniformes de l'ancienne armée, ceux des carabineros. L'Espagne fut toujours le pays des uniformes : en dehors de l'armée il y avait une demi-douzaine de gen-

darmeries, et chaque corps avait sa tenue particulière. Seule manque à ce tableau la soutane noire des prêtres ; ils ont disparu.

Les vêtements bariolés qui tiennent à la fois du civil et du militaire ne permettent pas de reconnaître d'emblée si quelqu'un est de la milice ou non. Tout le monde porte des insignes et des inscriptions : sur la veste, à la manche, au béret. Ce sont presque toujours les lettres magiques des organisations anarchistes FAI et CNT aux couleurs rouge et noir. Le rouge des socialistes, des communistes et du POUM, le rouge-jaune-violet de la République Espagnole et le jaune rayé de rouge de la Catalogne se perdent parmi elles. Le bref séjour à la gare de Port-Bou montre déjà la prédominance anarchiste en Catalogne.

Rien n'est plus émouvant que la naïve propagande que font les masses elles-mêmes. Sur toutes les maisons, sur tous les murs, sur tous les vêtements, sur les autos, sur les wagons, partout on trouve des inscriptions et des dessins qui symbolisent la lutte contre le fascisme et la volonté de la Révolution. Quelquefois ce sont de vrais tableaux ; les cheminots surtout ont, semble-t-il, un penchant pour la peinture.

Cette propagande n'a rien d'organisé ni d'artificiel, elle n'émane pas d'un ministère, elle sort des profondeurs de l'âme du peuple. Il y a cependant des affiches éditées par le gouvernement et les organisations politiques et syndicales. Avant tout elles exhortent les hommes à s'enrôler dans la milice. Je trouve plus impressionnantes encore celles qui s'adressent aux femmes. Sur une de ces affiches une jeune fille, semblable à la Marianne de la Révolution française, offre au spectateur un fusil, sur une autre on voit une vieille femme qui parle aux mères, d'autres enfin montrent des croix gammées et des faisceaux brisés. La plus puissante à mon goût est celle où un pied nu, chaussé seulement de l'espadrille des prolétaires espagnols, écrase une immense croix gammée. Mais cette publicité officielle est moins frappante que les formes spontanées dans lesquelles le peuple s'exprime lui-même.

La coutume en Espagne était d'apposer aux murs les faire-part de décès. Quand je sors de la gare pour me pro-

mener un peu dans Port-Bou, mon regard est attiré par un placard rouge encadré de noir ; aucune croix. L'organisation anarchiste de Port-Bou annonce qu'un camarade est mort pour la libération du prolétariat dans la lutte contre le fascisme.

Des enfants jouent dans la rue ; je suppose qu'ils jouent aux miliciens et aux fascistes ; plusieurs portent l'uniforme des miliciens. Leurs figures anémiques suffiraient à prouver combien un changement était nécessaire en Espagne. Ah ! il ne faut faire ici qu'un bien petit bout de chemin pour voir dans quelle misère et dans quelle saleté ce peuple vit, même dans cette Catalogne qui est la partie la plus riche de la Péninsule.

Le casino de Port-Bou est transformé en quartier général des organisations antifascistes. Dans la grande salle, l'ancienne salle de jeu, je présume, on aperçoit des fusils et des miliciens dormant sur des matelas. Toute la petite ville est pleine d'hommes armés. L'atmosphère est celle de toutes les révolutions, quelque peu désordonnée et bohème, et ce caractère est encore accentué par la vivacité et les violentes couleurs du Midi. On pense souvent aux tableaux de la Révolution française.

Les miliciens se promènent avec leur fusil ; peut-être même couchent-ils avec lui. N'y a-t-il pas une chanson russe qui parle du "camarade fusil" ? En Espagne aussi c'est ce camarade qui est maintenant le premier personnage.

Les nouveaux représentants de la force publique n'ont heureusement aucun orgueil bureaucratique. Ils ne se considèrent pas comme fonctionnaires, il semble même qu'ils ne veuillent pas le devenir. Il faut montrer fréquemment ses papiers, mais les contrôleurs sont aimables, modestes et souvent timides.

J'attends longtemps le train de Port-Bou pour Barcelone : le chemin de fer collectivisé sert surtout à la guerre. Mais il part et arrive à l'heure. Des miliciens le gardent, et en cours de route il me faut une nouvelle fois montrer mes autorisations.

Peu à peu le train s'emplit, à chaque gare des gens montent. Il y a toujours plusieurs classes. Personne ne voyage gratuitement dans mon compartiment. Je suis assis entre

l'homme qui a examiné mes papiers, toujours armé de son fusil, et un père tenant sur ses genoux deux gosses auxquels il donne du chocolat. Au dehors j'aperçois des tas de pierres tristes et délabrés : ce sont des maisons. Et un souvenir s'impose à moi : les clubs élégants de Barcelone, Madrid et Séville ; derrière leurs baies, comme à l'étalage d'une devanture, étaient assis les seigneurs du pays, chacun avec un crachoir près de son fauteuil somptueux.

Si l'Espagne et surtout la Catalogne ont aujourd'hui un aspect différent, cela est le résultat d'une journée, le 19 juillet.

Il y a eu beaucoup de dates historiques au cours de ces dernières années en Espagne. La monarchie libérale des Bourbons qui durait depuis un demi-siècle se transforma en 1922 en dictature militaire avec Primo de Rivera. Celle-ci, qui dura jusqu'en 1930, avait pour but de soustraire Alphonse XIII aux conséquences de la guerre du Rif contre Abd el Krim dans laquelle il avait compromis plus encore sa personne que sa politique. La dictature fut violente, stupide et incapable. Après huit ans elle mourut de caducité.

Le gouvernement semi-dictatorial qui lui succéda fut en 1931 contraint de consentir à des élections. Le peuple en profita pour prendre sa revanche. Le roi dut quitter le pays, la République fut proclamée.

Sa première phase démocratique dura jusqu'en octobre 1934. Puis la droite prit à nouveau le pouvoir. Les mineurs asturiens et la petite bourgeoisie catalane s'insurgèrent alors, mais ils furent battus et la répression fut sanglante. La République ressembla bientôt de plus en plus à la dictature, elle persécutait tous les gens de gauche, les scandales s'y succédaient sans cesse.

En février 1936, il y eut de nouvelles élections, le peuple reconquit une fois encore ses droits par le bulletin de voté. La deuxième période démocratique de la République commença.

Mais les gouvernements démocratiques étaient faibles et hésitants. Ils se contentaient de réformes superficielles, sans toucher aux ennemis du régime ; même les moins sûrs des généraux ne furent pas révoqués, on les déplaça simplement. Franco fut nommé capitaine général aux

Canaries, Goded aux Baléares. Les Mola, Queipo de Llano, Cabanellas commandaient dans les centres les plus importants. Les masses restaient insatisfaites, leur agitation causa des grèves incessantes, tandis que les réactionnaires préparaient le coup d'Etat.

Au début de juillet, le capitaine de la garde républicaine Del Castillo fut assassiné par des fascistes à Madrid. La garde républicaine y répondit par l'assassinat du chef monarchiste Calvo Sotelo. C'était pour les militaires le signal du combat. Franco, déguisé en Arabe, s'envola, à bord d'un avion anglais, des Canaries au Maroc et prit le commandement. Les garnisons de Séville, Saragosse et Burgos adhérèrent tout de suite au mouvement.

Les officiers espagnols formaient une caste qui avait toujours fait de la politique ; les pronunciamientos étaient une institution stable en Espagne. Presque toujours victorieux, si par hasard ils échouaient, ils ne comportaient pas pour leurs auteurs des conséquences bien graves. C'étaient des querelles en vase clos de la classe dirigeante, la structure sociale du pays n'en était jamais affectée.

Cette fois encore la rébellion commença dans la forme classique du pronunciamiento. Les généraux étaient convaincus que leur tâche était simple. Il importait seulement de prendre en main les villes les plus importantes, Madrid et Barcelone surtout.

En Catalogne, la victoire du front populaire aux élections de février avait été plus grande encore que partout ailleurs. Les partis du front populaire composaient les deux tiers du parlement catalan, bien que de grandes masses ouvrières, fidèles au principe anarchiste, n'eussent pas pris part aux élections. Le gouvernement était formé surtout par la Esquerra avec, en tête, son président Companys.

La Esquerra avait tiré un enseignement de sa défaite d'octobre 1934. Il y avait peu de temps que ses chefs étaient revenus d'exil ou, comme Companys lui-même, sortis de prison. Elle était bien décidée maintenant à ne pas remettre une fois encore son sort aux mains des militaires.

Dans la seule Barcelone était casernée une division entière : deux régiments de cavalerie, trois régiments d'artillerie, quatre régiments d'infanterie, outre l'aviation et

d'autres armes spéciales. Quand parvinrent les premières nouvelles de la sédition, le président Companys convoqua le général de division Llano de la Encomienda et lui demanda quelle était la position de sa division devant les événements. Le général assura que les officiers étaient fidèles à la République. Apparemment il était de bonne foi. Dans une réunion, chacun des officiers lui avait donné sa parole d'honneur de ne pas prendre part à la rébellion.

Le gouvernement restait tout de même méfiant. Il avait d'autres informations beaucoup moins rassurantes que les déclarations de Llano de la Encomienda. Aux centres des organisations politiques et syndicales enfin, on n'avait aucune confiance dans la parole des officiers. La conjuration des généraux était depuis un certain temps le secret de polichinelle. Ils n'avaient pas réussi à déclencher une attaque simultanée au Maroc et dans toute l'Espagne, mais il n'était personne qui ne comprît que Barcelone ne demeurerait pas longtemps tranquille.

La ville se préparait à la lutte. Des casernes venaient de nouveaux serments ; personne cependant ne savait exactement ce qui s'y passait. La police et la gendarmerie se préparaient, le gouvernement pouvait compter sur elles. Mais, avant tout, se préparait le peuple.

Les ouvriers savaient quel était l'enjeu. Ceux qui possédaient des armes les mettaient en état ; ce n'était pas grand-chose : quelques fusils de chasse et quelques revolvers. Ils cherchèrent d'autres revolvers dans les carrés des officiers sur les bateaux ancrés au port. Ils étaient avides d'armes. Chaque pistolet qu'ils trouvaient les enthousiasmait, et leur appel au gouvernement pour obtenir des fusils devenait de plus en plus pressant.

Au palais du gouvernement, les chefs anarchistes allaient et venaient. Mais le gouvernement hésitait à armer le peuple. Le 18 juillet encore des membres de la FAI qui portaient des armes en public furent arrêtés par la police. L'influence de leurs chefs suffisait à peine à les faire relâcher.

La ville était en fièvre, les haut-parleurs annonçaient des nouvelles contradictoires. Dans les maisons des partis et des syndicats régnait, nuit et jour, la plus vive émotion. Tout le monde attendait. On attendait aussi dans le vieux

café des anarchistes qui, comme par ironie, s'appelle "A la Tranquilidad". Dans les hôtels se trouvaient des prolétaires de tous les pays, venus pour assister à l'Olympiade ouvrière. Ils voyaient, troublés et admiratifs, comment un peuple se préparait à défendre ses droits. Mais il n'était pas encore certain qu'il y aurait lutte.

La brève nuit d'été se dissipait lentement dans l'aube du 19 juillet : c'était un dimanche. A quatre heures du matin, les troupes quittèrent la caserne Pedralbes et descendirent le long du Diagonal, la plus grande rue de Barcelone, vers le centre de la ville. Les officiers avaient dit aux soldats qu'ils allaient combattre une révolte communiste. Chaque homme avait reçu à jeun deux verres de rhum. La troupe était en outre renforcée par de nombreux civils qui grossissaient ses rangs. En hâte on leur avait donné des uniformes. Beaucoup d'entre eux ne portaient que la vareuse avec leurs vêtements habituels.

Les troupes atteignirent sans difficulté la périphérie de la ville. Mais à cinq heures les sirènes de toutes les usines donnèrent le signal de la résistance. Pendant deux heures elles hurlèrent sans cesse, et déjà des coups de fusil retentirent, des bombes explosèrent, des mitrailleuses ronronnèrent, et à ce bruit infernal se mêlèrent les cris des blessés et les râles des agonisants.

Ce n'est qu'après les premiers combats que le gouvernement se déclara prêt à donner des armes aux ouvriers. Leur nombre resta limité. Les anarchistes ne reçurent pas plus de cinquante ou soixante pistolets. Mais à dix heures déjà, les ouvriers avaient pris une première mitrailleuse aux fascistes.

La troupe arriva jusqu'à la Plaza de Cataluña. En route, cependant, elle avait dû laisser des détachements sur toutes les places publiques. La résistance grandit rapidement, on lutta Plaza de España et Plaza de la Universidad. La vaste Plaza de Cataluña, au centre de la ville, fut un champ de bataille où tombèrent hommes et chevaux.

Les régiments de Pedralbes attendirent en vain ceux des autres casernes. Ils durent se retirer dans l'hôtel Colon et dans l'immeuble de la Société des Téléphones. Le canon tonna. Quelques heures plus tard les deux immeubles

furent conquis de haute lutte. A l'hôtel Colon, les vainqueurs libérèrent les clients enfermés par les défenseurs dans les caves et les cabinets.

A onze heures, le général Goded arriva en avion des Baléares. Il passait pour un des meilleurs généraux espagnols. Il destitua le général de division et prit lui-même le commandement. Les deux généraux se prirent violemment à partie ; les soldats entendirent cette scène des couloirs de la Capitania.

Déjà, cependant, les antifascistes avaient l'avantage. Les officiers des divers régiments avaient commis la faute de ne pas marcher en même temps. Dès lors, la plupart des casernes et édifices militaires furent encerclés et assiégés. Le régiment de la caserne Parqué sortit bien, mais il fut forcé de battre en retraite.

Un peu partout des barricades jaillirent du sol. Bientôt le peuple en sortit et commença d'attaquer. Peu à peu la troupe dut passer à la défensive. Des soldats maintenant construisaient des barricades. Des ouvriers dans de lourds camions foncèrent sur elles, les chauffeurs allaient à la mort et ils le savaient, mais les barricades s'écroulèrent.

A côté des ouvriers combattaient la police et la gendarmerie, des aviateurs bombardaient les rebelles, c'étaient les seules troupes avec celles de l'intendance qui fussent restées fidèles au gouvernement. Mais les héros du jour étaient des ouvriers sans instruction militaire.

Les drapeaux des organisations ouvrières flottaient sur les barricades. Les chants de la révolution retentissaient. En quelques heures, Barcelone se transformait. Il n'y avait plus de moyens de communication. Toutes les autos étaient arrêtées ; on en avait besoin. Dans beaucoup de rues le passage était à peine possible, le pavé était arraché, à chaque instant des hommes armés retenaient les passants pour les fouiller. On n'avait jamais vu les anarchistes en public, maintenant leur drapeau noir et rouge flottait partout et déjà même sur les édifices publics.

De quelques églises des coups de feu partirent. Les masses les prirent d'assaut. On apporta des bidons d'essence, on amassa tout ce qui pouvait brûler. Bientôt toutes les églises de la ville flambèrent. Seules la cathé-

drale et quelques autres églises de valeur artistique furent épargnées.

Le 20 et le 21, les casernes furent prises l'une après l'autre. Durruti dirigea l'attaque contre la caserne Atarazanas, Ascaso tomba devant elle, le fort Montjuich, dont les batteries dominaient le port se rendit sans lutte.

L'après-midi du 21, les fascistes ne tenaient plus que sur quelques points. Leurs chefs se trouvaient dans la Capitania. Les ouvriers mirent les canons qu'ils avaient pris en position contre elle. Ils demandèrent aux officiers de se rendre. Enfin, le général Goded fit hisser le drapeau blanc. Le quartier général des rebelles céda.

La radio de Barcelone avait émis sans cesse pendant ces trois jours des appels, des discours, des nouvelles. On entendit alors par le haut-parleur une voix fatiguée et sans timbre : "Ici le général Goded. Je m'adresse au peuple pour déclarer que le sort a été contre moi et que je suis prisonnier. Je le dis afin que tous ceux qui ne veulent pas continuer la lutte se sentent déliés de tout engagement envers moi."

Fait prisonnier, Goded avait été transporté au palais du Gouvernement. Il avait d'abord refusé de faire cette déclaration. Mais Companys lui ayant rappelé qu'en 1934 il avait lui-même avoué sa défaite devant le micro pour éviter qu'on versât inutilement d'autre sang, Goded consentit enfin.

Le général eut la possibilité de parler en public une autre fois encore. Ce fut à l'audience du tribunal de guerre qui le condamna à mort.

Six cents morts gisaient dans les rues, plus de trois mille blessés furent transportés dans les hôpitaux. Mais dès le soir du 19 juillet le visage de Barcelone avait changé.

Les officiers qui avaient pris part à la rébellion furent tous traduits devant les tribunaux militaires. Par contre, on ne punit pas les soldats, le peuple fraternisa avec eux, on considéra qu'ils avaient été abusés.

Barcelone donnait l'exemple à toute l'Espagne. En Catalogne, les autres garnisons n'osaient plus bouger. A Valence et dans toute la province de la Levante, les tentatives de mutinerie furent vite réprimées. A Madrid, où la

troupe se révolta un jour plus tard qu'à Barcelone, elle fut assiégée et vaincue dans ses propres casernes.

Barcelone avait fait échouer le pronunciamiento des généraux. Après le 19 juillet, ils ne réussirent plus à prendre une seule ville par un coup de main.

Une époque de l'histoire espagnole était ainsi terminée. Ce qui vient ensuite n'est plus une querelle intérieure à la classe dirigeante et à l'ordre social établi mais une guerre civile entre deux classes, entre deux mondes.

Les généraux ont provoqué cette lutte décisive. Petit à petit toute la vieille Espagne s'est alliée avec eux, les monarchistes alphonсистes et les carlistes, les radicaux et les cléricaux, les vieux phalangistes et les droitiers nouvellement conquis au fascisme, les grands féodaux des latifundia et les grands capitalistes des villes. Bien entendu, l'Eglise est à leurs côtés, comme toujours lorsque la réaction espagnole entre en scène.

En face, il y a le peuple espagnol. Les ouvriers, les paysans, les petits-bourgeois luttent ensemble contre une petite minorité qui veut les priver de leurs droits. Il ne faut jamais oublier que la relation entre majorité et minorité est cette fois-ci fixée en chiffres. Les généraux se sont révoltés contre le gouvernement légal. Toute la réaction réunie combat un état de choses créé en de libres élections par la volonté d'une immense majorité.

Les "nationaux" luttent contre leur propre pays ; afin de recevoir l'aide de l'étranger, ils vont jusqu'à céder du territoire espagnol à d'autres puissances. Peut-on encore considérer comme espagnoles les Baléares ? En fait, les Italiens y gouvernent. Aussi n'est-ce pas à tort que les anarchistes eux-mêmes appellent la lutte contre le fascisme une guerre d'indépendance nationale, semblable à celle que le peuple espagnol a faite, il y a un siècle, contre Napoléon.

L'alliance conclue le 19 juillet entre les ouvriers et les petits-bourgeois de la Catalogne n'avait pas comme base des tractations politiques. Elle fut conclue spontanément. Ce ne fut qu'après coup que les combattants comprirent vraiment ce qui s'était passé. Les anarchistes avaient combattu côte à côte avec la police, les gens de la Esquerra avec les communistes. Les partis catalans sont tous aussi

des partis paysans, et les paysans eux-mêmes s'empressèrent d'adhérer au pacte d'unité que les ouvriers et les petits-bourgeois avaient signé de leur sang.

Lorsque les alliés se mirent ensuite à négocier, les décisions principales étaient déjà prises. La lutte antifasciste avait évolué en Révolution sociale, l'ancien ordre n'existait plus, tout le pouvoir était aux mains des révolutionnaires. Le peuple lui-même avait agi. Le gouvernement, la police, la Esquerra, le parti des *rabassaires* (métayers), tous avaient, comme à leur insu, lutté pour la Révolution et étaient devenus, soudain, des révolutionnaires.

La nouvelle milice était en réalité le seul pouvoir exécutif du pays. Le comité de la milice auquel s'ajoutaient bientôt un comité des vivres et un conseil économique antifasciste, représentait le véritable gouvernement. L'ancien gouvernement avec les forces sur lesquelles il s'appuyait ne pouvait que reconnaître le fait accompli. Il faut dire qu'il le faisait sans résistance aucune et même de bon cœur.

Les deux gouvernements coexistèrent un certain temps. Quelques semaines plus tard ils se confondirent. Les anarchistes entrèrent dans le gouvernement qui prit alors le nom de Generalidad, pour que fût sauvegardée, au moins dans les termes, leur doctrine, hostile par principe à tout pouvoir établi.

Les antifascistes de toutes nuances luttent ensemble dans toute l'Espagne. Mais en Catalogne, le 19 juillet, a créé des faits dont l'importance historique dépasse de loin la défense antifasciste. Si ce sont des antifascistes qui pendant ces journées ont combattu, c'est bien la Révolution qui a vaincu.

La Révolution règne et construit. Une nouvelle Catalogne est née et, chaque jour davantage, elle fonde un ordre nouveau.

A PREMIÈRE vue Barcelone n'a pas changé. Les rues sont animées, les magasins sont pleins, les cafés occupés jusqu'à la dernière place. Le soir, la ville est brillamment éclairée, toutes les lanternes sont allumées, les enseignes lumineuses projettent des feux de toutes couleurs, et la foule est encore plus dense que pendant la journée. Ce qui persiste du matin au soir et diminue à peine la nuit, c'est le bruit, un bruit intense, formidable, qui vous laisse tout étourdi, même si vous avez longtemps vécu dans le Midi. Sans cesse les voitures klaxonnent, leur vacarme se mêle à celui des tramways, tout le monde semble crier et des haut-parleurs immenses hurlent sans interruption des paroles et des sons. Lorsque je veux travailler, je dois fermer la fenêtre, mais je crois encore entendre la voix monotone de la mendicante aveugle qui, sans répit, clame devant l'hôtel le numéro, toujours le même, qui portera bonheur au prochain tirage.

Peu à peu on distingue les bruits. On reconnaît des voix et des mélodies. Ce sont les hymnes catalans et espagnols qui, à tout instant, sortent des haut-parleurs. Un homme siffle et c'est le chant des anarchistes. Un orgue de Barbarie joue et c'est l'*Internationale*. Toujours et partout on entend l'*Internationale* à Barcelone.

Le cœur de la ville est la Plaza de Cataluña. L'artère principale, les Ramblas, mène de la Plaza de Cataluña à la mer. Aux Ramblas, à chaque heure du jour et de la nuit, une foule innombrable se presse sur le terre-plein central, tandis que des marchands ambulants vendent des fleurs et des oiseaux. On dirait une foire permanente. Beaucoup d'hommes et quelques femmes sont maintenant vêtus de l'uniforme de la milice. Ils sont souvent armés d'un fusil et il n'est pas extraordinaire de voir un milicien, son arme à la bretelle, donner le bras à sa femme et tenir par la main leur enfant.

Les autos, qui font tant de tapage, ne sont plus des voitures particulières. Elles portent toutes les inscriptions des

organisations ou les insignes des autorités et toujours un drapeau qui, le plus souvent, est d'une taille démesurée. Seuls les médecins ont gardé leurs voitures qui se laissent reconnaître aussi par des drapeaux et des inscriptions.

Aux marchands ambulants de fleurs, d'oiseaux, de journaux, s'ajoutent maintenant des vendeurs de bérêts de milicien, de mouchoirs, d'écharpes, d'insignes, tous aux couleurs des organisations révolutionnaires. Le nombre de ces marchands se multiplie chaque jour, il y en a déjà trente mille et leurs marchandises varient de plus en plus. Les autorités cherchent les moyens de mettre fin à l'accroissement de ce commerce, ce qui sera bien difficile, puisque les marchands ambulants sont tous membres de syndicats.

La littérature pornographique dans les kiosques a pris un caractère d'actualité. Par ses frontispices et son contenu elle a trait surtout au clergé ; moines et religieuses y jouent un grand rôle, comme au temps de Boccace. Les révolutionnaires espagnols ont d'ailleurs une tendance à l'ascétisme et sont des adversaires déclarés de cette sorte de littérature. Le journal anarchiste *Solidaridad Obrera* a même condamné explicitement ce mode de propagande anticléricale.

Lorsque la radio diffuse les nouvelles, des masses si denses se pressent devant les haut-parleurs qu'on peut à peine passer. Des hommes discutent en regardant les nombreuses cartes qui montrent la situation sur les différents théâtres de guerre. A chaque instant on se heurte à des groupes faisant cercle autour d'un milicien. Les journaux n'aiment publier que des succès et tout le monde est avide de nouvelles du front.

En levant les yeux, on voit des drapeaux, des tableaux et des inscriptions qui indiquent de quelle organisation tel immeuble est le siège. Aux Ramblas et dans les autres rues principales on a occupé tous les bâtiments susceptibles de devenir des centres administratifs. Les communistes se sont installés dans l'hôtel Colon, les anarchistes ont pris la maison du syndicat patronal. Sur tous les magasins est placardée l'indication de la nouvelle forme de gérance. Devant les banques et devant les bureaux politiques des sentinelles armées montent la garde.

Chaque hôtel est, au moins en partie, réquisitionné. Des clients payants ou non-payants s'y mêlent. Beaucoup d'entre eux sont des bourgeois qui se sentent à l'hôtel plus en sécurité que dans leurs appartements. Le personnel porte encore les habits de sa profession, rappelant une époque passée. Deux systèmes économiques, l'un ancien, l'autre nouveau, coexistent et se heurtent ainsi. C'est un exemple typique de l'état actuel de la Catalogne.

Un changement fort étrange est encore à noter. Peut-être ai-je commis une faute en n'en parlant point de prime abord, car c'est ce qui frappe le plus à Barcelone. On ne voit plus de chapeaux. Les hommes portent souvent le béret basque, mais les femmes ne portent rien du tout, pas même une voilette ou une fleur dans les cheveux, comme au sud de l'Espagne. Même quand il pleut à verse, elles marchent tête nue sous leurs parapluies. Les étrangères, gênées d'attirer les regards, s'empressent d'adopter cette nouvelle mode.

Les femmes ne sont cependant pas plus mal habillées qu'auparavant. On remarque des gants et des manteaux de fourrure. C'était surtout le chapeau qui pour les ouvriers, et plus encore pour les ouvrières, symbolisait la classe ennemie. Pendant les premiers jours de la Révolution, des scènes éclatèrent parfois où les dames perdaient leur chapeau comme dans d'autres révolutions les rois leur couronne.

Les autorités se sont élevées contre ces excès et ont publié des ordonnances pour protéger les chapeaux et l'industrie du chapeau. Plusieurs journaux mènent de véritables campagnes contre cette nouvelle mode qu'ils déclarent laide et malsaine. Un journal a même affirmé que seul le chapeau est catalan, alors que le béret basque est carliste et par conséquent fasciste. Mais jusqu'ici ça a été peine perdue. Le béret basque reste le maximum de concession faite par les hommes, et les femmes se contentent du strict minimum, c'est-à-dire de l'indéfrisable. Les coiffeurs en profitent et j'ai idée que l'indéfrisable coûte plus cher qu'un chapeau. Esthétiquement, au moins à mon point de vue d'homme, je préfère une belle coiffure à un vilain chapeau. Mais la disparition des chapeaux peut aussi être interprétée comme un signe de la prolétarisation générale.

Ce qui, par contre, n'est pas du tout atteint par la Révolution est la vieille coutume du *piropo*, coutume, il est vrai, plus populaire que mondaine, et qui consiste en des compliments adressés à une jolie femme dans la rue. On ne les chuchote pas derrière elle, loin de là ; on les lui fait à haute voix, en plein visage. Et les jolies femmes sont nombreuses à Barcelone, peut-être plus nombreuses qu'en aucune autre ville du monde. La bienséance exige cependant qu'une femme honnête reçoive les hommages du *piropo* sans sourciller.

Au nord de la Plaza de Cataluña sont situés les quartiers élégants. Des affiches apposées aux portes des grandes maisons de rapport annoncent qu'elles sont réquisitionnées et collectivisées. Les petits magasins de luxe n'ont cependant pas été touchés. Seuls leurs étalages sont moins élégants qu'auparavant. Parfois un certificat de consulat atteste que le propriétaire de la boutique est ressortissant d'un Etat étranger. De semblables références se trouvent d'ailleurs aussi à la porte de certains appartements et sur quelques voitures.

Les hôtels particuliers sont tous vides. Les plus grands et plus beaux seront transformés en hôpitaux et en asiles d'enfants.

Les rues bordées par ces hôtels montent déjà vers le Tibidabo, des hauteurs duquel on a une vue étendue sur la ville et sur la mer. Le Luna park qui s'y trouve est toujours ouvert, ainsi que le musée de guerre avec ses tranchées et ses tableaux des batailles de la Grande Guerre. Dans l'église qui ne fut jamais terminée, des miliciens ont pris leurs quartiers. Derrière elle, un grand hôtel a été transformé en maison de convalescence. Le plus étonnant est que le Tibidabo soit accessible sans autorisation seulement le dimanche. Toute la hauteur est fortifiée, et en semaine les garçons de restaurant, qui ne peuvent être licenciés, restent là sans travailler.

Ce qui a changé du tout au tout, c'est l'aspect des restaurants de luxe. La plupart ont été rouverts après une fermeture de courte durée, mais ils sont maintenant presque tous collectivisés. Les prix n'ont pas baissé, le service est bon, les repas sont meilleurs et plus variés que dans les res-

taurants populaires. Mais quel changement : beaucoup de clients sont sans faux col ou, du moins, sans cravate : certains sont de vieux habitués déguisés en prolétaires, mais on y rencontre aussi bien des gens qui, avant la Révolution, n'auraient jamais osé fréquenter si luxueux endroit.

Le pourboire est aboli partout, innovation que l'on respecte rigoureusement. Les cireurs surtout en sont contents, puisqu'ils reçoivent maintenant de véritables honoraires ! On les trouve d'ailleurs toujours dans tous les cafés et chez tous les coiffeurs.

Beaucoup de gens aisés ont émigré. Un commerçant chez qui je fais quelques emplettes et que mon mauvais espagnol rend confiant me raconte qu'au cours d'un récent voyage il a rencontré à Paris plus de connaissances qu'à Barcelone. Peut-être le Diagonal et le Paseo de Gracia – personne n'emploie les nouveaux noms qu'ils portaient déjà sous la République – sont-ils moins animés et surtout moins élégants qu'auparavant, peut-être de pauvres réfugiés ont-ils remplacé les gens du monde qui, avant la Révolution, donnaient le ton à cette partie de la ville. Le calme apparent ne peut néanmoins dissimuler que dans ces quartiers on regarde la Révolution avec peur et méfiance. Des centaines de milliers de petits et moyens bourgeois n'ont pas émigré. Tant que tout ira bien, ils se tairont, timorés ; mais, si le sort devait tourner, ils deviendraient soudainement actifs. On devine sans grand mal que toute une classe vit et hait dans ces quartiers.

La partie pauvre de la ville, qui est située à gauche et à droite des Ramblas, a moins changé que la partie riche. Barcelone est construite comme une ville coloniale, où la ville des blancs est strictement séparée de celle des indigènes. Dans la ville des "blancs" les rues sont larges, aérées, bien pavées, souvent ornées de fleurs, et les palais qui les bordent sont si bien espacés qu'ils ne se prennent pas l'un à l'autre le moindre rayon de soleil. Par contre, dans la ville des "indigènes", les rues sont resserrées comme des ravins ; pour apercevoir les toits des maisons, il faut se tordre le cou. Les trottoirs sont si étroits que l'on risque à chaque instant d'être bousculé et renversé. Tout est sale et sent mauvais. On respire mieux soudain,

quand on passe devant une école où, dans la cour, des enfants en blouses blanches jouent sous la direction de leurs institutrices.

L'aspect de ces ruelles ne peut différer de ce qu'il était avant la Révolution. Pour qu'il y ait ici un changement, pour que disparaissent ces foyers de misère, de vice, de maladie, il faudra démolir de fond en comble cette maudite ville des "indigènes" qu'on appelle *Chinatown* à Barcelone et où les mondes du travail et du crime se mêlent comme dans les premiers romans sociaux du siècle passé.

Mais Barcelone ne se compose pas seulement de deux villes. Elle est habitée par deux peuples qui vivent en opposition complète jusque dans leurs habitudes journalières. Les gens aisés se lèvent tard, déjeunent entre deux et trois heures, dînent entre neuf et dix heures et ne sortent que plus tard. Il n'y a par conséquent ni théâtre ni cinéma où le spectacle commence avant dix heures. Le prolétariat par contre vit et mange aux mêmes heures que dans tous les pays.

Au moins, nul ne doit avoir faim dans la nouvelle Barcelone. Le syndicat gastronomique nourrit midi et soir tous les indigents. Pour être admis, il faut en principe l'autorisation d'une organisation ou d'un comité, mais on n'est pas bureaucrate. L'on donne même à ceux qui ne présentent aucun papier. Ces repas sont distribués dans de nombreux hôtels et restaurants, y compris le Ritz. En attendant leur tour, les malheureux font la queue dans la rue. Combien peut-il y avoir de gens incapables de subvenir eux-mêmes à leur nourriture ? Personne ne le sait.

En dépit des repas populaires, les mendiants ne se sont pas raréfiés. Les enfants surtout mendient par dizaines de milliers. A chaque coin de rue une femme assise par terre presse un enfant sur son sein, en tendant vers les passants une main émouvante. Les vendeurs de billets de loterie eux aussi sont partout, et toujours le tirage est pour le lendemain. Et ces tableaux de misère sont complétés par les innombrables aveugles qui, leur bâton blanc à la main, avancent en tâtonnant comme pour accuser par leur seule existence la vieille Espagne pourrie, crasseuse et syphilitique.

Les pauvres de la ville se sont maintenant augmentés des réfugiés des provinces occupées par les fascistes et des territoires où sévit la guerre. Des milliers sont venus du Portugal où ils s'étaient sauvés fuyant l'invasion fasciste, mais cette puissance prétendue neutre renvoya en hâte ces malheureux en Catalogne et dans la province de la Levante. Leur nombre est immense, bien que cette fois-ci encore, personne n'en sache le chiffre exact. On les a hébergés tant bien que mal en réquisitionnant les lits chez les gens aisés. La misère est néanmoins terrible et aucun comité d'aide international ne s'en occupe.

Il y a cependant quelque chose pour unir les deux villes de Barcelone. Ce sont les endroits où le 19 juillet des combattants antifascistes sont morts. On les trouve un peu partout dans la ville, dans les quartiers riches comme dans les quartiers pauvres. Des fleurs, des couronnes, des drapeaux y sont entassés. Sans cesse des personnes s'inclinent devant ces monuments improvisés.

Les manifestations aussi passent à travers les deux villes. Aujourd'hui, quelque cent mille hommes manifestent : anarchistes, communistes, socialistes, POUM, esquerristes, *rabassaires*, toutes les organisations ont convoqué leurs adhérents. Ils défilent devant le gouvernement dont les membres sont debout au balcon du Palais de la Generalidad. Le président Companys parle devant le micro au moment précis où les anarchistes défilent. L'harmonie joue leur hymne. Il y a bien de telles manifestations dans d'autres pays, mais la grandeur de celle-ci tient à ce qu'elle n'est pas le monopole d'un seul parti. Le peuple tout entier de Barcelone a fait sa Révolution et jusqu'à présent il marche coude à coude, pendant que les bourgeois de la ville des "blancs" sont contraints de se taire ou de se joindre au mouvement.

Il reste à examiner une question bien difficile : jusqu'à quel point une révolution peut-elle émouvoir un peuple ? Anatole France a raconté comment la vie continue, pendant que "les Dieux ont soif". Lenôtre affirme que, même en 1793, la plupart des Parisiens ne se sont pas aperçus de la Terreur ou, tout au moins, ne s'en sont pas occupés. Les *Lettres de la Révolution française*, éditées par Gustave Lan-

dauer, semblent dans une large mesure confirmer cette assertion. Et dans des jours plus proches, nous avons pu observer comment des hommes peuvent rester indifférents, alors que tout près d'eux d'autres font l'Histoire.

Cependant, à Barcelone et dans toute la Catalogne, la population entière et surtout le prolétariat ont été secoués par une profonde émotion. Non seulement dans la rue des gens stationnent continuellement devant les haut-parleurs, mais à l'hôtel aussi l'heure des nouvelles rassemble devant la TSF les garçons et les clients dans une attente émue, et je ne crois pas me tromper quand je lis dans chaque figure de l'espoir ou de la désespérance. Tout cela est difficile à prouver ou à définir, mais la vie a un nouveau rythme, plus rapide et plus sonore que d'habitude. Ce n'est peut-être pas aussi clair dans la conscience de chacun que dans son instinct, mais qu'il se passe quelque chose de grand et de sublime, cela est une certitude qui s'impose et à laquelle nul à Barcelone ne peut se soustraire.

Ce qu'on appelle en général l'état d'esprit diffère, bien entendu, selon le tempérament, la situation sociale et le parti de chacun. Nombreux sont ceux qui ne portent d'intérêt qu'aux seuls problèmes de la Catalogne. Une grande partie de la population a cru longtemps en toute sincérité qu'on faisait la guerre au-delà des frontières, à l'étranger. C'est une conséquence de la tradition régionaliste, mais cela prouve aussi que la révolution sociale en Espagne concerne surtout la Catalogne, alors que dans les autres parties du pays tenues par les gouvernementaux, le front populaire prévaut et impose une politique plus modérée.

Le problème le plus important est évidemment celui des vivres. Il n'y a pas de viande, à peine de légumes, très peu de fruits ; les œufs aussi font défaut. Dans les marchés, les boutiques sont vides, les boucheries sont fermées. Un peu partout on voit des femmes faisant la queue.

Le charbon manque aussi, et le soleil du midi ne réchauffe que pendant quelques heures cette période de l'année. Vers le soir, le thermomètre tombe soudain à zéro et plus bas.

Malheureusement, le port est vide. Dans le téléphérique qui va d'une tourelle au restaurant principal de l'ancienne

exposition mondiale, je voyais comme d'un avion les bassins du port. Pas un seul navire étranger et pas plus de deux ou trois bateaux espagnols ne s'y trouvent. Les quais ont l'air endimanchés, les hangars sont fermés, des pêcheurs à la ligne sont assis sur les digues. En haute mer seulement, en dehors du port, on aperçoit quelques vaisseaux : ce sont des bâtiments de guerre anglais, français, allemands, italiens. Non loin d'eux un paquebot allemand est amarré qui embarque toujours des réfugiés. Il est établi qu'avec eux bon nombre de fascistes espagnols, pourvus de faux passeports, pouvaient s'enfuir.

En dehors du port se trouve, parfaitement isolé, un autre bateau encore, mais qui bat pavillon espagnol. C'est l'*Uruguay*, le bateau-prison où l'on garde des rebelles du 19 juillet avant de les envoyer soit dans une autre prison, soit dans un des fossés du fort Montjuich.

A quelques exceptions près, les prix n'ont pas changé. Ils sont, comparativement aux prix mondiaux, extraordinairement bas. Les consommateurs, les masses ouvrières surtout, profitent du fait que les autorités empêchent la hausse. Mais on ne peut méconnaître la gravité de la situation. La peseta est tombée très bas. Aussi les produits étrangers et les marchandises contenant des matières premières étrangères sont-ils vendus à des prix inférieurs de beaucoup aux actuels prix de revient.

Les affaires marchent bien, mais en vérité on solde les stocks. Si l'on continue de cette façon, ils seront bientôt épuisés, sans possibilité aucune de les renouveler. Ce qui est parfaitement incompréhensible, c'est que beaucoup de magasins continuent à organiser des ventes spéciales en attirant les acheteurs par tous les moyens de la publicité.

Les articles de luxe sont souvent incroyablement bon marché. Leur vente a toutefois fort diminué à cause des expropriations, de réquisitions et aussi de l'émigration d'une partie de la grande bourgeoisie.

La vie des riches devient de moins en moins agréable. La prolétarisation ne se fait pas d'un seul coup, mais incontestablement elle s'accroît. Les restaurants et les cafés de toutes catégories sont cependant pleins jusqu'à la nuit ; les cinémas ont fort à faire ; dans les pâtisseries on

achète des gâteaux en grosse quantité ; le dimanche il faut même faire la queue pour en obtenir.

Une grande partie de la bourgeoisie existe toujours, celle surtout qui, politiquement, s'exprime par la Esquerra ou un des autres partis bourgeois du front populaire catalan, on peut même dire que leur opposition contre le régime révolutionnaire devient lentement plus forte. Deux articles de journaux, parus le même jour, en sont un témoignage assez sûr. On a installé des tribunaux populaires. La *Vanguardia*, qui demeure le journal le plus important de Barcelone, affecte de s'en féliciter, mais exprime son espoir que l'insécurité de la vie publique cessera désormais et que devant les nouveaux tribunaux comparaitront non seulement les fascistes, mais aussi les faux dénonciateurs et les terroristes. En même temps, le journal du soir *Noticiero* déclare que le manque de vivres est inexistant, que seule la distribution est mauvaise, qu'il faut donc la faire faire par les anciennes autorités municipales et renoncer aux immixtions et réquisitions. En mots plus clairs, les deux journaux combattent les anarchistes : l'un veut reprendre aux syndicats leur influence sur la distribution des vivres, l'autre veut reprendre aux miliciens le pouvoir exécutif, voire les traîner devant les tribunaux.

La presse, après le 19 juillet, a changé son attitude avec la rapidité habituelle. Souvent des rédacteurs nouveaux travaillent dans les journaux. On voit cependant par ces deux exemples que les feuilles bourgeoises recommencent à faire valoir leurs opinions. Il est intéressant de noter que dans leurs observations contre les prétendus excès de la Révolution, formulées d'ailleurs bien prudemment, ils aiment à se référer à l'Union soviétique. La Russie de Staline prend beaucoup de place dans la presse bourgeoise et lui sert d'exemple pour essayer d'incliner la Révolution vers l'ordre qu'elle désire.

Toutes les organisations ouvrières publient depuis la Révolution des quotidiens qui sont très répandus et font reculer de plus en plus l'influence de la presse bourgeoise. Le journal des anarchistes, *Solidaridad Obrera*, le seul journal ouvrier qui fût quotidien avant le 19 juillet, a particulièrement grandi. Son tirage approche les deux cent mille, atteignant ainsi presque celui de la *Vanguardia*.

Il est tard dans la soirée. Soudain les haut-parleurs convoquent les miliciens à leurs places de rassemblement. Un bâtiment de guerre fasciste vient d'être repéré non loin de Barcelone et canonne la côte. Personne ne sait ce qui se passe. Mais tout à coup c'est de nouveau l'atmosphère et l'état d'âme du 19 juillet, et la bruyante, l'affairée Barcelone, si pleine de couleurs, change d'aspect. Les rues se vident. Seules quelques figures équivoques de *Chinatown* apparaissent sur les Ramblas ; les hyènes de la Révolution sortent toujours de l'obscurité quand les choses commencent à se gâter. L'ordre révolutionnaire est cependant maintenu. Des patrouilles traversent les rues. Toutes les voitures sont arrêtées ; on indique aux chauffeurs les endroits où ils doivent se rendre pour se mettre à la disposition de la défense.

Déjà, des camions partent à la rencontre de l'ennemi. Ils sont pleins de miliciens qui arrivent de tous les coins. Le peuple de Barcelone est en armes, prêt à combattre. Devant les édifices de la milice, de la police, du gouvernement, des centres politiques, on se presse. Avant d'entrer, il faut montrer des autorisations. Tout le monde porte le fusil. On transporte des caisses pleines de cartouches. Dans leurs bureaux, les secrétaires ont soudain un revolver à leur côté.

Le lendemain, lorsque tout est déjà passé, la *Solidaridad Obrera* rapporte que deux cent mille hommes armés étaient prêts en Catalogne. Peut-être ce chiffre est-il exagéré. Mais il est certain que l'alarme avait mis en mouvement le peuple tout entier. Un calme étonnant régnait pendant ces heures. Point de nervosité, de panique, d'hystérie, pas de rumeurs fantaisistes. Dans une telle nuit on découvre la vraie Barcelone.

Ce peuple possède, en dépit de son indifférence et de sa négligence, le sens du moment décisif. De l'organisation, de la discipline, de l'ordre, de la prévoyance, tout cela se chercherait ici le plus souvent en vain. Les Catalans ont par contre le don de l'improvisation. Ils ne sont pas épuisés cent mètres avant le but, ils commencent plutôt à la dernière minute et montrent alors un esprit de décision farouche.

Beaucoup d'étrangers aiment dire que l'Espagne ne fait pas partie de l'Europe. C'est cependant ce pays qui, au

dernier siècle, a donné le mot *libéral* à l'Europe. Qui sait s'il n'imposera pas son mot d'ordre encore au vingtième siècle ?

C'est un pays étrange, difficile à comprendre. On apprend à le connaître en partie quand on va au music-hall.

Les music-halls aussi bien que les théâtres et les cinémas sont collectivisés et dirigés par le syndicat des spectacles publics. Pendant un certain temps ils furent fermés. On vient de les rouvrir. La frivolité même doit y trouver sa place, mais, comme écrit un journal : "les scènes à double sens ne doivent pas devenir à sens unique".

Je ne sais pas bien ce que l'auteur de ce mot appelle "sens unique". Les music-halls se trouvent tous au quartier du port et leur ton est "assez familier". Ainsi s'exprimait du moins un ami espagnol qui m'en donna l'adresse, car ces spectacles sont annoncés sans aucune publicité. En vérité, il s'agit d'une sorte de bordels. Au milieu de la salle une scène rappelle de loin le ring des boxeurs. La musique est placée au balcon. Les artistes se mêlent souvent aux spectateurs.

Presque toujours, à leur entrée en scène, elles sont vêtues d'un manteau pudiquement fermé. Pendant qu'elles chantent d'une voix stridente n'importe quoi, elles l'ouvrent. Ce qu'elles portent en dessous n'est pas grand-chose et laisse aux spectateurs peu à deviner. Le public fait des observations plus pertinentes que décentes, auxquelles les artistes répondent, et elles attrapent les cigarettes ou le chocolat qu'on leur jette, sans interrompre leur chant. La représentation dure de trois à quatre heures. On voit ou on entend d'innombrables danseuses et chanteuses. Le plus clair de leur art consiste à révéler le plus possible de leurs charmes.

Mais qu'une chanteuse fasse entendre un chant bohémien, qu'une danseuse exécute une danse populaire et, soudain, tout le monde se tait. Les yeux deviennent extatiques et on crie *Olé* comme à la corrida. Ou bien ce sont des chanteurs de *flamenco* qui montent sur la scène. Un long moment ils battent des mains pour se donner de l'élan. Le guitariste prélude alors par accords, en écoutant d'un air concentré les sons de son instrument. A côté de lui le chanteur se met doucement en transe, seul le guitariste

l'encouragement par de brefs appels. C'est un silence religieux... Enfin le chanteur commence. Sa voix semble se précipiter hors de lui. Il chante en vers brefs l'amour malheureux d'un *gitano* ou d'une *gitana* et termine toujours sur un ton douloureux, longtemps filé. Les spectateurs ont retenu leur souffle, maintenant ils éclatent ; le *flamenco* agit sur leurs nerfs et répond à leurs plus profonds instincts.

Les artistes consacrent leurs numéros à l'honneur de "nos braves miliciens qui, demain, partiront pour le front de Madrid". Une chanteuse coiffée d'un béret de milicien dit une chanson révolutionnaire. Et les miliciens, enthousiasmés, lui jettent aux pieds leurs casquettes et même leurs vareuses. Au cours d'une danse, l'un d'eux saute sur la scène comme un *espontaneo* à la corrida et danse lui aussi ; un autre prend l'instrument du violoniste et joue. Tout le monde connaît ces danses populaires dans lesquelles s'exprime toute l'âme de l'Espagne.

Il y a déjà plusieurs semaines que je suis à Barcelone. La ville m'est familière ; les miliciens dans leurs vêtements romantiques ne me font plus impression. Lorsque je vois une femme coiffée d'un chapeau, je suis étonné. Je trouve tout naturel d'être assis à la même table que des gens armés de fusils ou de revolvers comme dans un roman de pirates. Mais la Révolution donne toujours des impressions nouvelles. La vie est ici mille fois plus intense et cette suite rapide d'événements produit l'effet de piqûres de caféine. Comment pourrai-je vivre désormais dans des pays tranquilles, dans des temps tranquilles ?

Il se fait tard. Pour minuit, on a annoncé des exercices de défense antiaérienne. En flânant dans les rues, je me demande si je vais aller au cinéma. Depuis des semaines j'ai envie d'un peu de distraction, je suis avide de me soustraire, pour une heure au moins, à cet épuisant tourbillon. Je n'y parviens jamais, car il y a toujours du nouveau, de l'excitant, de l'intéressant à observer.

J'entends tout à coup, du côté de la Plaza de la Catalunya, de la musique et le rythme de pas en marche. Déjà les tramways sont arrêtés et, en un clin d'œil, je suis coincé dans une masse de gens qui crient, saluent, applaudissent. Ils acclament une colonne de plusieurs milliers d'ouvriers

français, arrivés aujourd'hui pour prendre part à la lutte contre le fascisme et qui demain seront transportés à Madrid, devenu champ de bataille. On les reçoit du haut du balcon de l'hôtel Colon.

Les angles de la vaste place s'estompent dans la nuit. Le bruit jamais interrompu des Ramblas arrive comme un doux murmure. Les haut-parleurs diffusent la voix exercée d'un orateur français. Il parle de l'idéal commun de la classe ouvrière, de son péril commun, de sa lutte commune, et il termine par ces paroles : "Plutôt mourir debout que vivre à genoux !" Non loin de moi se trouvent avec leurs maris plusieurs femmes élégamment vêtues. L'une d'elles porte son face-à-main aux yeux, mais elle salue comme tous en levant le poing droit.

Une fanfare et un détachement de miliciens sont postés sur la place. Les ouvriers français qui défilent ont probablement presque tous fait leur service militaire. Ils marchent en unités formées, au pas rapide de l'armée française. Il ne faut pas beaucoup d'imagination pour les voir soudain comme en surimpression, selon le procédé cher aux metteurs en scène de cinéma, vêtus de bleu horizon ou de kaki, casqués, leurs capotes retroussées, le fusil avec la longue baïonnette sur l'épaule. La musique joue *La Marseillaise*, le drapeau tricolore flotte au vent... Ou vont-ils, ces soldats français ?

Ils ne vont pas à Verdun, pas encore. Ils vont à Madrid, ils saluent le poing tendu, et après la *Marseillaise*, la fanfare joue l'*Internationale*.

Puis, brusquement, le rythme change : le pas devient plus lent, plus lourd. Ce sont des Allemands, des émigrés. Ils viennent eux aussi de la France. Ils saluent eux aussi le poing tendu. Ils chantent eux aussi l'*Internationale* et la *Marseillaise*.

Qu'un sang impur abreuve nos sillons ! Ce n'est pas l'hymne national de la France, c'est le chant de la Révolution que Goethe appela "un chant terrible" et Heine "le chant des vaches de la liberté". Il appartient aussi aux révolutionnaires allemands. Il appartient à cette Allemagne éternelle et immortelle dont les poètes Schiller et Klopstock furent nommés citoyens d'honneur français par la Convention.

Des Français et des Allemands chantent maintenant la même mélodie et ils ne marchent pas, les uns en deçà, les autres au-delà de cette frontière sanglante qui va de la mer aux Alpes. Ils marchent ensemble à Madrid contre l'ennemi commun d'un idéal commun.

La fanfare joue l'hymne solennel de la Catalogne libre, puis celui plus gai et presque dansant de la République espagnole. Les Français et les Allemands regagnent leurs cantonnements. La foule se disperse.

Il est minuit. C'est l'heure prévue pour l'exercice antiaérien. Tout à coup, les lumières s'éteignent, les sirènes hurlent, et la Plaza de Cataluña se couvre d'une obscurité impénétrable.

MONTJUICH

AU-DESSUS du port de Barcelone est située la forteresse de Montjuich. Une seule route y mène, peu de Barcelonnais la connaissent ; personne n'est jamais allé volontairement à Montjuich. Inaccessible et entourée de légendes macabres, la forteresse pesait sur les Catalans comme un cauchemar. On l'a comparée à la Schlüsselbourg. Mais le castel du vieux Pétersbourg fut détruit par ses propres prisonniers. Montjuich se lève, sombre et plus menaçant que jamais, au-dessus de la capitale de la Catalogne libérée.

Il est assez difficile d'y pénétrer, car la forteresse est toujours une forteresse et sert aux mêmes fins qu'auparavant. Les soldats passent leur temps dans les mêmes cantonnements, bien qu'ils s'appellent maintenant miliciens ; ils mangent la même cuisine, et c'est le même coiffeur qui leur fait la barbe. Des officiers, dans les mêmes uniformes, se promènent dans les cours, et les condamnés à mort sont exécutés dans les mêmes fossés. Rien n'a changé. Seules les prisons sont vides, puisqu'on ne garde, jusqu'à nouvel ordre, pas de prisonniers à Montjuich.

Au portail, on lit maintenant l'inscription : *Plaza de la Libertad*. Seul le drapeau qui flotte sur les remparts n'est plus le même. Ce n'est plus le drapeau espagnol mais celui de la Catalogne. Jusqu'ici, Madrid n'avait jamais laissé la garde de la forteresse aux Catalans, pas même sous le régime de la République. Maintenant les Catalans l'ont prise. Il est étrange cependant qu'on n'y rencontre ni anarchistes, ni miliciens des partis ouvriers marxistes. A Montjuich il n'y a que des soldats de la Esquerra. Doit-on y voir un simple hasard ?

Montjuich domine la ville et surtout le port avec ses bâtiments. La Esquerra tient aussi entre ses mains la plupart des autres fortifications situées dans la montagne autour de Barcelone. La ville des anarchistes est donc entourée d'un cercle fortifié, occupé par des troupes de leurs alliés bourgeois. Il est étonnant de constater combien les anarchistes y prêtent peu d'attention. Ils sont très sûrs

d'eux-mêmes. Pourvu que leur confiance naïve en la vertu des barricades et des combats de rue ne les trompe pas ! N'ont-ils pas encore compris que les canons et les avions sont plus dangereux que les fusils et les pistolets ? Cette hauteur-ci ne peut être atteinte en tout cas que par des canons de gros calibre. La ville est située tout en bas ; le regard la dépasse et ne s'arrête qu'aux cimes lointaines de la montagne et sur l'horizon marin où les bâtiments étrangers de guerre apparaissent comme immobilisés.

Les prisons de triste réputation se trouvent dans le bâtiment principal : plusieurs grandes salles très sombres avec des judas. Tout est en pierre, hormis les lits en bois rangés le long des murs. Un peu plus loin on arrive aux cellules obscures : de petits trous dans lesquels l'air frais ne pénètre que si l'on ouvre la porte.

Au sous-sol, il y a une salle immense que les miliciens nous font voir à l'aide de torches. Lorsqu'ils vinrent à Montjuich, l'eau dans cette pièce atteignait une hauteur de plusieurs mètres et maintenant encore le sol est couvert de fange. Nul ne sait à quoi servait cette pièce. Peut-être est-ce ici qu'en 1897 trois cents ouvriers furent torturés ? Les murs ne racontent rien et les archives sont détruites. Pas même un plan de la forteresse n'a été découvert après le 19 juillet.

Mais il est un endroit que tous connaissent dans les longs fossés à l'ombre des remparts. C'est celui où en 1909, après *la semaine tragique*, Francisco Ferrer fut exécuté comme instigateur intellectuel de la révolte. Nul monument, nulle fleur n'indiquent le lieu. La place, où le champion des anarchistes catalans versa son sang pour l'idéal qui, aujourd'hui, a vaincu, ressemble à un tas d'ordures : des pierres, des herbes folles, de la ferraille... Les anarchistes ne seraient-ils tout de même pas les vainqueurs ?

Quelques mètres plus loin, il y a un poteau avec une pancarte dont l'inscription explique que là, les criminels qui se sont levés contre le peuple ont payé de leur vie. La terre autour du poteau est rouge d'un sang mal séché. Ici on exécute les rebelles. Au port, on peut apercevoir *L'Uruguay* où ils sont prisonniers et où le tribunal populaire se réunit pour les juger. A cinq heures du matin, on les

amène ici et, une heure plus tard, tout est fini. Les cadavres sont transportés au cimetière principal de la ville et enterrés dans des tombes inconnues. Dans les premiers temps, un détachement de miliciens défilait devant les cadavres en criant : "Vive la République !" Maintenant quatre hommes accompagnent simplement les condamnés et tirent à une distance de douze pas.

C'est dimanche ; l'après-midi, je vais à la corrida. Tant de choses mystérieuses en Espagne deviennent ici compréhensibles. "Il tue mal", dit mon voisin en parlant d'un matador. Existe-t-il encore une autre langue dans laquelle on puisse exprimer tranquillement une chose pareille ?

Les *alguacils*, auxquels le président de la corrida jette la clé du toril, montent à cheval dans l'arène, coiffés du béret des miliciens. Les toreros saluent le poing levé. Soudain l'orchestre joue l'*Internationale* et les spectateurs applaudissent l'équipage du bateau russe nouvellement arrivé au port, tandis qu'un *banderillero*, comme en dansant, s'élançe contre un taureau et lui plante, en sautant, les banderillos dans la nuque.

Que toro ! s'écrie la foule pleine d'admiration lorsque le quatrième taureau entre en scène. Il est très brave ; les spectateurs hurlent de joie quand il attaque les chevaux, et le torero qui le tue selon les règles de l'art reçoit son oreille et sa queue.

D'où viennent ces taureaux ? fais-je à mon voisin qui porte à la boutonnière l'insigne rouge et noir des anarchistes et qui, visiblement, est un *aficionado*, ce qui veut dire qu'il s'y connaît.

- De Salamanque.

Mais Salamanque est occupée par les fascistes ?

Oui, mais on dit aux éleveurs qu'ils vont en France et de la France on les fait venir ici. C'est la même chose avec les toreros. Ils déclarent à Séville qu'ils ont un engagement à Nîmes ou à Arles. On leur donne alors des passeports et ils viennent de France à Barcelone. Il est vrai qu'ils ne peuvent plus retourner à Séville.

Et à Barcelone il n'y a pas de viande, et devant les crémeries les femmes font la queue !

Le torero qui porte le surnom *El Estudiante* (l'étudiant)

consacre le dernier taureau à la milice au bénéfice de laquelle a lieu cette corrida. On lui jette un béret de milicien. Il le coiffe et fait ses *veronicas* devant le côté ensoleillé où sont situées les places à bon marché. Et après qu'il a bien tué, on le porte en triomphe tout autour de l'arène, tandis que la musique joue à nouveau l'*Internationale* et que la foule acclame, poings levés, et le matador et le taureau vaincu.

FUNÉRAILLES D'UN HÉROS

A MIDI, je reçus la première nouvelle de la mort de Durruti et, le soir, elle me fut confirmée. Mais les journaux étaient tenus de ne la publier que le lendemain, car les autorités craignaient – ce qui fut d'ailleurs démenti par les faits – qu'une panique n'éclatât et ne provoquât des actes terroristes.

J'éprouvais un étrange sentiment à détenir ainsi un secret dont je savais qu'il mettrait en effervescence une grande ville et un pays tout entier. Je ne pus résister à la tentation de le confier à quelques personnes sûres, afin de connaître leurs réactions. Toutes, même les moins anarchistes, devenaient blêmes. On lisait l'angoisse dans leurs yeux.

Buenaventura Durruti était le héros de la Révolution, son symbole vivant, sans nul doute la plus forte personnalité sortie de ce mouvement populaire, spontané et anonyme. Il n'avait pas encore quarante ans, mais, déjà, toute sa vie était une légende. On citait ses paroles. Sa volonté s'imposait plus que toutes les résolutions. Il était aimé, vénéré et craint. Son autorité n'était pourtant pas l'émanation d'une supériorité hiérarchique, elle prenait sa source dans la confiance qu'inspirait l'homme, un homme vraiment homme.

Comme tant de chefs de la Catalogne révolutionnaire, il n'était pas Catalan lui-même. Il était né dans le Léon, mais, depuis sa première jeunesse, il avait vécu à Barcelone. Quand la Révolution éclata, sa mère vivait encore à Léon. Les fascistes, ne pouvant pas atteindre le fils, assassinèrent la vieille.

Dans sa province natale, l'enfant marchait pieds nus, pour ne pas écraser les fourmis. A Barcelone, l'homme se fit anarchiste. C'était l'anarchiste comme l'imagine la fantaisie populaire : orateur, écrivain, terroriste, bandit, organisateur, conspirateur ; éternellement en mouvement, à chaque instant traduit devant les tribunaux, passant la moitié de sa vie en prison. Les noms que lui donnait la société n'étaient pas injustifiés du point de vue bourgeois.

Il fut vraiment un "expropriateur". Comme Staline, il dévalisa des banques, jamais pour lui, toujours au profit de l'organisation, dont il formait le groupe le plus combattif, *les solidaires*, avec Ascaso, Oliver et quelques autres. Deux fois condamné à mort, toujours en fuite devant la police, tantôt en Espagne, en Argentine, en France, en Belgique, en Allemagne, toujours pourchassé, toujours traqué, toujours menacé d'être extradé par un tribunal pour être jugé par un autre, il n'était pourtant pas un révolutionnaire professionnel. Il était ouvrier et travaillait en usine toutes les fois qu'il était en liberté, bien qu'il ne pût rester longtemps nulle part. Il organisa la grève générale de Saragosse qui dura trente-trois jours et fut la plus grande grève que l'Espagne ait jamais connue. Il était parmi les fondateurs de la librairie anarchiste à Paris. Il savait se servir de la plume aussi bien que du revolver et était par surcroît un orateur fascinant.

Le 19 juillet, il venait d'être opéré d'une hernie et n'était pas encore tout à fait rétabli. Il fut, pourtant, le fusil à la main, parmi les assaillants de la caserne Atarazanas, où son ami Ascaso tomba à son côté. Il devint ensuite le chef de la première colonne qui quitta Barcelone pour l'Aragon.

Quand les fascistes furent arrivés aux portes de Madrid, les anarchistes l'envoyèrent dans la capitale. Il y alla contre son gré, car il était possédé par l'idée de conquérir Saragosse qu'il assiégeait aussi bien avec les hommes qu'avec un haut-parleur qui portait sa voix jusqu'à l'intérieur de la ville. C'est à Madrid qu'une balle l'atteignit au cœur. La mort fut instantanée.

Tard dans la nuit, le cadavre arriva à Barcelone. Il avait plu toute la journée et les voitures qui l'escortaient étaient couvertes de boue. Le drapeau rouge et noir, étendu sur le corbillard, était sale.

Dans la maison des anarchistes, qui, jusqu'à la Révolution, avait été le siège du syndicat patronal, on avait travaillé depuis la veille pour transformer le vestibule en chapelle ardente. Par miracle, tout était prêt. La décoration était simple, sans aucun raffinement artistique. Les murs couverts de tentures rouges et noires, un baldaquin également rouge et noir, quelques candélabres, des fleurs

et des couronnes, c'était tout. Sur les deux portes latérales, par lesquelles la foule devait défiler, étaient posées, selon la coutume espagnole, de grandes pancartes avec les inscriptions "Entrée accordée par Durruti" et "Sortie accordée par Durruti".

Des miliciens, le fusil au bras, entourèrent le catafalque. Puis des hommes de la colonne Durruti qui étaient venus de Madrid avec le cercueil le portèrent à la maison. Personne n'avait songé à ouvrir les grands battants du portail et les porteurs durent se serrer à travers une petite porte. Il y avait tant de monde qu'ils purent difficilement se frayer un chemin. Aux balcons du vestibule, resté sans décoration, des hommes regardaient comme s'il se fût agi d'un spectacle. On fumait. Quelques-uns ôtaient leurs casquettes, d'autres restaient coiffés. Tout le monde criait. Des amis embrassaient des miliciens venus du front. Les sentinelles refoulaient ceux qui attendaient et cela aussi ne se passait pas sans bruit. L'homme qui avait organisé la cérémonie donnait ses ordres. Quelqu'un trébucha sur une couronne. Un des porteurs alluma soigneusement sa pipe. Entre temps, le couvercle du cercueil fut retiré et Durruti apparut, sous verre, couché sur de la soie blanche, une blanche écharpe roulée autour de la tête ; il avait l'air d'un Arabe.

C'était une scène tragique et grotesque à la fois. Goya l'aurait dessinée, elle aurait trouvé place dans son œuvre. Je la décris telle que je l'ai vue, car je crois qu'elle laissait entrevoir les abîmes de l'âme espagnole. La mort en ce pays n'est ni un squelette horrible, ni un bel adolescent qui porte une torche renversée. Elle est plutôt un bon ami, un camarade, un ouvrier avec qui l'on a travaillé dans un même bureau, dans un même atelier ou dans un même champ. Quand il vient, on ne fait pas d'histoires ; on aime ses amis, mais on ne les importune pas, on les laisse aller et venir comme il leur convient. Peut-être est-ce le fatalisme hérité des Maures qui apparaît ainsi, après s'être dissimulé jusqu'alors sous le cérémonial d'église.

Durruti était l'ami de ses amis. Il était devenu l'idole de tout un peuple. Il avait été sincèrement aimé et tous ceux qui étaient présents en ce moment suprême le regrettaient affectueusement. La seule personne cependant qui, excep-

tion faite de sa compagne, une Française, pleurerait était une vieille femme de ménage qui servait déjà dans cette maison du temps du syndicat patronal et, selon toute probabilité, ne l'avait jamais rencontré. Les autres ressentirent tous sa mort comme une perte terrible, irréparable, mais leurs sentiments étaient exempts de toute solennité. Se taire, ne pas fumer, enlever leur béret, cela eût été pour eux aussi extravagant que de se signer.

Des milliers et des milliers de personnes défilèrent devant Durruti pendant toute la nuit. Ils attendaient en longues files sous la pluie. Leur ami et leur chef était mort. Je n'oserais pas dans les sentiments de ces hommes et de ces femmes faire la part de la douleur et de la curiosité. Mais je suis sûr que s'il y a un sentiment qu'ils n'éprouvaient point du tout, c'était le respect de la mort.

Le lendemain matin eurent lieu les funérailles. On vit bien que la balle qui avait tué Durruti était allée droit au cœur de Barcelone. On a calculé qu'un habitant sur quatre ou cinq marchait derrière le cercueil, sans compter les masses qui bordaient les rues, étaient aux fenêtres, sur les toits et même sur les arbres des Ramblas. Les partis et les syndicats de toutes nuances avaient convoqué leurs membres, et les drapeaux de toutes les organisations anti-fascistes flottaient à côté de ceux des anarchistes au-dessus de cette mer humaine. C'était grandiose, sublime et bizarre. Car toute cette foule n'était pas dirigée, il n'y avait ni ordre ni organisation. Rien ne marchait, le chaos était indescriptible.

L'enterrement était fixé à dix heures. Une heure avant, il était déjà impossible de gagner la maison du Comité Régional Anarchiste. On n'avait pas pensé à dégager le chemin pour le convoi. De tous côtés les équipes des usines arrivèrent, se croisèrent, s'entremêlèrent et se barrièrent la route. Au milieu, le détachement de cavalerie et la troupe motorisée qui devaient précéder le cercueil étaient bloqués, ne pouvant ni avancer ni reculer. A peine put-on conduire les ministres jusqu'à la bière.

A dix heures et demie Durruti, couvert d'un drapeau rouge et noir, quitta la maison des anarchistes sur les épaules des miliciens de sa colonne. Les masses levèrent le

poing pour le dernier salut. On entonna le chant anarchiste *Fils du Peuple*. Ce fut un moment émouvant. Mais, par inadvertance, on avait fait venir deux orchestres ; l'un joua en sourdine, l'autre *fortissimo*, et ils ne réussirent pas à conserver la même cadence. Les motocyclettes faisaient du bruit, les autos klaxonnaient, les chefs de milice donnaient des signaux par coups de sifflet, et les porteurs du cercueil ne pouvaient pas avancer. Il était impossible de former le convoi. Les orchestres jouèrent encore une fois, encore plusieurs fois, le même chant ; ils le jouèrent sans s'occuper l'un de l'autre, et les sons se mélangeaient dans une musique sans mélodie. Les poings se levaient toujours. Enfin la musique et les saluts cessèrent. On n'entendait désormais que le bruit de la foule, au milieu de laquelle Durruti reposait sur les épaules de ses camarades.

Une demi-heure au moins s'écoula avant que la rue fût dégagée et que le convoi pût s'ébranler. Plusieurs heures passèrent avant qu'il atteignît la Plaza de Cataluña, distante à peine de quelques centaines de mètres. Les cavaliers cherchaient leur chemin, chacun pour soi. Les musiciens qui s'étaient quelque peu égarés essayaient de se regrouper. Les voitures qui étaient arrêtées en sens inverse faisaient marche arrière. Les voitures de couronnes passaient par des rues détournées pour prendre place n'importe où dans le convoi, et tout le monde criait et hurlait.

Non, ce n'étaient pas des funérailles royales, c'étaient des funérailles populaires. Rien n'y était ordonné, tout se passait spontanément, à l'improviste. C'étaient des funérailles anarchistes, voilà leur majesté ! Parfois bizarres, elles restaient toujours grandioses, d'une grandeur étrange et lugubre.

Au pied de la colonne de Christophe Colomb, non loin de l'endroit où, le 19 juillet, Ascaso, l'ami du défunt, avait lutté et trouvé la mort à son côté, les oraisons funèbres furent prononcées.

Oliver, seul survivant des trois compagnons, parla en qualité d'ami, d'anarchiste et de ministre de la Justice de la République espagnole. "En ces heures d'angoisse, dit-il, le gouvernement de la Révolution salue avec émotion Durruti et tous ceux qui sont morts dans cette lutte contre

le fascisme. Il salue en sa compagnie toutes les femmes qui pleurent la perte d'un être chéri. Il salue en l'enfant de Durruti tous les enfants qui ont perdu leurs pères. Nous saluons tous ceux qui luttent au front et lutteront jusqu'à la victoire finale."

Puis le consul russe prit la parole et termina son discours, en catalan, par l'exclamation : "Mort au fascisme !" Le président de la Generalidad, Companys, parla le dernier. "Camarades !" dit-il, et il conclut en s'écriant : "En avant, en avant !"

Il était prévu que le convoi se disperserait après les discours et que quelques amis seulement accompagneraient le corbillard jusqu'au cimetière. Mais il fut impossible de suivre le programme arrêté d'avance. Les masses ne s'en allaient pas, elles avaient déjà occupé le cimetière, elles barraient la route qui conduisait à la tombe. Il était d'autant plus difficile d'approcher que toutes les allées du cimetière étaient rendues impraticables par des milliers de couronnes.

La nuit descendait. Il recommençait à pleuvoir. Bientôt l'eau tomba à verse et le cimetière se transforma en un champ boueux où se noyaient les fleurs. On décida au dernier moment d'ajourner l'inhumation, et les porteurs du cercueil firent demi-tour devant le tombeau et portèrent leur fardeau au dépôt mortuaire.

Ce n'est qu'un jour plus tard que Durruti fut enterré. Il reposera définitivement dans le mausolée qu'on construira pour Ascaso et lui. Ce sera un lieu de pèlerinage pour ce peuple qui regrette ses héros sans les pleurer et les honore sans cette sentimentalité que nous autres appelons pitié.

LORSQU'ON vient de France, les femmes de Catalogne donnent l'impression de vivre au harem. Mais après un court séjour dans le sud ou dans l'ouest de l'Espagne, occupés aujourd'hui par les fascistes, elles semblent, au contraire, émancipées et presque dévergondées.

En laissant de côté toute comparaison, on remarque bientôt que si en théorie les Espagnoles jouissent de toutes les libertés possibles, elles n'en profitent en pratique que dans une mesure infime. Certes, l'ancienne Espagne a disparu. Le fiancé qui dans la rue, devant une fenêtre grillagée, fait la cour à une fiancée invisible n'a jamais existé en Catalogne – peut-être même est-il devenu plus rare en Andalousie. On voit déjà aux Ramblas passer des couples apparemment illégitimes, bras dessus, bras dessous, et sans chaperon. Parfois, mais rarement, on aperçoit au cinéma des têtes qui se séparent vite, quand la salle s'éclaire. C'est cependant encore l'exception. Dans les cafés, les femmes convenables ne sont jamais seules. Même dans la rue, elles évitent le plus possible de se montrer sans être accompagnées, car elles y sont sans cesse abordées et assaillies d'exclamations de toutes sortes. Un jeune homme et une jeune fille ne peuvent se rencontrer qu'à des fins de fiançailles et après de longues tractations auxquelles prennent part les familles tout entières. Dans très peu de milieux seulement on laisse les jeunes gens sans surveillance.

La camarade Frederica Montsény a cependant une autre opinion :

“Le problème des femmes en Catalogne ? répond-elle, mais il n'existe pas ! Chez nous, il y a des femmes dans le gouvernement, dans toutes les administrations, dans toutes les professions, beaucoup même sont dans la milice. Il dépend d'elles seules de faire leur vie comme elles le désirent.”

Mais je me demande si Frederica est compétente en ces questions. Elle n'est pas habillée sans coquetterie, certes ;

pendant qu'elle signe en ma présence un papier, elle remue sa langue entre les dents d'un mouvement très féminin, et la moitié de la Catalogne l'appelle par son prénom, ce qui est sans doute une preuve de galanterie et même de tendresse. Non, elle est très femme, bien que, grande et forte, elle fasse penser à une walkyrie, à une walkyrie espagnole aux cheveux noirs, bien entendu. Sa voix tonitruante, une voix d'orateur célèbre, emplît la pièce, même dans la conversation, et la large ceinture avec le revolver souligne encore cette impression.

C'est une anarchiste de vieille date : ses parents étaient parmi les trois cents qui, à la fin du siècle dernier, furent torturés dans les casemates de Montjuich.

Avant la Révolution, elle publiait une revue. Actuellement, elle est ministre de la Santé Publique de la République Espagnole. Elle fut la première à retourner à Madrid, après que le gouvernement eut quitté la capitale pour s'installer à Valence.

“Vous intéressez-vous aux problèmes des femmes ? lui demandai-je.

– Certainement ! Mais je ne comprends pas très bien où vous voulez en venir. Je crains que vous ne partiez d'un faux point de vue. Les deux sexes sont opprimés et non pas les femmes seulement. Il n'y a par conséquent qu'une libération pour laquelle les femmes comme les hommes doivent lutter. C'est pourquoi nous n'avons pas d'organisations pour les femmes. Les femmes sont membres des mêmes syndicats que les hommes, chacune dans son métier. Elles y discutent et votent de plein droit.”

La camarade Montsény n'est heureusement pas un ministre vieux jeu, au moins pas jusqu'ici. Je ne l'interviewe pas, je discute avec elle.

“Depuis la guerre, dit-elle, les femmes ont conquis l'égalité dans le monde entier, surtout dans leurs relations sexuelles, en Catalogne comme dans les autres pays.

– Et le *piropo* ? fais-je. J'ai observé que même ici, au siège du Comité Régional, les miliciens anarchistes apostrophent chaque femme.”

Frederica éclate de rire ; elle s'amuse follement.

“Mais c'est très bien, m'explique-t-elle. On voit bien

que vous êtes un homme. Vous semblez croire que sous le signe de l'égalité les femmes n'aiment plus les compliments. Je vous assure du contraire et je suis convaincue que c'est partout la même chose qu'en Catalogne.

Et quand j'essaie de lui expliquer qu'il y a des pays où la plupart des femmes considéreraient les méthodes du *piropo* comme une offense, elle sourit, incrédule.

Je lui raconte alors que j'ai visité des usines collectivisées dans lesquelles hommes et femmes ne mangeaient pas aux mêmes réfectoires et que des membres du comité anarchiste m'avaient affirmé que cette séparation était nécessaire à cause du soleil d'Espagne !

La célèbre révolutionnaire n'est pas du tout surprise et elle donne parfaitement raison à ces anarchistes puritains.

“Il s'agit là d'une question qui concerne plutôt les hommes que les femmes, dit-elle. Les hommes en Espagne ont une qualité qu'on appelle ici le donjuanisme : ils veulent conquérir et dominer et les femmes ne comprennent pas toujours que ce n'est que le désir sensuel qui les pousse.”

Je trouve cet anarchisme quelque peu archaïque et je la questionne sur le mariage.

Frederica Montseny est, bien entendu, contre le mariage et pour l'union libre. Seulement, ce qu'elle entend par union libre ne diffère pas du tout de cette institution qu'on appelle, bourgeoisement, mariage. Quand deux personnes veulent unir leurs vies, cela ne doit pas, d'après elle, se passer sans aucun cérémonial. L'événement doit être enregistré et communiqué à tous ceux qui sont susceptibles de s'y intéresser. Donc publication de bans et enregistrement à l'état civil ? Non, mais, en fait, cela revient au même. Actuellement pendant les mariages sont contractés devant le secrétaire d'un syndicat ou, de préférence, devant un membre de la Generalidad.

“Vous pensez donc que de pareilles formalités doivent être observées aussi dans la nouvelle société ?

– Les Catalans, m'apprend-elle, forment un peuple qui a un sens de la famille très développé. L'amour est chez eux très profond et provoque presque toujours le désir de fonder un foyer.”

Je ne crois pas que ce sentiment soit une spécialité cata-

lane, mais au lieu d'en discuter, j'aime mieux aborder la question du divorce.

La possibilité du divorce est en Espagne une création de la République. Le peuple n'y est pas encore habitué. Lorsque siègent les tribunaux qui s'occupent des cas de divorces, les parties font parfois un tel tapage qu'on les entend dans tout le Palais de Justice. A cause des enfants, la camarade Montsény, elle aussi, estime que des personnes unies librement et dont l'union a été enregistrée ne peuvent pas se séparer tout simplement. Naturellement, aucun ménage ne doit être contraint de rester uni contre son gré. Mais quelqu'un doit subvenir aux besoins des enfants. Qui ?

“Le père, évidemment.”

Malgré moi, je recommence à discuter.

“Mais quelle différence y aura-t-il au point de vue de la vie de famille entre la nouvelle société et l'ancienne ?”

Les Catalans ont un fort penchant pour le nationalisme. Je remarque à nouveau que même des anarchistes dirigeants en sont atteints. Ainsi Frederica est-elle persuadée qu'en Catalogne les questions familiales sont résolues d'une façon merveilleuse et ne demandent point d'amélioration.

“Ici nous ne sommes pas en Andalousie”, m'expose-t-elle, bien qu'au moins à Barcelone, presque la moitié de la population ne soit pas composée de Catalans, mais d'originaires de toutes les parties de l'Espagne et notamment d'Andalousie.

“En Catalogne, la femme est depuis toujours le centre de la famille. Nous n'avons jamais connu cet ordre féodal dans lequel la femme occupait le dernier rang, inférieure à son mari. Chez nous, l'homme donne à la fin de la semaine tout l'argent gagné à sa femme qui, de son côté, lui donne alors un peu d'argent de poche. La femme n'a donc pas seulement obtenu l'égalité dans la vie publique et dans le travail, elle la possède depuis longtemps aussi au sein de la famille.”

Je me permets d'objecter que la plupart des Catalans ne peuvent donner leur salaire chaque semaine à leurs femmes pour la simple raison qu'ils sont des ouvriers de la campagne qui touchent rarement de l'argent comptant. Il me semble aussi douteux que les femmes à Barcelone

donnent à leurs maris tant d'argent de poche pour que, non seulement ils aillent régulièrement au café, mais encore fréquentent les nombreuses maisons closes de la ville. Le donjuanisme, si l'on veut le considérer comme typiquement espagnol ou catalan, n'est certes pas réservé aux célibataires, et les maris ne rendent probablement pas compte des frais de cet ordre à la mère de famille.

“Que pensez-vous du contrôle des naissances ?”

J'ai l'impression que Frederica hésite un peu avant de répondre à cette question. Elle me dit que l'on ne s'est pas encore occupé de ce problème, mais qu'il y a dans quelques villes de Catalogne des institutions qui permettent à toute femme de s'instruire des moyens d'éviter la conception et leur donnent la possibilité d'avorter, sans qu'on leur en demande la raison.

“D'ailleurs, ajoute Frederica, le sens de la maternité est chez les femmes catalanes tellement fort qu'elles ne renoncent à la joie d'être mère que dans des cas très graves.”

Après ces réponses, il n'est nullement étonnant que cette anarchiste considère aussi l'éducation comme une question essentiellement familiale.

“Je ne suis pas allée à l'école, dit-elle. C'est ma mère qui m'a donné des leçons et je fais de même avec ma fille. Je résisterais très énergiquement si on cherchait à me la prendre.”

Certes, tous les anarchistes ne pensent pas de cette façon. Ils ne sont d'ailleurs pas tous à même d'instruire leurs enfants. Mais cette idée que l'influence des institutions publiques, y compris l'école, est, à tout prendre, un mal nécessaire et que du moins chaque groupe, chaque organisation, chaque association, a le droit de former ses enfants selon ses propres conceptions, cette conviction très anarchiste, n'est sans doute pas une opinion personnelle de Frederica Montsény.

Je parle des nombreux enfants qui mendient dans les rues de Barcelone ou sont réduits à la prostitution dans les quartiers mal famés de la ville. Que deviendront-ils ? Comment seront-ils protégés ?

“Il y avait, dans quelques villes espagnoles, déjà sous la République, des institutions pour résoudre ce problème.

La meilleure solution semble être fournie par des offices d'assistance publique, dirigés par des médecins qui examinent régulièrement la population. En cas de nécessité, ces offices prennent des dispositions pour soustraire les enfants à l'influence de leurs parents."

Personnellement, je trouve cette solution fort aléatoire, d'autant que je n'aperçois pas en quoi elle diffère des mesures prises depuis de longues années dans la plupart des pays, sans qu'on puisse arguer de résultats remarquables. Lorsqu'on sait avec quel intérêt ces questions sont suivies par exemple dans les pays anglo-saxons ou scandinaves, même dans des milieux qui ne sont pas du tout révolutionnaires, on ne peut pas s'empêcher de s'étonner que ces problèmes d'assistance sociale soient traités si légèrement et superficiellement même par de vieux révolutionnaires.

Les révolutionnaires ne sont pas des réformateurs ou bien ils sont souvent de mauvais réformateurs. Au reste, il ne faut jamais oublier que la Catalogne, quoi qu'on en ait dit, appartient à l'Espagne. Les problèmes de l'éducation moderne, par exemple, commencent à peine à intéresser la conscience publique, ainsi que les questions d'hygiène sociale.

"Et la prostitution ? dis-je à Frederica.

— Nous ne pensons pas à l'abolir immédiatement. On a bien fermé les maisons de tolérance dans quelques petites villes, mais à Barcelone cela est encore impossible. Toutefois, nous avons donné un fort coup de balai dans les quartiers réservés. Un certain nombre de souteneurs et de marchands de stupéfiants ont été exécutés."

Elle dit cela sans élever la voix, sans interrompre le cours de ses paroles. Frederica n'est peut-être pas très renseignée sur quelques questions théoriques, mais sur le terrain des faits elle est réaliste et, si l'on veut, virile.

"Naturellement, nous donnons à chaque prostituée la possibilité de changer de vie et de rentrer dans la société des travailleurs. Un intéressant essai est fait à Madrid par la revue anarchiste *Mujeres libres* (femmes libres). On a fondé une maison pour les anciennes prostituées où elles peuvent, si elles le désirent, apprendre un métier. Aussi

bien à Barcelone donne-t-on aux filles toutes facilités de commencer une existence nouvelle. La prostitution disparaîtra automatiquement dès que les relations sexuelles pourront se développer en toute liberté, pour les femmes comme pour les hommes, sans arrière-pensée matérielle. Pour le moment, nous voulons débarrasser la prostitution de ses pires excès.”

Maisons pour le sauvetage des filles, apprentissage d'un métier honnête, la prostitution sans souteneurs, les bordels sans exploitation et sans traite de femmes ? Chère Frederica Montsény, vous êtes, sans nul doute, une grande révolutionnaire : j'éprouve le plus grand respect pour votre courage, votre volonté éthique et votre raison dépourvue de préjugés, mais ne m'en veuillez pas, si malgré votre talent d'orateur et votre revolver je vous trouve naïve et quelque peu bourgeoise !

Au cours de notre conversation, le père de Frederica est entré. Il sourit, plein d'orgueil, lorsque je le félicite de sa fille, et en prenant congé je pense à ces descriptions qui représentent les anarchistes comme des propagandistes de l'immoralité et comme des destructeurs de toutes valeurs humaines.

LE DIAGONAL, la plus longue rue de Barcelone, qui, large et élégante, traverse la ville entière, se termine par les bâtiments de la caserne Pedralbes. C'est de là que le 19 juillet – date déjà historique – les rebelles marchèrent vers la Plaza de Cataluña. Pour eux ce ne fut qu'une courte marche, malgré la longueur du Diagonal. Les soldats qui y prirent part sont morts ou luttent parmi les miliciens contre les ennemis communs du peuple. Les officiers qui ne tombèrent pas sont morts dans les fossés de Montjuich. Maintenant la caserne s'appelle *Miguel Bakunin* et des miliciens de tous les pays et de toutes les langues y sont instruits.

Lorsque je suis descendu de l'autobus et fais à pied le dernier bout de chemin, une petite vieille s'approche et me demande si je vais à la caserne. Je crois d'abord qu'elle veut m'indiquer le chemin, puis je comprends ce qu'elle désire. Jamais elle n'est venue ici et, pourtant, elle voudrait savoir ce qu'est devenu son fils, parti avec la colonne du POUM et qui n'a pas écrit depuis quinze jours. Je ne sais pas le catalan, je ne comprends que les mots *muerte* et POUM. *Muerte* veut dire mort, et tout à coup la petite vieille commence à sangloter, au milieu de cette avenue bordée de musées, de palais et de clubs avec des inscriptions anglaises. Le ciel est bleu, de loin on voit la mer et la montagne, et la caserne *Miguel Bakunin* où l'on apprend à tuer et à mourir, semble un ancien château inoffensif. Et soudain, c'est la guerre, et une petite vieille édentée, avec un châte sur la tête, pleure son fils.

Une curieuse figure s'avance vers nous : je ne distingue d'abord pas si c'est un homme ou une femme. C'est une femme, une Allemande. Elle porte un pantalon que heurtent une baïonnette et un fusil mis en bandoulière. Demain, elle partira avec une colonne au front. Elle y remplacera son mari qui, quelques jours auparavant, a écrit à un ami qu'il se trouvait trop tranquille sous Huesca et qui est maintenant à l'*Ospedal General de Cataluña* avec trois balles doum-doum dans la poitrine. Madame P. ne

sait ni l'espagnol ni le catalan, mais elle parle le même langage que la petite vieille dont le fils est avec le POUM.

Déjà il y a un petit attroupement autour de nous. Un Espagnol s'y joint. Il explique à la vieille que son frère aussi est resté une fois trois semaines sans écrire. L'Espagnol peut lui traduire enfin en catalan que le POUM, depuis huit jours, n'a pris part à aucun combat. Ces choses-là on peut les apprendre devant la caserne, à condition de connaître par chance la langue d'un milicien en permission.

Tandis que la petite vieille est raccompagnée en ville au quartier général du POUM, car il n'est pas si simple de tranquilliser une mère sur le sort de son fils, je vais à la caserne, montre mes autorisations et suis enfin conduit aux chambrées d'une colonne qui, politiquement, sympathise avec les anarchistes.

La caserne est neuve et tout à fait moderne ; des gens bien informés prétendent qu'elle est encore mieux que la fameuse caserne de la Reichswehr à Erfurt. Moi, je déteste toutes les casernes et je comprends les anarchistes qui, même dans la propagande, évitent de trop parler de questions militaires, de peur de contribuer à la naissance d'un nouveau militarisme, même s'il devait être peint en rouge. Mais il y a la guerre ; il faut la faire et la gagner. Jusqu'à présent, heureusement, les miliciens n'ont pas un esprit de vieux troupiers. Ce sont de gentils garçons qui ne considèrent pas la guerre comme un métier mais comme une partie de la Révolution.

C'est pour la Révolution qu'ils sont venus, quelques-uns à pied, de tous les pays de l'Europe et même d'autres continents. Cette chambrée de la Colonne Internationale est une tour de Babel. La langue commune est le français, bien que les Français ne soient pas plus nombreux que les autres.

Les anarchistes allemands ont formé une petite colonne qui porte le nom de Erich Muehsam. Deux régiments de la Brigade Internationale ont pris le nom des Allemands Ernst Thaelmann et Edgar André. On trouve en outre des Allemands dans beaucoup d'unités espagnoles. Plus nombreux encore sont les Italiens, dont deux unités portent les noms de Garibaldi et de Matteotti. Il y a aussi

beaucoup de Français, mais ils ne se réclament d'aucun révolutionnaire français.

Ici se trouvent dix-sept hommes que, dans quelques heures, j'accompagnerai à la gare. Ils seront incorporés dans la Colonne Internationale qui est composée de volontaires de toutes les nations et lutte devant Huesca.

Ces dix-sept garçons ne sont ici que depuis peu de temps. Ils connaissent peu de monde à Barcelone et se réjouissent d'avoir une visite et de pouvoir causer.

Faisons un petit inventaire, en omettant toutefois les noms, ce que la plupart d'entre eux préfèrent.

Marin, vingt-cinq ans, Allemand. A vécu comme émigré à Amsterdam. Communiste exclu du parti. Trouve que l'organisation pourrait être meilleure, d'ailleurs très satisfait, surtout de la nourriture.

Maçon, quarante-deux ans, Russe de la Bessarabie. A travaillé à Marseille. Ancien communiste. Se plaît beaucoup ici.

Ouvrier métallurgiste, vingt-huit ans, Polonais. Neuf ans dans la Légion étrangère française. Ancien communiste. Enthousiaste de tout, mais juge l'instruction insuffisante.

Employé de commerce, vingt-deux ans, Hollandais. Ancien communiste, maintenant anarchiste. Très satisfait de tout.

Mécanicien, trente ans, Autrichien. Six ans d'armée autrichienne. Emigré depuis février 1934, vient de la Tchécoslovaquie. Socialiste révolutionnaire. Se plaint de l'armement et de l'équipement incomplets. Trouve inouï qu'il n'y ait pas de lait dans les quartiers ouvriers, tandis que dans les pâtisseries de luxe on vend de la crème fouettée.

Etudiant en médecine, dix-neuf ans, Suisse. Ancien trotskiste, depuis quelque temps anarchiste. Est en général satisfait, sauf de l'instruction qui pourrait être meilleure. Se plaint du manque de manteaux. Exprime le vœu que la Révolution espagnole devienne le point de départ de la Révolution mondiale, surtout dans les pays coloniaux.

Marin, vingt ans, Yougoslave. Jeunesses socialistes révolutionnaires. Ne parle ni allemand, ni français, ni espagnol, mais s'entend très bien avec les camarades. Fut à Corogne, prit part aux combats, fut arrêté par les fascistes et condamné à mort mais expulsé au dernier moment sur

l'intervention du corps diplomatique. A peine arrivé en France, est retourné à Barcelone. Craint de ne pas arriver assez vite au front. N'a que le seul désir de se venger.

Mécanicien, vingt-cinq ans, Tchèque. Neuf mois dans la Légion étrangère française. Trouve l'instruction et l'armement magnifiques. Veut aller le plus vite possible au front.

Charpentier, a fait beaucoup d'autres métiers, trente-huit ans, Yougoslave, vivait jusqu'ici en Belgique. Communiste oppositionnel, a maintenant de fortes sympathies pour les anarchistes. A fait la guerre mondiale dans l'armée autrichienne ; était en Russie dans l'armée autrichienne ; était en Russie dans l'armée rouge. Considère l'instruction comme très bonne et en concordance avec les besoins d'une armée révolutionnaire. Croit que l'anarchisme en Espagne n'est plus une utopie mais la réalisation des idées de Bakounine sur une base solide ; est venu parce que cela arrive pour la première fois dans l'histoire du monde.

Paveur, vingt-six ans, Autrichien. Vient d'Oslo. Ancien social-démocrate, sympathise maintenant avec les anarchistes, ancien membre du Schutzbund. Est satisfait de tout et trouve qu'on est mieux habillé que dans l'armée autrichienne.

Le plus vieux, quarante-neuf ans, Allemand. Ses camarades racontent qu'il vient du Maroc espagnol. Lui-même ne veut pas faire de déclarations.

Le chef militaire de ce détachement, ingénieur, trente-huit ans, Allemand. A vécu comme émigré à Paris. Ancien communiste, se rapproche de plus en plus des anarchistes. A servi dans la Reichswehr ; ce petit groupe l'a élu commandant. Affirme que ses hommes sont militairement aussi bien instruits que les recrues pendant la guerre mondiale et qu'ils peuvent être considérés comme aptes au service en campagne. N'a pas de revendications particulières.

Par hasard, un jeune sculpteur est présent qui ne fait pas partie de ce groupe : vingt-six ans, Allemand. Vient de Stockholm où il a vécu comme émigré. Le seul ici qui soit anarchiste depuis de longues années. Par ailleurs auteur d'un livre sur les nazis. Est déjà allé au front avec la colonne Durruti aux alentours de Saragosse. Affirme qu'en Espagne tout est beaucoup moins arriéré qu'on ne

le dit. Se considère comme représentant des anarchistes et n'a, par conséquent, pas de désirs personnels.

Au fond, tous ne souhaitent que participer à la Révolution et donner l'exemple aux prolétaires du monde entier. Ils voudraient faire l'impossible et désirent ardemment former un groupe d'assaut. Des querelles n'éclatent que si quelqu'un se permet de ne pas tout trouver merveilleux. Ils sont particulièrement fiers de leur habillement et me forcent à admirer leurs chemises et leurs chaussettes.

Leur équipement se compose de l'uniforme, appelé *mono*, qui comprend une vareuse kaki et un pantalon en tissu imperméable, ensuite des bottines jaunes à lacets, deux tricots de laine, un tricot de coton, une chemise en percale bleue pour les jours de fête, deux paires de chaussettes en laine, un pull-over, un béret, des bandes molletières, une couverture, une gamelle, un gobelet, un bidon, une cuillère et une fourchette. On porte tout cela dans une musette en bandoulière.

L'armement comprend un fusil, un casque, une baïonnette et trois cartouchières pour cent cinquante cartouches.

Chaque homme a une carte de milicien indiquant son état civil. Ces dix-sept garçons ont acheté en outre, à leurs frais, de petites trousse de pansements qu'ils portent, selon l'habitude allemande, cousues dans leur uniforme.

Naturellement, on parle beaucoup politique. Chaque samedi, il y a une réunion qui se termine par des chants révolutionnaires chantés en toutes les langues. *L'Internationale* y tient, bien entendu, la première place, mais on chante aussi le chant des miliciens et les seules paroles espagnoles que tous connaissent, ce sont probablement : *Salud, Milicianos de España !*

Les chefs sont tous élus et peuvent être destitués à chaque instant. Selon la coutume des anarchistes espagnols, les abstentions ne sont pas admises dans ces élections ; qui n'est pas d'accord doit donner des raisons.

On peut considérer comme loi martiale les prescriptions suivantes, publiées par le journal des miliciens anarchistes *Frente Libertario* et qui sont affichées dans chaque chambrée :

1. Tout milicien est tenu d'obéir aux indications du comité du bataillon et des délégués des centuries et groupes.

2. Le milicien ne doit pas faire d'actes de guerre à son propre compte mais occuper sans discussion la place désignée, soit au front, soit à l'arrière.

3. Tout milicien qui ne se soumet pas aux indications du bataillon, de la centurie ou du groupe, en rendra compte dans des cas légers à son groupe, dans des cas graves à son bataillon.

4. Sont de graves délits : désertion, abandon de poste, sabotage, pillage et activité démoralisante en paroles ou en faits.

5. Le milicien est entré dans la milice comme volontaire ; mais dès qu'il en fait partie, soldat de la Révolution, il doit prendre sa place et accomplir son devoir.

6. Qui luttera de sa propre autorité sans liaison avec la milice sera considéré comme mutin et soumis aux sanctions que prendra son bataillon.

Tout cela est quelque peu fantaisiste, quand on le lit par une belle journée d'automne dans une caserne à Barcelone. Je doute même que ces miliciens comprennent parfaitement la cruelle réalité qui se cache sous ces paroles.

Ils sont encore gais et insoucians. Mais je tremble en pensant à ce que la guerre fera d'eux. S'abrutiront-ils et ne deviendront-ils pas des soldats sans patrie, tout obsédés de femmes et d'alcool ? Ou bien, ne seront-ils pas bientôt dégoûtés de tout et n'éprouveront-ils pas la nostalgie d'un coin tranquille ou ils n'entendraient rien de la révolution et de la guerre civile ? Il est terrible que l'une ne semble guère possible sans l'autre. Espérons que la guerre ne dévorera pas la Révolution et que ces miliciens resteront ce qu'ils sont : des hommes qui font l'offrande d'eux-mêmes à leur idéal.

Le lendemain matin ils partent. Ils traversent d'abord la ville, en défilant devant l'endroit où Ascaso tomba. Pas de général, pas de tribun, c'est un mort qui les passe en revue et le seul serment au drapeau est la gerbe de fleurs qu'ils déposent au lieu de son martyre.

Et ensuite, la gare. Ah ! je sais bien que ce n'est pas une guerre comme les autres, aujourd'hui il s'agit d'un idéal plus élevé que la dernière fois, quand les peuples s'entre-tuèrent. Et pourtant vingt années disparaissent dans cette

gare espagnole et, malgré ces uniformes étrangers, tout est comme de 1914 à 1918. On pleure, on s'embrasse, les cœurs sont lourds, on n'ose pas se regarder dans les yeux, les encouragements sonnent creux, les tapes sur l'épaule manquent de naturel, et je pense à la chanson allemande de la grande guerre :

Si tu veux me voir encore,
à la gare accompagn' moi ;
dans la grande sall' d'attente
on s' verra un' dernier' fois.

Non, il ne faut pas embellir la guerre, même quand on la fait vraiment pour les plus hauts idéaux, même quand on doit la faire. Des garçons, des hommes, des femmes, des jeunes filles, partent au front – c'est horrible. Ils sont tous contre la guerre, ils me le répètent encore pendant ces dernières minutes, avant que le train ne quitte la gare. Et pourtant, ils veulent combattre. Ils agitent des drapeaux. Ils chantent. Et dans ces chants on entend la Révolution mondiale. Ils chantent l'*Internationale*, chacun dans sa langue, en espagnol le chant des miliciens, en italien la *Bandiera Rossa*, et en allemand : *Frères, au soleil, à la liberté !*
Combien en reverrai-je ?

VILLE DE PROVINCE

LA VOITURE dans laquelle nous parcourons la campagne est une grosse Studebaker de 32 HP, près de la limite d'âge et qui consomme de l'essence comme un ivrogne. Le chauffeur de ce monstre est un gentil garçon, mais ce n'est malheureusement pas un chauffeur au sens élevé du mot. Il va à gauche quand il devrait tenir sa droite, et il choisit toujours pour doubler le moment où une autre voiture vient en sens inverse, de sorte qu'il lui faut se faufiler entre les deux sous peine de mort. A chaque virage – les routes espagnoles n'ont que des virages – nous sommes moites de sueur. Soudain, il se produit un bruit formidable : notre radiateur enfonce la barrière d'un passage à niveau, et un train passe à toute vitesse devant nos yeux épouvantés. Nous l'avons échappé belle, d'autres ont moins de chance. A chaque instant on aperçoit des cadavres de voitures brûlées ou renversées sur les bords de la route. A Barcelone même, presque toutes les voitures sont plus ou moins endommagées.

Nous n'avons extérieurement qu'une aile arrachée et le pare-chocs défoncé. Mais la direction ne marche plus. Non sans peine nous atteignons un village où notre voiture est réparée provisoirement tant bien que mal. En pleine nuit enfin nous arrivons à Castellon de la Plana ¹. Ainsi avons-nous l'occasion de connaître une ville de province où personne ne nous connaît. De mon point de vue d'écrivain, cet accident est une chance et s'avère fort fertile en enseignements.

Bien entendu, nous allons tout de suite, ou plutôt nous cahotons, au siège du Comité. Il y a sans doute des endroits où l'on peut tout acheter avec de l'argent, mais mieux vaut se méfier ; sans autorisation et sans bon on ne reçoit souvent ni essence, ni chambre d'hôtel, ni repas.

Le Comité, dont quelques membres sont encore présents

1. Castellon de la Plana n'appartient pas administrativement à la Catalogne mais en subit, en grande partie, l'influence politique.

malgré l'heure tardive, nous reçoit comme de vieux amis. Ils sont vexés lorsque nous disons vouloir payer nos frais. Déjà on nous sert un repas. On emmène la voiture au garage et demain matin on la remettra en état. On ne nous laisse même pas aller à l'hôtel. Bien que nous ayons grande envie d'eau courante, nous devons coucher chez un camarade qui tient une petite pension de famille. Celle-ci possède un assez grand nombre de chambres, mais la plupart ne sont aérées que par de petites lucarnes, et il n'y a ni armoire, ni bahut. Les gens qui habitent ici n'ont, semble-t-il, pas beaucoup d'effets. Par contre, il existe un water aux murs duquel une inscription – je suis décidé à ne rien taire – prie les clients de bien vouloir ne pas faire leurs crottes sur le couvercle.

Pendant que nos hôtes nous accompagnent à travers la ville obscure jusqu'à notre gîte, nous les interrogeons. Le gardien de nuit qui détient, comme d'habitude en Espagne, la seule clé de la maison, attend pour ouvrir la porte. Ainsi recevons-nous nos premières informations dans la rue, au clair de lune, sur cette ville de Castellon de la Plana dont nous avons ignoré à l'école jusqu'au nom et que nous n'aurions jamais connue, si un chauffeur ignorant son art n'avait manqué, à cent dix kilomètres à l'heure, nous fracasser sous les roues d'un train.

Castellon, nous apprend-on, a trente-cinq mille habitants, un gouverneur qui administre de là, la province, une caserne occupée par un bataillon d'infanterie, un tribunal, des hôpitaux, des églises, des couvents, quelque peu d'industrie. C'est donc à la fois une ville et un centre administratif assez important.

La question se pose : dans cet ensemble, qu'est-ce qui appartient au passé, qu'est-ce qui appartient au présent ?

Il faut d'abord noter que Castellon était plutôt réactionnaire. Les partis de gauche et même les syndicats étaient faibles. Les fascistes par contre avaient beaucoup de partisans. Aussi la répression fut-elle rigoureuse : deux cent cinquante personnes périrent.

Au début, cependant, les événements se déroulèrent assez calmement. Le 19 juillet, quelques officiers essayèrent bien de se mutiner, mais le colonel-commandant resta

fidèle à son serment et la garnison se tint tranquille. Les gardes civils se déclarèrent aussi pour le pouvoir légal. On envoya donc les quelques officiers rebelles à Barcelone devant la cour martiale, et les soldats avec les autres officiers, aussi bien que les gardes civils, partirent au front.

La situation prit seulement une tournure plus révolutionnaire quand la nouvelle parvint que les gardes civils avaient mis à profit la première occasion venue, pour passer aux rebelles avec armes et bagages. Entre-temps des représentants des partis et des syndicats étaient arrivés de Barcelone pour organiser le mouvement. Dès lors, les anciens pouvoirs disparurent peu à peu et, actuellement, Castellon est sous la direction d'un Comité qui se compose de quatorze représentants de la CNT, de sept de l'UGT, de sept du POUM et de sept de la gauche républicaine. Seuls les communistes n'ont pas réussi à mettre sur pied une organisation suffisante.

Le gouverneur, un socialiste, finit par démissionner. Celui que Madrid envoie pour le remplacer est socialiste lui aussi. Il n'aura en tout cas aucune influence, car aucun des organes de l'ancienne administration ne subsiste ; jusqu'aux archives et aux registres qui sont détruits. C'est d'ailleurs à peu près général. Les cadastres, les casiers judiciaires, les actes de l'état civil, tout ce qui pouvait attester l'ancienne légalité a disparu.

Le lendemain matin on vient nous chercher, et nous parcourons la ville comme un président de la République en voyage officiel, escortés par une demi-douzaine de voitures, salués par les agents de la circulation qui lèvent le poing.

Nous visitons. Nous visitons tout. D'abord, comme il convient, le palais du gouvernement. L'ancien gouverneur est parti, le nouveau n'est pas encore arrivé. Mais le bâtiment est plein comme une fourmilière. Dans les salons, qui ont vraiment l'air de ces salons de sous-préfecture que certains écrivains aiment à décrire, des miliciens sont assis dans des fauteuils, le fusil au bras. On nous présente deux miliciennes dont l'une a dix-sept ans, l'autre vingt ans. Elles sont en permission pour trois jours et retourneront aujourd'hui au front qui n'est pas très éloigné.

Puis on nous montre l'industrie locale. Elle consiste en quelques ateliers où l'on fabrique des carrosseries d'autos. Ce ne sont, en réalité, que des garages dans un desquels nous découvrons, non sans plaisir, notre vieille Studebaker qui, l'air assez triste, attend d'être réparée. On recherche un emplacement assez grand où l'on pourrait grouper toute l'industrie de carrosseries collectivisée de Castellon et la développer de façon moderne. Jusqu'ici elle fait penser plutôt aux méthodes périmées de l'artisanat. Les propriétaires ont disparu. Les salaires des ouvriers n'ont pas changé. Les bénéfices sont versés maintenant à la caisse centrale des chômeurs.

Il y a en outre un atelier de réparation de la Société des Autobus qui est contrôlé par le syndicat. Le directeur est resté. Il touche le même salaire qu'auparavant, salaire, à dire vrai, assez bas : six cents pesetas, logement et voiture compris.

Nous sommes obligés de tout voir, jusqu'à une teinturerie que l'on a collectivisée, bien qu'on n'y emploie guère plus d'une demi-douzaine d'ouvriers. On en est très fier, car elle possède une machine étrangère. Le propriétaire continue à y travailler, mais il est payé comme les ouvriers.

Enfin nous arrivons à une fabrique de tricots. C'est une entreprise importante dont l'installation est moderne et qui emploie plus de trois cents ouvriers. Le jeune propriétaire a toujours été de gauche et porte à la boutonnière l'insigne de l'UGT. Dans son usine il y avait déjà avant la Révolution un conseil d'usine qui prenait part à toutes les décisions de la direction. La collectivisation, par conséquent, n'a pas changé grand-chose. L'ancien propriétaire est devenu le directeur et gagne six cents pesetas par mois, ce qui est le double du salaire minimum des ouvriers. On espère que ces derniers pourront bientôt toucher eux aussi six cents pesetas. L'usine marche bien. Elle travaille maintenant pour la milice et les hôpitaux et dispose suffisamment de matières premières. C'est l'entreprise qui fonctionne le mieux de toutes celles que j'ai vues.

La visite continue. Nous voudrions voir la justice au travail, mais la justice chôme. L'ancien tribunal a cessé

d'exister, le nouveau tribunal populaire n'est pas encore composé. La dame au bandeau sur les yeux et à la balance dort pour l'instant à Castellon.

Passons donc à la santé publique. L'hôpital est neuf et beau, il n'a pas besoin d'être agrandi ou transformé ; on ne veut acheter que quelques appareils médicaux qui font défaut. La moitié des cinq cents lits est occupée, dont une douzaine par des blessés du front de Teruel. Les malades sont en partie des enfants, puisque Castellon a recueilli quatre mille petits réfugiés. Les médecins de la ville ont formé un syndicat qui adhère à l'UGT. Ils travaillent maintenant tous dans l'hôpital, y compris ceux qui n'y étaient pas employés auparavant. La question de leurs salaires n'est pas encore réglée. Les nouveaux venus travaillent volontairement et gratuitement. Ils ont toujours le droit de soigner des particuliers. Mais à supposer qu'ils aient encore une clientèle privée, cela ne durera certainement plus très longtemps, car chacun peut aller à l'hôpital et recevoir des soins gratuits, qu'il souffre d'un mal de dents ou d'une maladie chronique. Les infirmières qui étaient avant la Révolution des religieuses sont remplacées. Elles doivent maintenant en principe être diplômées. En fait, on a dû se contenter en partie de personnes moins qualifiées.

Pour finir, l'instruction publique. Nous visitons une école qui était autrefois un établissement privé, dirigé par des religieuses. C'est maintenant une école communale mixte, bien que les garçons et les filles soient toujours dans des classes différentes. Mais, dans la cour, ils jouent ensemble, ce qui est déjà un progrès. On mange dans une grande salle. Les enfants sont nourris par l'école, mais les parents qui le désirent peuvent les faire rentrer pour les repas. L'enseignement est donné par des institutrices qui n'avaient pas d'emploi. Il y en avait tant qu'il fut possible de les soumettre à un examen politique et de choisir les plus aptes, en tenant compte de leurs convictions.

Notre visite officielle est terminée. Nous retournons à notre pension de famille qui est située au marché. C'est un jour de semaine quelconque, mais des hommes en foule se pressent et se poussent comme toujours et partout en Espagne. On se demande d'où ils sortent. Toutes

les boutiques du marché sont pleines ; on y trouve tout ce qui manque à Barcelone et ce qui est rare à Valence : de la viande, de la volaille, des légumes, des fruits.

Tout près s'élève une ancienne tour, construite par les Maures. Elle renfermait des archives historiques qui ont été mises en lieu sûr. En face d'elle est située la cathédrale. Le feu en a détruit l'intérieur ; elle était d'ailleurs du XIX^e siècle et ne contenait aucun trésor. Elle sera transformée en marché couvert et on y installera les étales dressés jusqu'alors en plein air. On est en train de démolir les autres églises. Celle qui était la plus importante après la cathédrale a déjà presque disparu et des ouvriers enlèvent ses décombres.

Nous devons partir. A peine avons-nous le temps de prendre l'apéritif. Nous sommes, bien entendu, invités cette fois encore. Devant la porte notre Studebaker nous attend déjà. Elle est vraiment prête à l'heure ; c'est un miracle que je ne comprendrai jamais. Les voitures ne sont jamais et nulle part, on le sait bien, prêtes à l'heure dite, et en Espagne on entend à chaque instant, aujourd'hui comme hier, le mot *mañana* qui signifie demain, et qui, en réalité, est une promesse pour un avenir plus qu'incertain.

Nous avons besoin d'essence et on nous l'offre aussi. Nos nouveaux amis ne sont pas du tout effrayés par l'insatiabilité de notre Studebaker. "Ce serait du propre de ne pas faire tout notre possible pour vous faciliter votre travail", nous dit l'un d'eux. C'est un ouvrier qui vit dans la montagne, venu à Castellon seulement pour des affaires du Comité. Un autre me dit, lorsque je lui fais mes adieux : "Nous ne sommes pas des sauvages, nous ne voulons pas détruire mais construire, dites-le, s'il vous plaît, à l'étranger."

J'ai rapporté tous ces faits avec le plus d'exactitude possible, parce que je les ai observés, pour ainsi dire, par hasard et qu'ils sont d'autant plus typiques. Castellon de la Plana ne diffère guère en ce moment de beaucoup de villes de province espagnoles. Partout des vieilles formes de vie font place à des nouvelles. Cela ne se passe, certes, pas sans perte humaine, mais ne faut-il pas que du sang

coule à chaque naissance ? Somme toute, on a détruit fort peu de chose, et partout on continue à travailler.

J'ai visité dans une ville une ancienne fabrique de liqueurs. Dans l'ancien bureau du directeur, des architectes dessinaient penchés sur de grandes tables ; et à l'intérieur et à l'extérieur de l'immeuble travaillaient des maçons, des charpentiers, des forgerons, des menuisiers. Des ouvriers de toutes sortes s'occupaient à agrandir, à transformer, à installer cette maison pour la mettre au service de la santé du peuple à laquelle on avait nui ici même. Car la fabrique de liqueurs deviendra un hôpital. Un ascenseur transportera les malades aux étages supérieurs, et des terrasses qu'on aménage pour elles, les accouchées auront une vue superbe sur la campagne. Une vallée largement ouverte rappelle déjà le paradis de la *Vega* de Grenade et au loin, sur les collines doucement inclinées, se dressent des murs puniques et des ermitages à moitié en ruines.

La Révolution construit. Le travail n'est interrompu nulle part, les champs sont cultivés, la récolte est engrangée, les routes sont refaites et tous les travaux commencés sont poursuivis, même s'il s'agit de maisons qui ne serviront certainement jamais à l'usage auquel elles étaient destinées.

Si la guerre civile détruit d'immenses valeurs, ce n'est pas la faute des révolutionnaires. Ils inclinent à détruire des symboles, mais ils respectent d'une façon ingénue et quelquefois presque exagérée tout ce qui leur semble de la moindre utilité. Dans une des nombreuses petites villes que j'ai visitées, le siège du Comité se trouvait dans l'hôtel particulier d'un homme apparemment riche ; on l'avait exproprié, parce qu'il avait été aux élections parmi les candidats d'un parti réactionnaire. Des tableaux ornaient les murs tendus de soie, les fauteuils étaient couverts de tapisseries précieuses, des bibelots et d'anciennes dentelles étaient exposés dans des vitrines du XVIII^e siècle. Rien de tout cela n'était endommagé. Et des miliciens d'aspect farouche ouvrirent, pleins d'orgueil, les dessertes de la salle à manger pour me faire constater qu'aucun verre, qu'aucune assiette n'étaient cassés et qu'il ne manquait pas une seule cuillère. Seule la copie d'un Ribera

portait la trace d'un coup de baïonnette qui avait percé la bure d'un moine en extase ; encore s'était-on hâté d'arrêter le bras de cet ennemi de l'Eglise.

Qu'on ne croie surtout pas que cette discipline est l'œuvre des chefs. Le rôle des chefs est très limité dans la Révolution espagnole. Le peuple est lui-même révolutionnaire et lui-même convaincu qu'il faut tuer les prêtres mais protéger les médecins, détruire les églises mais construire des hôpitaux. Ce peuple naïf, sensible, cruel et généreux a le sens naturel de l'art. Il épargne et protège avec une compréhension surprenante tous les objets d'art, même si ce sont des églises.

LA RÉVOLUTION espagnole n'est pas à Madrid ni même à Barcelone ; c'est une atmosphère de lutte contre le fascisme qui prévaut dans les grandes villes. La Révolution est à la campagne, dans les petites villes, dans les villages.

Il n'est pas nécessaire de s'éloigner beaucoup de Barcelone pour le comprendre. Les barricades qui, les premières semaines, protégeaient chaque village ont beau peu à peu être démolies, au moins en Catalogne, on voit tout de suite comme le changement est profond et émouvant. Les anciennes autorités restent encore partiellement en fonction dans les villes et parfois Madrid nomme un nouveau gouverneur ou un nouveau préfet. Mais la base de l'ancienne bureaucratie s'est effondrée. Chaque village est en fait autonome et s'organise à son gré.

Cinq siècles d'histoire, toute l'œuvre de la *reconquista*, tout ce dont l'Eglise s'était emparée, tout ce que le capitalisme avait recueilli, a disparu. Des miliciens et des paysans armés qui semblent sortis de *L'Homme qui rit* sont maintenant les maîtres. Dans l'édifice principal de chaque commune siège le Comité qui règne en autocrate comme un seigneur féodal du Moyen Age. Et là où il y avait autrefois des comtes, des barons, des chevaliers, des princes, il y a aujourd'hui le comité de ville, le comité de village, chacun portant un nom différent et faisant une politique différente.

Aussi est-il impossible de donner une description systématique de la politique agraire espagnole. C'est en vain qu'on cherche des solutions uniques ou des formules communes. Mais ce qu'on trouve partout, c'est la Révolution, terrible et sublime comme une idole antique, chaussée de sandales d'airain, coiffée du casque menaçant, ceinte du glaive, et brandissant une torche qui rayonne loin à travers les siècles. Non, ce n'est pas une lutte politique dans laquelle des masses, entraînées et seulement à demi conscientes, obéissent à des mots d'ordre quelconques. Ce n'est pas non plus une révolte de paysans qui ne vise que le receveur et le garde champêtre. C'est la

Révolution qui sort du tréfonds du peuple. Ce qui éclate aujourd'hui, l'Espagne le portait dans ses entrailles depuis que l'Inquisition érigeait ses bûchers.

En Catalogne, déjà une nouvelle légalité se fait jour. Un peu plus loin, dans la Levante ou dans les parties occupées de l'Aragon, chaque village fait non seulement sa politique intérieure mais aussi sa politique extérieure. Par cette dernière, il faut entendre d'abord la défense autonome, ensuite les relations avec les voisins, c'est-à-dire les autres villages.

Nulle part le front n'est bien loin. Que sont cent cinquante ou même deux cent cinquante kilomètres au vingtième siècle ? Là-bas, de l'autre côté de la Sierra, des hommes combattent. Les autres travaillent dans les champs.

Ils veulent conserver ce qu'ils ont conquis et ils ne se sentent pas encore en sécurité. Chaque étranger peut être l'ennemi, et ils craignent que dans chaque voiture n'arrive le brigand. Leur volonté de défense s'exprime par la barricade, qui est moins une protection qu'un symbole.

Une barricade à l'entrée, une autre à la sortie du village : la route qui est la route "nationale" est ainsi coupée et le village a l'illusion de l'indépendance. Les barricades sont construites en pierres ou en sacs de sable ; parfois, on a roulé des tonneaux au milieu de la route, parfois des charrettes. Certaines sont d'une simplicité puérile, d'autres sont des ouvrages d'art comme les fortifications modernes, disposées en plusieurs lignes, de sorte qu'une auto n'y peut passer que prudemment et en serpentant.

Quel tableau ! Un peintre le fixera-t-il pour l'avenir ? Des miliciens et des paysans montent la garde. Ils portent la blouse noire des paysans espagnols et leur armement ne consiste souvent qu'en un fusil de chasse à deux canons. Quelques-uns ont érigé des blockhaus d'où l'on peut viser tout arrivant, d'autres sont assis sous des tentes, d'autres encore se contentent de chaises et attendent, à la fois pacifiques et menaçants, à l'entrée du village, le fusil sur les genoux.

Tous examinent sérieusement et consciencieusement les autorisations des passants. Ce n'est pas facile pour un paysan, car chaque comité délivre des autorisations dont

les termes sont complètement différents. Il est émouvant de voir comme ces paysans qui défendent leurs foyers déchiffrent péniblement ces documents. Il y en a beaucoup qui ne savent lire qu'avec difficulté, mais la Révolution fait des miracles et l'un des plus grands est que les illettrés diminuent rapidement. Dans beaucoup de villages où, il y a à peine quelques mois, la moitié de la population ne savait ni lire ni écrire, il n'existe plus d'analphabètes, tant est grand le besoin de savoir.

Par ailleurs, leur méfiance est si grande et leur volonté d'indépendance si jalouse qu'ils ne consentent à reconnaître souvent que les autorisations du village voisin. Pendant de longs kilomètres, je reçus dans chaque village un papier que je devais remettre dans la localité suivante. Sur d'autres parcours, par contre, il faut connaître la consigne.

Je déteste cette idée de consigne qui me rappelle le militarisme. Mais en ce moment je suis en Espagne, dans le décor de Don Juan et de Carmen ; la montagne grimpe vers les nuages, la mer brille de doux reflets, les forêts d'oliviers luisent d'un éclat argenté, les arbres sont chargés d'oranges, à tout instant la route tourne et se rétrécit, et soudain une masse de pierres ocrées surgit : c'est le village. Et les paysans se sont soulevés et ils se passent le mot d'ordre qui cette fois-ci n'a rien de militaire et je dis le cœur battant : *Durruti, dos dos* ou *Lenin dos y uno* ou *Todos para uno*. La vie est belle !

Ne dit-on pas que les paysans de tous les pays sont avarés, cupides et jaloux de leur propriété ? Il est difficile de dire jusqu'à quel point cela est vrai pour l'Espagne. Les techniciens des différents partis se demandent dans leurs discussions si le paysan convoite la terre elle-même ou s'il n'en désire que les produits. Je n'ose pas me prononcer sur cette question. Ce qui est certain c'est que des milliers de paysans espagnols sont animés de cette foi nullement européenne mais proprement espagnole qui, loin de toute préoccupation matérielle, est inspirée par un Idéal que l'on ne peut appeler que religieux. Poussés par un instinct confus, ils ont, certes, brûlé les églises et souvent tué les prêtres, mais ils aspirent au Bien et ils combattent le Mal.

Le Mal est à leurs yeux l'argent ; ils le considèrent selon

l'Apocalypse et mettent tous leurs soins à exorciser ce diable. Inflexibles et entiers, ils croient avec ferveur qu'ils en seront délivrés, s'ils abolissent l'argent et remplacent le commerce par l'échange. Cette idée ne leur vient pas des théories socialistes ou anarchistes. Ils ne se rencontrent avec elles que par hasard. Aussi ne réfléchissent-ils guère au rôle que joue l'argent dans un système encore capitaliste. Peu leur importe de brider l'âne par la queue ; ils détestent l'argent, ils veulent le bannir, par la force et par l'anathème, et toute la collectivisation est pour eux non pas le but mais le moyen de vaincre l'Ennemi.

Le programme des deux syndicats, de la CNT et de l'UGT, dans un village est le suivant :

1. Tâcher d'éviter que l'argent ne circule parmi la population : faire recueillir par le Comité toutes les réserves qui se trouvent dans le village, mettre en tas l'argent ainsi que les matières premières et les vivres pour pratiquer le troc avec d'autres villages, en ne se servant de l'argent que pour acheter les produits qu'on ne peut obtenir autrement.

2. Créer pour tous les travailleurs un carnet dans lequel sera notée la rémunération des membres de chaque famille, dont les besoins particuliers seront examinés par le Comité et réglés avec justice, c'est-à-dire dans un esprit d'humanité.

3. Toutes les personnes aptes au travail doivent travailler selon leurs forces et en commun.

4. Obligation pour chacun de mettre volontairement à la disposition du Comité de l'argent, des outils, des produits ou du terrain contre reçu, afin de pouvoir les reprendre en partie ou en totalité, si l'état de choses actuel change, selon les prescriptions qui seront alors en vigueur.

5. Le syndicat agraire est chargé par le Comité exécutif de récolter et de travailler le vin, l'huile et ses dérivés.

J'ai, avec l'aide d'amis espagnols, traduit ce programme le plus littéralement possible, parce qu'il me semble dans sa forme confuse être un document extrêmement significatif de la mentalité actuelle d'une grande partie des paysans espagnols. La proverbiale ruse paysanne s'exprime joliment dans la prescription que chacun recevra un reçu

pour sa contribution. Sans doute, les membres de la nouvelle société collectivisée ont-ils voulu de cette façon prendre les garanties au cas où le système capitaliste reviendrait. Très significatif aussi est la contribution volontaire à laquelle tout le monde est obligé. Qui pourrait nier cependant que ce programme, en dépit de son mélange de prudence et de naïveté, est inspiré par un idéalisme né d'une foi fanatique ?

On comprend facilement que ce programme n'est pas le fait d'un homme politique et je peux certifier que les dirigeants à Barcelone le jugent assez sceptiquement, s'ils ne l'ignorent pas. C'est la guerre paysanne qui impose ainsi ses lois. A-t-on vu quelque chose de semblable depuis les Articles des paysans révolutionnaires en Allemagne au XVI^e siècle, depuis les Cahiers que les paysans de la Grande Révolution constituèrent pour les Etats Généraux, depuis les résolutions des soviets de villages en Russie entre 1917 et 1920 ?

L'homme qui a établi ce programme et dirige sa réalisation est un paysan de cinquante et un ans qui n'a jamais quitté son village. Il rayonne d'une autorité naturelle, mais ses yeux finement ridés et pleins d'ironie prouvent qu'il a le sens des réalités.

Il est vrai que les cinq articles ne sont pas réalisés, mais ils montrent le but poursuivi. L'argent n'est pas encore supprimé ; comme on me l'explique, pour deux raisons ; d'abord, parce qu'on en a besoin dans les relations avec le reste du monde, ensuite, parce qu'il existe encore une certaine opposition que la majorité ne veut pas violer.

Toutefois, on a créé une *collective* qui est une sorte de kolchoze. C'est la plus grande entreprise socialisée d'Espagne. Elle comprend six mille des douze mille habitants du village, ce qui correspond aux trois quarts en décomptant les enfants et les vieillards à charge des travailleurs.

La *collective* se compose d'ouvriers agricoles sans terre qui, auparavant, travaillaient comme manœuvres, de petits paysans dont la propriété ne dépassait pas en moyenne une valeur de mille pesetas, enfin de plusieurs grandes fermes. Sa plus grande richesse est une ferme modèle qui travaille d'après les principes les plus modernes et produit elle-

même la force électrique dont elle a besoin. Le propriétaire, un millionnaire de Valence qui n'y venait que quelques mois dans l'année, s'est enfui à l'étranger. Sa villa n'a pas été touchée, aucune chaise n'a changé de place, les portraits de famille sont toujours accrochés aux murs ; seule la chapelle privée a été détruite. Les ornements sacerdotaux sont entassés dans un coin, pour être portés on ne sait encore à quel endroit, mais on pense qu'ils pourront bien servir à quelque chose. Les ouvriers veulent transformer la villa en école ou en maison d'enfants ; eux-mêmes habitent encore comme avant la Révolution, et ils me montrent, pleins d'orgueil, les étables d'où aucune poule n'a disparu et les granges où la récolte est conservée comme d'habitude. Tout est propre et partout le travail continue.

C'est le trait le plus remarquable de cette révolution paysanne ; rien n'a été détruit, nulle part on n'a pillé ; le propriétaire seul a changé. L'individu désormais fait place à la société.

Dans ce village, les églises et les édifices ecclésiastiques ne sont pas détruits, ce qui est une exception. A leurs murs, des affiches annoncent que les voleurs et les ivrognes subiront la peine de mort. Dans un couvent, on a installé un hôpital ; jusqu'ici il n'y en avait pas et à la place du maître-autel se trouve maintenant la table d'opération. Une autre église est transformée en asile de vieillards.

Dans un autre couvent enfin – je ne sais combien d'immeubles le clergé possédait dans ce patelin – siège le Comité. Dans quelques salles travaillent des artisans. Dans l'église – encore une église ! – sont amassés des vivres de toutes sortes, et dans le couloir, au milieu d'hommes armés, attend un jeune paysan qui nous demande timidement si nous ne voudrions pas le marier. Il n'y a plus de prêtres pour bénir les mariages, ni de fonctionnaires pour les enregistrer ; c'est le Comité qui fait tout. Ceux qui le désirent, et ce sont surtout les femmes, reçoivent un papier du Comité certifiant qu'un tel et une telle se sont mis en union libre et se promettent réciproquement fidélité.

Le Comité est le père, le juge, le prêtre, le bourreau et le marchand, le tout en même temps. Il dirige la *collective* et fixe les salaires. Ceux-ci sont égaux pour tous, cinq pesetas

par jour, ce qui est un peu plus qu'avant la Révolution et représente beaucoup plus, étant donné que les loyers sont totalement abolis et que ces cinq pesetas sont payées aussi pendant la période creuse qui suit la récolte. Le plus curieux est qu'il s'agit d'un salaire familial. Si une famille a besoin de plus, elle touche dix, douze ou quinze pesetas. Et l'on ne considère pas seulement le nombre des membres d'une famille, mais surtout ses besoins effectifs. Le Comité connaît tout son monde et sait très bien s'il y a dans une maison un malade qui exige des soins spéciaux ou si les parents ont un fils qui travaille dans la ville et leur envoie de l'argent.

Le Comité ne s'occupe pas des salaires de ceux qui ne font pas partie de la *collective*. Si tous les anciens ouvriers agricoles en font partie, puisqu'il n'y a plus de grands propriétaires, il existe toujours de petits paysans qui, à l'occasion, travaillent pour un voisin un peu plus riche. Par contre, le Comité achète à tous leurs produits et donne, en échange, des marchandises ou même de l'argent. La vente directe au commerçant et au consommateur est interdite.

Voilà un village. Cet état de choses est-il typique ? Impossible de l'affirmer : chaque village présente un aspect différent.

La petite ville de Jativa est située au pied d'un vieux castel. Une inscription indique qu'il fut conquis par les chevaliers de Charles V. Bien avant cette époque, Hannibal y installa son quartier général. Sur une place s'élève une statue du grand peintre Ribera qui y naquit... J'étais près de Jativa, dans les vignes mises à la disposition du syndicat par l'ancien propriétaire qui avait toujours sympathisé avec la gauche. On y a créé une *collective*. Les raisins sont en majeure partie envoyés au front, tandis que les salaires sont payés par le Comité. Jusqu'ici il dispose de l'argent saisi, plus tard, il vendra les produits normalement. On peut donc dire ici qu'une grande propriété est passée à la commune agricole, dont les habitants vivent d'ailleurs comme auparavant. Il est vrai qu'ils ont de grands projets, mais je ne rapporte que des faits, car les projets qu'on fait aujourd'hui un peu partout en Espagne n'ont pas de limites.

Il ne faut surtout pas penser que l'ancien état de choses n'existe plus nulle part. Il y a des villages où rien n'a

changé, où les paysans travaillent leurs champs exactement comme avant la Révolution et vendent leurs produits aux marchands. Il est significatif qu'en ce cas il s'agit presque toujours de villages dans lesquels prévaut la petite propriété.

Je ne veux pas ici prendre parti dans la vieille question de savoir si dans l'économie agricole il faut préférer la grande ou la petite propriété. Sans nul doute, on voit à nouveau en Espagne que le paysan qui possède assez de terres pour en vivre et les travaille sans ouvriers représente le type économique le plus conservateur du monde. Là où il y avait de grands propriétaires et des ouvriers agricoles, là où les paysans n'étaient que des métayers qui devaient donner une partie, sinon la plus grande partie de la récolte au propriétaire bourgeois habitant la ville, là est la Révolution. Mais là où des paysans indépendants cultivent leurs propres terres, le plus souvent rien n'a changé.

J'entre dans une *finca*, une de ces fermes espagnoles qui, jaunes et brunes, se découpent dans le paysage comme les montagnes dont on peut à peine les distinguer, et tout à coup la révolution agraire de l'Espagne surgit devant mes yeux. De loin j'avais cru que ce n'était qu'une seule propriété, mais maintenant je vois qu'ici sont réunis non seulement plusieurs propriétés mais même plusieurs systèmes d'économie. Il est vrai qu'en ce moment je ne suis plus en Catalogne.

A droite habite un ouvrier agricole. A travers une sorte de grange, qui sert de dépôt et avec laquelle communiquent les étables, je passe à la pièce principale qui est à la fois cuisine et salle à manger : les repas sont préparés sur un feu de bois dans la cheminée. Le propriétaire a été exécuté. Ses terres, en majeure partie des vignes, appartiennent à la *collective* qui paye l'ouvrier. Celui-ci possède en propre un mulet, deux cochons, plusieurs chèvres et des poules.

Au milieu, dans un appartement assez grand, habite un administrateur. Les terres appartiennent à un membre d'un parti de gauche qui, comme auparavant, les fait travailler par des ouvriers et comme auparavant, vend des produits à la chambre agricole.

A gauche enfin, habite une vieille femme dont le minable logement se trouve derrière le fumier : pour y parvenir, je dois me glisser entre l'âne et le cochon qui, avec quelques poules, représentent toute sa fortune. Elle se procure l'argent qui lui est nécessaire en mendiant.

Tout cela, comme je l'ai dit, dans la même ferme. Voilà l'Espagne en hiver 1936.

La Révolution apparaît sous des formes multiples, ce n'est que lentement que le nouveau naît du chaos. Ce chaos avec toute sa grandeur et ses horreurs, avec sa stupidité et son génie spontané enfante dans des douleurs.

Il fait déjà sombre, lorsque je rentre. Du haut des barricades, des phares nous éblouissent ; ce sont des phares d'autos, posés ici tant bien que mal. Parfois quelqu'un met son fusil en joue contre nous et l'aspect des miliciens et paysans armés est dans la demi-obscurité plus pittoresque encore que dans la journée.

On vient d'annoncer un succès sous Oviedo, la consigne est *Mineros Asturios*. Les poings se lèvent et nous crions : *Salud !* tandis que les maisons jettent de longues ombres sur les hommes et leurs fusils.

LE CAMARADE Joaquin Gozalbo a une petite figure de moine ; je le vois très bien dans la bure des Franciscains, penché attentivement sur quelques papiers. Mais il n'a pas de tonsure, il porte le béret des miliciens. Voilà l'organisateur d'Alcora et d'une trentaine d'autres villages qui vivent maintenant selon les principes du communisme libertaire. Il y a un certain nombre de semblables villages en Espagne.

Le communisme libertaire ou, pour mieux dire, le communisme anarchiste, est l'idéal des anarchistes. Il diffère de celui des communistes en ce qu'il accorde à l'individu une liberté absolue, une liberté qui n'est limitée par aucune contrainte, par aucun Etat et surtout par aucune dictature. De pair avec la liberté va l'égalité aux termes de laquelle les besoins de tous les hommes sont également satisfaits, non pas en argent mais en biens, car sous le communisme libertaire il n'y a ni argent ni autres marchandises.

On sait que dans le système capitaliste tout devient marchandise, le coton aussi bien que les bibles, comme l'a dit Marx. Dans le communisme libertaire par contre, il n'y a pas de valeur marchande, chaque objet n'a que sa valeur d'utilisation. Personne par conséquent n'achète, mais chacun obtient tout ce qui lui est nécessaire, comme l'air qu'il respire. La question se pose de savoir si l'on peut réaliser cet idéal, qui est le point final de toutes les théories socialistes et anarchistes, dans un seul pays ou même dans quelques villages, sans s'occuper du reste du monde. Staline croit au socialisme dans un seul pays, les paysans d'Alcora croient à l'anarchisme dans un seul village ou du moins dans un seul district.

Le camarade Joaquin Gozalbo a juste vingt-cinq ans, il a appris tout seul l'espéranto, et il est très ennuyé que je ne le parle pas. Malgré cela nous nous entendons très bien, car ce jeune organisateur me donne noir sur blanc ce que je ne comprends pas. Sa figure de moine ne m'a pas trompé, Joaquin Gozalbo a l'âme d'un peintre d'incunables. Sa patience est inépuisable, il est le plus grand, le

seul bureaucrate d'Espagne que j'ai rencontré et je suis sûr que dans aucun bureau de ce pays, du ministère de l'Intérieur jusqu'à la direction des Statistiques, il n'y a pas de statistiques qu'on puisse comparer aux siennes. Voici d'abord la liste des cinquante-quatre villages de son district, ou plutôt les différentes listes, puisqu'elles sont établies selon plusieurs points de vue. Voici ensuite des notes détaillées sur chaque village.

La fiche d'Alcora est la suivante :

Statistiques du Syndicat d'Alcora au 22 octobre 1936

Syndicat Unique des Métiers différents

Membres	.....	I 125
Habitants	.....	.5 000
Siège	.....	Plaza de la Iglesia
Comité régional de la CNT	.....	Alcora
Date de la fondation du Syndicat	.....	Décembre 1932
Nombre de Sections	.....	.7
Section de l'Agriculture	.....	.500 membres
Section des Carreleurs	.....	.200 membres
Section des Arboriculteurs	.....	.24 membres
Section des Menuisiers	.....	.15 membres
Section des Charpentiers	.....	.47 membres
Section de l'Industrie textile	.....	.141 membres
Section des Transports	.....	.60 membres
Nombre des membres de l'UGT	.....	.160
Siège de l'UGT	.....	.Calle Mayor

Production agricole

Caroube	.....	.20 000 m ²
Huile d'olive	.....	.3 000 hl
Vin	.....	.16 000 hl
Oranges	.....	.25 000 m ²
Amandes	.....	.2 000 hl
Blé	.....	.335 t

Production industrielle

Carreaux	.....	.6 000 000 pièces
Ciment et chaux	.....	.1 400 000 kg
Plâtre	.....	.2 150 000 kg

Tricots .....	.10 000 douz.
Consommation du coton .....	.60 000 kg
Serviettes .....	.16 000 douz.,
avec une consommation de .....	.550 kg par semaine.

Il manque du blé pour la consommation de la population. Le syndicat de l'UGT s'est dissous et ses membres sont passés à la CNT.

Pour compléter ce tableau, j'ajoute que toutes les terres de cette région appartenaient, à quelques exceptions près, aux grands propriétaires et que les habitants étaient, par conséquent, pour la plupart de pauvres ouvriers.

Il serait faux de croire que le communisme libertaire à Alcora est le résultat d'une influence bureaucratique. Alcora est une vieille forteresse des anarchistes. Joaquin Gozalbo dessine pour moi, plein d'orgueil, sur un bout de papier d'étranges hiéroglyphes qui ont l'air d'être empruntés à une pyramide égyptienne et qui au temps de l'illégalité indiquaient son nom et celui du village. Je le soupçonne d'avoir inventé lui-même ce code secret.

L'oppression qui pesait sur Alcora était particulièrement odieuse. Dans la caserne de la *guardia civil* les prisonniers étaient battus à coups de minces chaînes d'acier. Après la Révolution, les paysans attachèrent, les uns aux autres, les huit gardes qui tombèrent entre leurs mains par les mêmes chaînes et les exécutèrent. "Merde !" me dit un ouvrier qui y avait pris part, "quel sale métier !" Il avait travaillé en France et parle français.

Il serait inutile de nier que la Révolution est cruelle. L'Espagne est noyée dans le sang : à Séville peu de prolétaires ont survécu, à Badajoz les légionnaires et les mercenaires des rebelles ont tué toute la population masculine, des villages entiers occupés par les fascistes sont dépeuplés. On tue des deux côtés, on tue beaucoup, mais la vérité est que les antifascistes restent infiniment plus cléments et humains que les réactionnaires.

A Alcora ont été tués, outre les huit hommes de la *guardia civil*, les quatre curés du pays et quelques fascistes notoires. Ce qu'on pourrait appeler la bourgeoisie n'y existait guère probablement. Comme partout ailleurs les

médecins n'ont pas été inquiétés. Ils touchent le même salaire que tout le monde, mais on se méfie d'eux et on les empêche de quitter le village.

Il n'y avait pas auparavant d'hôpital à Alcora ; maintenant on en a installé un dans un ancien couvent. Une école dirigée par des prêtres est transformée en maison d'enfants, où l'on attend de petits réfugiés du territoire occupé par les fascistes. L'école se trouve, jusqu'à nouvel ordre, dans deux cafés dont les propriétaires étaient des réactionnaires, en attendant que les bâtiments prévus soient aménagés. Les églises enfin, comme partout où règne la Révolution, ont été incendiées ; quelques-unes sont démolies, l'une d'elles deviendra un théâtre, une autre un marché couvert.

Mais tout cela n'a rien d'extraordinaire. C'est presque l'aspect normal que d'innombrables villages espagnols présentent aujourd'hui. La particularité d'Alcora est son système économique, c'est-à-dire le "communisme libertaire".

Il ne faut pas s'imaginer que ce système corresponde à des théories scientifiques. Le communisme libertaire d'Alcora est l'œuvre de paysans qui ignorent tout des lois économiques, bien qu'ils se servent de cette expression de laboratoire de la révolution sociale. La forme qu'ils ont donnée à leur communauté correspond en réalité plutôt aux idées des premiers chrétiens qu'aux données de nos temps industriels. Mais dans ce naïf établissement d'un nouvel ordre qui franchit d'un bond les stades d'une longue évolution et anticipe sur un lointain idéal s'exprime toute la révolution agraire.

Ces paysans veulent avoir "tout en commun", comme la Bible le raconte des anachorètes. Et ils considèrent que le plus sûr moyen de réaliser l'égalité générale est d'abolir l'argent.

En réalité, l'argent ne circule plus parmi eux. Chacun reçoit ce dont il a besoin. De qui ? Du Comité, naturellement.

Il est toutefois impossible d'approvisionner cinq mille personnes au moyen d'un seul centre de distribution. Il y a des magasins à Alcora dans lesquels on peut pourvoir à ses besoins comme auparavant. Mais ces magasins ne sont plus que des centres de distribution. Ils appartiennent au village entier et leurs anciens propriétaires ne font plus de béné-

fices. On ne paye surtout plus avec de l'argent mais avec des bons. Le coiffeur même ne rase qu'en échange d'un bon.

Les bons sont distribués par le Comité. La théorie d'après laquelle les besoins de chaque habitant seront satisfaits n'est réalisée qu'assez imparfaitement, car on part du principe que tous ont les mêmes besoins. On ne fait pas de différences individuelles ou, pour être exact, on ne reconnaît guère l'individu : on ne reconnaît que la famille. Seuls les célibataires sont considérés comme des individus.

Chaque famille et chaque personne vivant seule a reçu une carte. Celle-ci est pointée chaque jour sur le lieu de travail auquel nul peut ainsi se soustraire.

On se fonde sur ces cartes pour distribuer des bons. Et voici la grande lacune du système : faute jusqu'ici d'autre mode de mesure, on a dû avoir de nouveau recours à l'argent, pour calculer l'équivalent du travail accompli. Tous, ouvriers, commerçants, médecins, touchent pour chaque jour de travail des bons de la valeur de cinq pesetas. Une partie des bons porte la mention "pain" ; chaque bon a la valeur d'un kilo. Mais une autre partie représente explicitement une contre-valeur d'argent.

Néanmoins, on ne peut pas considérer ces bons comme des billets de banque. On ne peut échanger contre eux que des biens de consommation et encore dans une mesure restreinte. Même si le montant de ces bons était plus grand, il serait impossible d'acquérir des moyens de production et de devenir ainsi capitaliste, fût-ce sur l'échelle la plus modeste, car seuls les biens de consommation sont en vente. Les moyens de production appartiennent tous à la communauté.

La communauté est représentée par le Comité qui s'appelle ici Comité Régional. En ses mains se trouve tout l'argent d'Alcora, à peu près cent mille pesetas. Le Comité échange les produits du village contre d'autres produits qui font défaut, et ce qu'il ne peut pas se procurer par échange, il l'achète. Mais l'argent n'est tenu que pour un pis-aller, valable tant que le reste du monde n'aura pas encore suivi l'exemple d'Alcora.

Le Comité est le *pater familias*. Il possède tout, il dirige tout, il s'occupe de tout. Chaque désir spécial doit lui être soumis. Il juge seul en dernière instance.

On peut objecter que les membres du Comité risquent de devenir des bureaucrates ou même des dictateurs. Cela n'a pas non plus échappé aux paysans. Aussi ont-ils prévu que le Comité sera renouvelé à bref délai, de sorte que chaque habitant en fera partie pendant un certain temps.

Toute cette réglementation a dans son ingénuité quelque chose de touchant. Ce serait une erreur d'y voir plus qu'une tentative paysanne pour établir le communisme libertaire et de la critiquer trop sérieusement. Il ne faut surtout pas oublier que les ouvriers agricoles et même les petits commerçants d'un tel village ont vécu jusqu'ici à un niveau de vie extrêmement bas. Leurs besoins sont à peine différenciés. Avant la Révolution, un morceau de viande était déjà du luxe pour eux, et seuls quelques intellectuels vivant parmi eux ont des désirs qui dépassent les nécessités immédiates.

Ce communisme libertaire part en vérité de l'état de choses actuel. La preuve en est que la carte de famille laisse l'être le plus opprimé de l'Espagne, la femme, sous l'entière dépendance de l'homme.

“Que se passe-t-il si quelqu'un veut partir, par exemple pour aller en ville ?

– C'est très simple, répond-on. Il va au Comité et se fait donner de l'argent pour ses bons.

– Alors on peut échanger autant de bons que l'on veut contre l'argent ?

– Non pas, évidemment.”

Ces braves gens sont quelque peu étonnés que je comprenne si difficilement.

“Mais quand alors peut-on avoir de l'argent ?

– Aussi souvent qu'on en a besoin. Il faut seulement le dire au Comité.

– Le Comité examine donc les raisons ?

– Naturellement.”

Je suis un peu terrifié. Cette réglementation ne laisse survivre, me semble-t-il, que bien peu de liberté dans le communisme libertaire, et je cherche quelles peuvent être les raisons pour voyager qu'admette le Comité d'Alcora. Je ne trouve pas grand-chose, mais je continue à questionner.

“Si quelqu'un a une fiancée en dehors du village, reçoit-il de l'argent pour lui rendre visite ?”

Les paysans me rassurent : il en reçoit.

“Aussi souvent qu’il veut ?”

Dieu merci, on peut d’Alcora aller voir sa fiancée tous les soirs, si on en éprouve le désir.

“Mais si quelqu’un veut aller en ville au cinéma, lui donne-t-on aussi de l’argent ?

– Oui.

– Aussi souvent qu’il veut ?”

Les paysans commencent à douter de ma raison.

“Les jours de fête, bien entendu. Il n’y a pas d’argent pour le vice.”

Ici aussi les plus extrémistes des anarchistes semblent nourrir un penchant pour l’ascétisme...

Je m’adresse à un jeune paysan, à l’air intelligent et, après nous être liés un peu d’amitié, je le prends à part et lui dis :

“Si je te proposais de te donner des bons de pain, me les échangerais-tu contre des bons d’argent ?”

L’homme hoche la tête.

“Je suis pourtant ton ami ?”

Mon nouvel ami réfléchit un moment, puis il dit :

“Mais tu as besoin toi-même de pain ?

– Je n’aime pas le pain, je préfère des caramels. Je voudrais échanger tout ce que je gagne contre des caramels.”

Le paysan comprend très bien l’hypothèse, mais il n’a pas besoin de réfléchir plus longtemps ; il éclate de rire.

“Mais c’est bien simple ! Si tu veux des caramels, tu n’as qu’à le dire au Comité. Il y a assez de caramels chez nous. Le Comité te donnera une autorisation et tu iras à la pharmacie pour les prendre. Chez nous tout le monde reçoit ce qu’il lui faut.”

Devant cette réponse je me suis rendu. Ces paysans ne vivent plus, en vérité, dans le système capitaliste, ni moralement, ni sentimentalement. Ou bien y ont-ils jamais vécu ?

TRIBUNAL POPULAIRE

EN FACE de moi est assis un jeune homme qui n'a pas encore atteint la quarantaine ; très intelligent, très vif et, à l'opposé de beaucoup de ses compatriotes, d'un naturel plutôt gai. C'est Andreas Nin, président du POUM, ministre de la Justice en Catalogne.

“Ma première tâche, la plus importante, dit-il, est de détruire tout l'ancien appareil judiciaire. De tout ce que l'Etat bourgeois et capitaliste appela sa justice, rien ne doit survivre. Les anciens tribunaux, les anciennes lois, les anciens procédés sont à renouveler ainsi que l'ancien personnel. Les juges, les procureurs, tous les magistrats et fonctionnaires judiciaires touchent encore leurs salaires, s'ils ne sont pas fascistes, mais nous ne les employons plus.

“Le nouveau Droit est prononcé par les tribunaux populaires qui sont une création de la Révolution. Nous n'avions d'abord qu'un seul tribunal populaire, le Tribunal Spécial, qui continue à juger les rebelles fascistes. Mais nous avons bientôt été placés devant la nécessité d'établir plusieurs tribunaux populaires dont chacun juge des délits déterminés. En principe, ils ne devaient s'occuper que des crimes contre la Révolution, mais actuellement il est difficile de dire quels crimes ne sont pas à considérer comme contre-révolutionnaires. Aussi tous les délits sont-ils jugés par les tribunaux populaires.

“Pour les contraventions, les délits et les crimes de moindre importance, il n'y a jusqu'à présent pas de tribunal : dans l'enthousiasme né de la Révolution ils ne sont d'ailleurs commis que dans une mesure assez restreinte. Cependant, nous créerons prochainement une sorte de tribunal de police qui s'occupera de ces affaires.

“Le tribunal populaire se compose d'un juge et de douze jurés. Les juges sont nommés par moi en tant que ministre de la Justice. Ce sont presque tous d'anciens avocats dont les convictions révolutionnaires sont connues. Leur rôle est très limité, ils dirigent surtout les débats.

“Le jugement est rendu par les jurés, qui fixent également

la peine. Ils peuvent, à chaque instant, intervenir dans les débats et interroger les accusés et les témoins. Le juge est présent lorsqu'ils rendent leur verdict, mais il ne vote pas. Au cas où les jurés se partagent en parties égales, le verdict le plus favorable à l'accusé prévaut. Les jurés sont tirés au sort parmi les personnes présentées par les syndicats. Il faut cependant que dans chaque tribunal toutes les organisations soient représentées selon leurs forces respectives.

“Les procureurs aussi sont nommés par moi. A Barcelone, un seul d'entre eux est juriste, les autres sont des ouvriers. Les ministères publics peuvent dans leurs conclusions s'appuyer sur l'ancien code. Mais le tribunal n'est pas obligé de tenir compte des anciennes lois. Les jurés se prononcent exclusivement selon leur conscience révolutionnaire.

“L'enquête est faite par un commissaire. Son activité est très limitée. C'est le tribunal qui décide de l'ouverture du procès.

“La défense est parfaitement libre. Un accusé peut se défendre lui-même ou se faire assister par qui il veut, homme ou femme, que le défenseur ait ou n'ait pas de connaissances juridiques. La plupart des accusés prennent, comme il est naturel, des avocats.

“Que deviendront les avocats ? Il est très difficile de le dire, pour le moment, ils n'ont pas grand-chose à faire, car la procédure est rapide et simple. Les avocats sont d'ailleurs en Catalogne assez mal vus par le peuple, puisque la plupart étaient réactionnaires. Dans les universités déjà, les étudiants en droit étaient plutôt réactionnaires, à l'opposé des étudiants en médecine qui généralement étaient de gauche et même révolutionnaires.

“Jusqu'à la Révolution, les mêmes lois étaient valables pour la Catalogne et pour toute l'Espagne, sauf en quelques points de droit familial où l'on tenait compte du droit coutumier catalan. Maintenant nous sommes en train de faire des codes catalans qui correspondent à l'état de choses créé par la Révolution. Nous ne nous occupons pas de ce qui se passe dans le reste de l'Espagne. Le ministre de la Justice espagnole n'a rien à dire en Cata-

logne. Nous espérons cependant que notre nouveau droit montrera la voie à l'Espagne entière.

“Le droit de grâce aussi qui, jusqu'à la Révolution, fut exercé par le président de la République espagnole, est réservé maintenant à la Catalogne. C'est le président de la Generalidad qui gracie, après que le gouvernement en a pris la décision. Il ne peut cependant intervenir que sur demande de l'ensemble des juges tribunaux populaires.

“Il n'y a pas encore de nouveau droit civil. En théorie, les anciens tribunaux existent toujours, mais ils n'ont rien à faire. Les litiges entre les entreprises collectivisées ou contrôlées sont jugés par la junte du ministère de l'Economie. Dans les litiges entre ces entreprises et des particuliers aussi chaque partie aime mieux s'adresser à la junte qu'aux tribunaux. De même, les différends entre particuliers sont actuellement le plus souvent arbitrés en dehors des tribunaux. En général, il s'agit de questions financières et, pour le moment, il n'y a pas de moyens réguliers d'exécution. A cause des moratoires et du blocage des comptes en banque, la plupart des jugements resteraient en tout cas sans conséquences pratiques.

“Les enfants naturels au sens de la loi n'existent plus en Espagne. Ils avaient les mêmes droits que les enfants légitimes déjà sous la République et la Révolution n'y avait rien à corriger.

“Le divorce aussi fut institué par la République. Nous l'avons seulement facilité. Si les deux parties sont d'accord sur la séparation, le divorce est prononcé en quelques minutes. Vous pouvez vous en convaincre en ouvrant un journal. Vous verrez alors que toutes les cinq minutes un autre procès de divorce est réglé. Si les deux époux ne sont pas d'accord, le tribunal – il y a un tribunal spécial pour les divorces – juge selon son gré. Les enfants, dans les cas litigieux, sont envoyés ordinairement dans des établissements publics.

“Le mariage peut être contracté devant chaque organisation politique, syndicat ou groupe de miliciens. La loi n'a fait que reconnaître un état de choses créé par la Révolution. Des témoins doivent prouver que les fiancés ne sont pas déjà mariés ailleurs.

“L’adoption aussi est réglée par une nouvelle loi. Chaque homme et chaque femme ayant dépassé l’âge de vingt-cinq ans peuvent adopter des enfants, ils acquièrent alors tous les droits des parents, tandis que les parents naturels les perdent. Ce n’était pas le cas jusqu’à présent et des difficultés naissaient souvent, parce que les parents naturels pouvaient faire valoir un beau jour leurs droits, même après de longues années.

“Une autre innovation est que nous avons abaissé l’âge de la majorité à dix-huit ans, ce qui répond à une vieille revendication du prolétariat catalan. Enfin, nous préparons une loi d’après laquelle l’avortement ne dépendra que de la volonté de la femme.

“Un mot encore sur la langue employée devant les tribunaux. Déjà auparavant, l’espagnol et le catalan avaient les mêmes droits devant les tribunaux catalans. Rien n’a changé, mais il est à prévoir que le catalan supplantera de plus en plus l’espagnol.

“Tout est encore en pleine évolution, termine Nin ¹, la justice emboîte naturellement le pas aux événements. Elle ne peut que légaliser ce que l’esprit créateur de la Révolution a fait. Mais je pense que bientôt nous arriverons à la codification du nouveau droit catalan.”

Le Palais de Justice est le seul édifice public à Barcelone qui ait l’air abandonné. Le portail principal est fermé, des miliciens armés forment des groupes dans le vestibule, du papier et des mégots sont éparpillés par terre.

Les parties du bâtiment où se trouvent les tribunaux civils sont silencieuses et désertes ; on peut y passer par de longs couloirs sans rencontrer personne. C’est une entreprise qui chôme. Il ne règne une certaine animation que dans une partie du premier étage.

Devant une salle d’audience – c’est la chambre des divorces – des hommes et des femmes font la queue. Ils attendent patiemment ; en Espagne, on a plus encore qu’ailleurs l’habitude d’attendre. Quand c’est enfin leur

1. Lors du changement du gouvernement en 1936 le POUM et avec lui son représentant Nin s’est retiré.

tour, tout se passe très vite. Il n'y a pas de procès proprement dit, le divorce est simplement enregistré. En vain j'attends le moment où, l'un des époux ne consentant pas au divorce, le tribunal devra rendre un jugement. Je demande ce qui arrive en pareil cas, mais les réponses qu'on me donne sont plus ou moins vagues. Je soupçonne que le procès traîne alors indéfiniment.

Le Tribunal Spécial siège dans la plus grande salle, auparavant celle de la Cour d'Assises. La foule attend dans le couloir, car l'audience n'a pas encore commencé. A travers la porte ouverte je regarde la salle. Elle rappelle toutes les salles d'audience du monde : des boiseries aux murs, des fauteuils couverts de velours rouge. Au-dessous du plafond, on voit des fresques qui montrent des épisodes de procès dans les différentes époques de l'histoire espagnole. Sur le tableau derrière le juge, un évêque en grands ornements prononce un verdict, tandis que des ecclésiastiques sont agenouillés devant lui ; on se demande si ce ne sont pas les accusés. Dans un coin de la salle, le juge et les douze jurés chuchotent. Ils décident en ce moment que le procès, l'enquête du commissaire terminée, sera ouvert ou classé.

Puis, on peut entrer. Le tribunal a déjà pris place, ainsi que le ministère public. Le président est un ancien avocat réputé comme écrivain révolutionnaire. Le procureur aussi était avocat, il est encore très jeune. Les jurés sont tous des prolétaires. Il y a deux femmes parmi eux.

On ne porte ni robe ni béret. Le public qui se presse derrière la barre ne forme pas de contraste avec les représentants de la justice populaire. On fume. Une partie des assistants gardent leurs casquettes, quelques-uns portent faux col et cravate, plusieurs sont en uniforme de milicien et ont des revolvers. Le président, le procureur et quelques jurés sont aussi armés. L'unique personne dont on reconnaît la fonction au port d'un brassard est l'huissier.

Seuls les défenseurs sont bourgeois de vêtements et d'allure. Ils sont tous des avocats, pour la plupart très jeunes : peu ont dépassé vingt-cinq ans.

On fait entrer les accusés. Ce sont d'anciens officiers qui ne portent cependant pas l'uniforme. Ils sont à peine

surveillés. Les miliciens qui les ont amenés s'assoient quelque part dans la salle. Les accusés fument eux aussi pendant l'audience. Lorsque l'un d'eux n'a plus de cigarettes, son gardien lui en offre des siennes.

Les prévenus, deux commandants, trois capitaines, deux lieutenants, sont accusés d'avoir pris part le 19 juillet à la rébellion. L'un des commandants était l'aide de camp d'un général qu'il accompagna de la caserne à la défaite, mais il prétend avoir ignoré de quoi il s'agissait et ne pas avoir pris part aux actes de combat. Les autres restèrent dans la caserne, parce qu'ils ne sympathisaient pas avec les rebelles, disent-ils. Mais des casernes on a tiré sur le peuple et le deuxième des commandants accusés y avait le commandement.

La procédure est très objective. Comme aux Etats-Unis, c'est le ministère public et après lui le défenseur qui interrogent les accusés et les témoins. Le président n'intervient que rarement, surtout pour demander d'être bref. Par contre, les jurés interviennent souvent et posent des questions aussi bien aux accusés qu'aux témoins.

Après les dépositions, le ministère public expose ses conclusions. Ensuite les défenseurs plaident, sans dépasser un quart d'heure chacun. Suit la réplique du procureur et parfois encore une supplique de la défense. Les dernières paroles appartiennent aux accusés.

Tout est très désinvolte. Les jurés se passent une grande cruche en terre cuite et, selon la coutume espagnole, se font couler par son long bec de l'eau dans la bouche, sans toucher la cruche de leurs lèvres. Mais les formes de la procédure sont respectées. Un témoin de l'accusation, qui déclare qu'on eût mieux fait de coller les accusés simplement au mur, est énergiquement rappelé à l'ordre par le président.

On reconnaît bien que le procureur était avocat. Il parle avec rhétorique, il cite même le code militaire et, de temps en temps, il remue les bras comme s'il jouait encore des larges manches de sa robe professionnelle. Les défenseurs plaident chacun selon son tempérament, mais le ton objectif domine. Le temps où dans cette salle l'éloquence du barreau brillait semble appartenir au passé. Le public

aussi s'abstient de toute manifestation. Le président n'a pas besoin de déclarer "qu'on n'est pas ici au théâtre".

Après les plaidoiries, on emmène les accusés. Le tribunal se retire pour délibérer. Il ne lui faut pas beaucoup de temps.

Le verdict est prononcé en l'absence des prévenus. Le commandant, aide de camp du général, est condamné à mort. (Son chef a été exécuté depuis longtemps.) L'autre commandant est condamné à trente ans de prison, les autres officiers à des peines moins sévères... On ne fait pas de distinctions entre réclusion, prison et travaux forcés. Par contre, les tribunaux révolutionnaires condamnent souvent aux travaux dans les fortifications pour la durée de la guerre civile.

Le président demande aux jurés s'ils ont à présenter quelque objection à propos du verdict, ils hochent la tête. La peine de mort sera bientôt exécutée. Il n'y a pas d'appel.

L'un des avocats me demande d'assister à un procès où il défendra un garçon de seize ans. Celui-là est accusé d'avoir pris part, l'arme à la main, à la révolte, et la peine qui le menace est la mort. L'avocat pense que la présence d'un écrivain étranger pourrait lui être utile et il voudrait en profiter pour sa plaidoirie.

L'audience a lieu devant le tribunal numéro 1 qui juge les fascistes séditieux. Le tribunal est plus restreint que le Tribunal Spécial. Il ne se compose que de huit jurés, tous des hommes. Le président est aussi un ancien avocat.

Le procureur, membre du POUM, était jusqu'à la Révolution ouvrier métallurgiste. En octobre 1934, il prit part à la révolte et dans une des salles de cet édifice il fut condamné à mort. Pendant le parcours du tribunal à la prison, il réussit à s'enfuir ; les policiers tirèrent sur lui, sans toutefois l'atteindre. Il vécut ensuite en France jusqu'à l'amnistie de février 1936. Il passe pour être très sévère.

Je suis assis à côté de lui et, par-dessus son bras, je jette un coup d'œil dans ses dossiers. Ce sont des dossiers parfaitement réguliers, les actes d'accusation sont écrits, tout est seulement plus bref et plus concis que d'ordinaire. Comme tout procureur, cet ancien ouvrier métallurgiste a en outre des notes personnelles et, de temps en temps, il dit

le numéro d'une page à l'huissier, pour que celui-ci lise des dépositions consignées dans le procès-verbal du commissaire d'enquête.

Les dossiers sont en espagnol ou en catalan. On parle alternativement dans les deux langues. "Je m'adresse à chaque accusé ou témoin dans sa langue, m'explique le procureur. Si l'un d'eux était Français, je lui parlerais en français." (Il est à noter que le catalan n'est pas un dialecte espagnol mais une langue particulière.)

A l'opposé du procureur du Tribunal Spécial, ce ministère public tutoie toutes les personnes qui comparaissent comme accusés ou témoins devant le tribunal. Ce qui est curieux, c'est qu'il fait une exception pour les femmes qu'il vouvoie. Le tutoiement n'a cependant rien de blessant, puisque beaucoup, comme dans la Révolution française ou dans la Révolution russe, emploient le "tu" comme une forme révolutionnaire au lieu du "vous" d'ancien style. Aussi la plupart des avocats tutoient-ils leurs clients.

Le plus âgé des accusés a quarante-deux ans, le plus jeune est le garçon de seize ans à cause duquel je suis venu. Deux sont infirmiers, un est commerçant, un autre musicien, et le jeune homme est étudiant dans une école supérieure de commerce.

On ne décline pas son état civil devant le juge. Le ministère public demande au début de son interrogatoire à chaque prévenu son âge et sa profession. Il demande en outre au commerçant quel est son commerce, et aux infirmiers quelles sont leurs heures de travail.

Les témoins ne disent leurs noms qu'à l'huissier. On ne s'intéresse pas à leur état civil. Ils ne prêtent d'ailleurs pas serment. Le président demande simplement : "Déclarez-vous vouloir dire la vérité ?" Et les témoins répondent oui ou ne font même qu'un signe de la tête.

Les cas dont il s'agit sont très clairs. Tous les accusés ont été arrêtés le 19 juillet dans les rangs de la troupe combattante. Quelques-uns étaient en uniforme. Ils déclarent s'être trouvés par hasard parmi les soldats qui les auraient contraints à marcher avec eux. Tous affirment de ne pas avoir tiré.

Les dépositions des témoins ne concernent que les

convictions et l'activité politique des accusés. Le seul cas douteux est celui du musicien. Il prétend avoir été chez des amis toute la matinée et ne s'être trouvé parmi les soldats qu'en rentrant chez lui ; il ne portait d'ailleurs pas d'uniforme quand il fut arrêté.

Le ministère public demande que l'on fasse une enquête supplémentaire pendant l'heure du déjeuner. Un spectateur s'avance alors des rangs du public et se déclare prêt à faire les investigations nécessaires. C'est le président du syndicat des musiciens et, comme l'accusé est musicien, le tribunal accepte volontiers son offre. Les syndicats sont les piliers de la Révolution ; l'homme n'est plus un individu isolé mais un membre de son organisation professionnelle. Le syndicat est son appui naturel ; il l'emploie, s'occupe de lui, le protège.

Le président du syndicat des musiciens amène en fait d'autres témoins à la séance de l'après-midi. Leurs dépositions ne sont pas favorables à l'accusé...

Et la tragédie touche à sa fin. Les séances de tribunal sont toujours des tragédies quand il s'agit de la vie ou de la mort, à plus forte raison ici où se reflète la lutte d'un peuple entier ; la guerre civile espagnole ne fait pas rage seulement sur les champs de bataille, mais elle pénètre aussi dans les salles des tribunaux.

Le ministère public a formulé par écrit ses conclusions. Il demande la peine de mort pour les cinq accusés. Dans son bref réquisitoire, il ne se fonde sur aucun paragraphe, sur aucun texte. Il déclare que les accusés sont responsables de leurs actes et il critique les avocats pour leurs discours pathétiques qui sentent le métier et dont les appels à la sentimentalité du tribunal appartiennent, dit-il, au passé.

Les accusés sont emmenés... Comme il n'y a pas de local particulier pour délibérer, la salle est évacuée. On n'est pas très rigoureux. Je peux rester dans un coin et je vois comment la Cour délibère ; cela ne dure que quelques minutes... Puis les verdicts sont prononcés. Ce sont cinq condamnations à mort. Les biens des condamnés seront saisis.

“Avez-vous quelque chose à objecter quant aux peines prononcées ?” demande le président aux jurés.

Oui, ils ont quelque chose à objecter. La condamnation à mort du garçon de seize ans n'est prononcée que pour la forme, et la Cour décide d'adresser une demande au Gouvernement pour qu'il la commue en trente ans de prison.

Une femme s'effondre en sanglotant. Mais au moins la vie du gosse est sauvée. Les spectateurs sont satisfaits.

L'HISTOIRE et le programme anarchistes sont à peine connus. Hors d'Espagne, les membres des partis ouvriers eux-mêmes n'en ont généralement que des notions assez vagues, voire inexistantes. Les anarchistes pourtant forment une partie du grand mouvement qui a attiré à lui de plus en plus le prolétariat de tous les pays, dès le premier tiers du XIX^e siècle. Leur but est le même que celui des marxistes : abolir la différence des classes par la création d'une société sans classes ; remplacer les Etats capitalistes par l'Internationale collectiviste ; bref, renverser l'état de choses actuel par la révolution sociale. Pour eux aussi l'émancipation de la classe ouvrière ne peut être que l'œuvre de la classe ouvrière elle-même.

Anarchie, en ce sens, ne veut pas dire chaos, mais système sans pouvoir gouvernemental et désigne un ordre sans oppresseurs ni opprimés, sans exploiters ni exploités. La liberté absolue de l'individu résulterait précisément du fait que nul pouvoir ne pourra abuser de lui pour des fins qui entravent son libre développement.

La patrie spirituelle des anarchistes n'est pas l'Espagne. Ce sont les vallées du Jura. Leur premier philosophe est le Français Proudhon, leur premier organisateur le Russe Bakounine.

En 1840 déjà, et les années suivantes, des syndicats se formèrent en Catalogne sous l'influence des idées de Proudhon. Ils furent supprimés en 1854, ce qui fit éclater la première grève générale en Catalogne ; quarante mille ouvriers y prirent part. Mais ce n'est qu'avec Fanelli, un ami de Bakounine, que le mouvement prit son caractère original. Sur son conseil aussi, les anarchistes espagnols adhérèrent à l'Association Internationale des Travailleurs, plus connue sous le nom de première Internationale.

“En aucun pays, déclare Bakounine, une révolution ne peut vaincre aujourd'hui si elle n'est en même temps une révolution politique et sociale. Toute révolution exclusivement politique, qu'elle soit nationale et dirigée unique-

ment contre une domination étrangère ou intérieure et sans autre but qu'un changement de constitution, même si elle se propose d'établir la République, sera – puisque par conséquent son but principal n'est pas l'immédiate et effective libération politique et économique du peuple – une révolution trompeuse, mensongère, impossible, funeste, réactionnaire et contre-révolutionnaire. La révolution doit non seulement être faite pour le peuple, mais encore elle ne peut réussir que si elle entraîne à la fois toutes les masses rurales et urbaines. En se localisant partout, la révolution aura inévitablement en même temps un caractère fédéraliste.”

Ces paroles peuvent être considérées comme le programme de tout l'anarchisme.

La collaboration des différents courants du mouvement ouvrier dans la première Internationale ne dura cependant que quelques années. L'opposition entre les marxistes et les anarchistes, appelés par Marx des petits-bourgeois, devenait toujours plus forte. L'Association Internationale agonisa lentement. Mais les anarchistes considèrent leur organisation internationale encore aujourd'hui comme l'héritière directe de la première Internationale.

Les deux courants s'opposaient surtout sur la question de l'Etat. A première vue pourtant, la différence des opinions ne semble guère importante.

Dans la résolution votée à son premier congrès, en 1870, la Fédération Régionale Espagnole de l'Internationale Ouvrière déclara :

“Tous les efforts que les peuples firent pour atteindre le bien-être en se fondant sur la conservation de l'Etat n'ont pu être menés à bien, mais ont été anéantis, toujours et partout, par l'Etat. L'autorité et le privilège sont les supports les plus solides de l'ordre social injuste d'aujourd'hui... Toute participation de la classe ouvrière à la politique d'Etat de la bourgeoisie signifie dans tous les cas consolidation de l'ordre existant et paralysie de l'action socialiste et révolutionnaire du prolétariat. Le congrès recommande par conséquent à toutes les organisations de l'Internationale de renoncer à tout essai de collaboration avec l'Etat pour modifier l'état social et il leur demande de concentrer toute

leur activité à l'organisation fédéraliste des travailleurs qui seule assure le succès de la Révolution sociale.”

Par contre, Engels écrit dans *Le Renversement de la science par Monsieur Duhring*, donc dans une œuvre marxiste des plus importantes :

“Le premier acte où l'Etat entre en scène vraiment comme représentant de la Société entière – la prise de possession des moyens de production au nom de la Société – est en même temps son dernier acte autonome en tant qu'Etat. L'intervention de l'Etat dans les relations de la société devient superflue dans tous les domaines, les uns après les autres, et s'arrête alors d'elle-même. Le gouvernement des personnes est remplacé par l'administration des choses et la direction des processus de production. L'Etat n'est pas aboli – il s'éteint.”

Cette divergence s'est par la suite accusée de plus en plus. Combien les anarchistes sont loin des socialistes de la deuxième Internationale, il n'est guère besoin de le dire longuement : les socialistes non seulement reconnaissent l'Etat bourgeois, mais encore participent aux gouvernements bourgeois. Voilà qui en éloigne les anarchistes presque autant que du commun ennemi capitaliste. Mais leur inimitié contre les communistes n'est pas moins grave.

“N'est-ce pas de la folie, s'écria Kropotkine peu de temps avant sa mort, que de parler de l'abolition des classes sans toucher à l'institution qui est l'instrument de leur domination et qui reste l'instrument qui empêche leur disparition ?”

“La disparition de l'Etat, a déclaré par contre Staline, n'est pas causée par l'affaiblissement du pouvoir de l'Etat mais par son renforcement maximum.”

Si les anarchistes sont les adversaires de l'Etat, ils sont à plus forte raison les adversaires de toute dictature. Le rapprochement qui semblait se réaliser entre eux et les bolcheviques pendant les premiers mois de la Révolution russe, s'est donc bientôt mué en hostilité implacable.

Cependant, dans les controverses entre Marx et Bakounine déjà, la question de l'Etat n'était ni le seul, ni même le plus important point de doctrine qui séparait anar-

chistes et marxistes. Toute leur position vis-à-vis de la Révolution est foncièrement différente.

Pour Marx, la Révolution éclate logiquement quand la tension économique qui existe entre la classe des exploités et la classe des exploités est devenue intolérable ; cependant la logique de l'histoire ne suit pas une ligne droite, elle se développe par contradictions, elle est "dialectique" ; la Révolution ne surgit pourtant pas d'elle-même, il faut profiter de la situation favorable. Quoi qu'il en soit de ces affirmations, le marxisme a sans nul doute une certaine tendance au mécanisme qui s'exprime d'ailleurs chez Marx lui-même beaucoup moins que chez nombre de ses successeurs.

Pour l'anarchisme, "la nécessité naturelle" n'existe pas, il est décidément volontariste. La Révolution sociale et l'établissement de la société collectiviste ne sont pas pour lui des produits de la situation économique mais des actes de volonté. Aussi les anarchistes parlent-ils moins de la classe ouvrière qui agit par intérêt de classe que du peuple qui lutte en tant que masse d'individus pour ses idéaux.

Marx, et avec lui les marxistes, pensent politiquement. Pour eux, le premier but de la révolution est la prise du pouvoir politique et, pour y parvenir, le parti politique leur paraît être le moyen le plus sûr.

Les anarchistes rejettent la notion même de politique qui pour eux est synonyme d'intrigues tactiques et de corruption ; qui en mange en creve, d'après eux. Le parti est, à leurs yeux, déjà une reconnaissance implicite de l'Etat, c'est-à-dire une institution tout à fait réactionnaire. Entrer au parlement leur semble trahir le prolétariat qui, au contraire, doit se servir de ses propres moyens de combat. Ces moyens de combat spécifiquement prolétariens sont la grève, le boycottage, le sabotage, parfois aussi l'attentat. Voilà la célèbre "action directe".

Anarchistes et marxistes ont aussi une position totalement différente sur le problème de la direction de la révolution. Pour ceux-ci elle est une sorte de science qui doit être apprise et utilisée par des spécialistes. Pour ceux-là elle est une action spontanée dans laquelle il faut influencer les masses le moins possible. Ou en d'autres termes :

dans la révolution aussi les marxistes sont des centralisateurs, les anarchistes des fédéralistes.

Il y a des anarchistes, les soi-disant anarchistes individualistes, qui voudraient rejeter toute organisation et qui considèrent même les drapeaux, les chants et d'autres symboles comme un danger pour le libre développement de la personnalité. Mais dans leur immense majorité les anarchistes sont des anarcho-syndicalistes qui pensent que les syndicats sont la seule forme d'organisation possible et licite.

Ils ont conservé une certaine influence dans les syndicats français. Dans les pays de l'Amérique où l'on parle l'espagnol, et surtout en Espagne même, ils sont prédominants. Les partis marxistes et leurs syndicats n'ont, à côté d'eux, pris de l'importance qu'au cours des dernières années de la République, en Catalogne même seulement depuis la révolution.

Si les organisations marxistes sont les plus fortes dans toute la Castille et dans les Asturies, les anarchistes ont la majorité du prolétariat pour eux en Catalogne, en Aragon et en Andalousie. Leurs idées sont cependant beaucoup plus répandues que leurs organisations. Il n'est pas douteux qu'elles ont pénétré profondément dans les masses non organisées et jusque dans les rangs des autres organisations.

Cela n'est évidemment pas le résultat du hasard. L'explication se trouve dans le fait que les idées et plus encore la tactique de l'anarchisme sont merveilleusement adaptées au caractère et aux conditions de vie du prolétariat espagnol. Il y a toute une littérature qui, partant de la corrida, compare l'Espagnol au taureau. De pareilles comparaisons sont toujours équivoques, on ne peut pas réduire un peuple entier au même dénominateur. Ce qui est du moins certain, c'est que le peuple espagnol est attiré d'une façon étrange par le taureau, dans lequel il voit et l'ami et l'ennemi et auquel il ressemble, parce qu'il a lui aussi tendance à foncer droit, sans regarder ni à droite ni à gauche. Il n'aime pas réfléchir longtemps et il s'irrite facilement. Le fameux orgueil espagnol n'est rien d'autre qu'une grande sensibilité qui réagit immédiatement à toute provocation.

L'anarcho-syndicalisme répond à ces qualités, bien qu'il ne soit pas né en Espagne. Il convient parfaitement à

ce prolétariat qui n'aime pas les théories mais qui est idéaliste d'une manière religieuse ou, comme on l'a dit, "messianique".

L'Etat espagnol était depuis le commencement des temps modernes un des Etats les plus centralisés de la terre. Sous l'emprise de l'Eglise, il devenait moralement aussi totalitaire que le sont devenus aujourd'hui les Etats fascistes. Chaque révolutionnaire espagnol devenait par conséquent anti-centraliste et l'ennemi juré de la bureaucratie de cet Etat centralisé. Or, les anarchistes n'ont aucune bureaucratie, ils n'ont même pas de secrétaires payés. Leurs chefs étaient, au moins jusqu'à la révolution, des hommes et des femmes qui travaillaient pour l'organisation pendant leurs heures de liberté. Les organisations ne vivent d'ailleurs pas de cotisations mais de dons volontaires de leurs membres.

Ce caractère idéaliste s'exprimait aussi dans les actes anarchistes qui souvent ne furent pas entrepris pour gagner un salaire plus élevé, mais pour obtenir une meilleure condition morale et sociale à l'usine. C'étaient presque toujours des actes de solidarité. Il n'y avait même pas de subvention pendant les grèves, des fonds étaient recueillis au moyen de collectes.

On a dit que l'anarchisme correspond à la mentalité d'un prolétariat arriéré. Mais la Catalogne ne peut pas être considérée comme arriérée. Sa capitale, Barcelone, est un centre industriel tout à fait moderne. Pourtant, la majeure partie des ouvriers, ainsi que de larges couches de paysans et de petits-bourgeois suivent les anarchistes. Ce succès n'est pas dû seulement à leur programme social et à leur caractère révolutionnaire, mais aussi au fait qu'ils ont une position claire et sans équivoque sur le problème catalan.

On peut dire qu'ils sont catalanistes. Cependant, comme les adversaires de l'Etat ne reconnaissent ni l'Etat central ni l'Etat fédéral, la question épineuse des relations avec Madrid n'a pour eux aucune importance. Ils sont fédéralistes, mais ils veulent fédérer non pas des Etats et des provinces mais des associations de production, c'est-à-dire les syndicats devenus propriétaires des moyens de production. L'association des fédérations locales et régio-

nales doit ensuite former l'Internationale au sein de laquelle la Catalogne survivra, mais comme unité économique seulement.

Le nom même d'Espagne manque dans le vocabulaire anarchiste. Les anarchistes ne connaissent que des fédérations de l'Ibérie, donc de toute la péninsule, y compris le Portugal. Par Ibérie, il ne faut pas entendre une organisation particulière qui deviendrait à nouveau une sorte d'Etat ; ce n'est que le nom géographique d'un territoire habité par des peuples différents qui parlent des langues différentes et ont différents domaines d'intérêts.

L'histoire des anarchistes espagnols est une longue chaîne de luttes et de persécutions. A de courts intervalles de légalité succédaient toujours de longues années pendant lesquelles le mouvement était interdit et étouffé dans le sang. Le monde apprit son existence en 1909, lorsqu'à Barcelone une rébellion éclata contre la guerre du Maroc ; c'était la fameuse "semaine tragique". La grève générale fut proclamée, les masses en armes descendirent dans la rue et des luttes sanglantes s'ensuivirent ; soixante églises et couvents furent brûlés. Mais le gouvernement resta vainqueur. Au cours de la répression. Francisco Ferrer fut condamné à mort et exécuté, ainsi que d'autres anarchistes.

Ferrer, dont la figure est devenue un symbole, n'était pas en réalité un homme d'action. C'était un intellectuel qui s'occupait surtout de la fondation d'écoles anarchistes, des *Ateneos libertarios*. Ces écoles ont joué un rôle important dans l'histoire de l'anarchisme, qui a toujours attaché la plus grande importance à l'instruction des masses. Mais les *Ateneos libertarios* ne furent jamais des séminaires destinés à former des chefs. Pour l'instruction aussi, les anarchistes rejettent par principe toute autorité, tout catéchisme.

Les différents syndicats ne se donnèrent une organisation solide qu'en 1911 par la fondation de la *Confederación Nacional del Trabajo* désignée généralement par ses initiales CNT.

A côté de CNT on lit souvent les lettres FAI, soit *Federación Anarquista Ibérica*. Cette organisation, née en 1925, a pour but de répandre les théories anarchistes à l'intérieur et à l'extérieur de la CNT.

Il ne faut pas confondre les relations entre la FAI et la CNT avec celles qui existent entre le syndicat et le parti dans les organisations marxistes. La FAI, pas plus que la CNT, ne veut être un instrument politique. On peut la définir plutôt comme une association de membres de la CNT qui s'intéressent particulièrement à la théorie et souvent aussi professent des opinions particulièrement radicales.

La fondation de la FAI était devenue nécessaire, parce que les syndicats confédérés dans la CNT grandissaient de plus en plus après la guerre mondiale et qu'ils commençaient à attirer aussi dans une mesure croissante des non-anarchistes.

Sous la dictature de Primo de Rivera ce développement fut arrêté. Les anarchistes furent persécutés cruellement. Pour détruire leurs syndicats, des syndicats jaunes furent formés sous l'influence du gouvernement. En Catalogne, Martinez Anido, capitaine général de triste réputation, qui joue à nouveau un rôle parmi les fascistes, soudoya des bandes pour commettre des attentats contre des anarchistes connus.

Lorsque la CNT, après la proclamation de la République, redevint légale, elle était forte encore de plus d'un demi-million de membres dont le nombre bientôt doubla. Mais la nouvelle légalité ne fut que de courte durée. Sous la République aussi les anarchistes furent persécutés presque sans interruption ; à la libre activité succédait toujours l'interdiction ou la suppression. Entre-temps, on essaya de placer les syndicats sous le contrôle de l'Etat ou du moins de les contraindre à l'arbitrage de l'Etat dans les conflits sociaux.

Les luttes entre les anarchistes et l'Etat devenu démocratique et dans le gouvernement duquel entraient parfois des socialistes ne cessèrent jamais. La plus grande de ces luttes fut la grève générale qui eut lieu au printemps 1934 à Saragosse et dura cinq semaines. Pendant tout ce temps la ville fut privée de ses moyens de communication, d'électricité, de restaurants et de cafés. Les ouvriers de Saragosse déclarèrent vouloir faire leur grève sans aucune subvention, mais ils demandèrent du secours pour leurs enfants. En quelques heures arrivèrent alors des centaines de milliers

d'hommes au siège du journal anarchiste *Solidaridad Obrero* à Barcelone pour apporter de l'argent et des vivres, et des colonnes de camions improvisées ramenèrent les enfants des prolétaires de Saragosse à Barcelone.

Les anarchistes montrèrent comment ils comprenaient l'action directe, quand une brasserie à Barcelone, après un conflit, licencia des ouvriers. Pendant plus d'un an la bière de la brasserie fut boycottée par les ouvriers dans toute l'Espagne. L'entreprise presque ruinée dut enfin reprendre les ouvriers renvoyés et payer par surcroît un dédommagement au syndicat des brasseurs.

Une autre fois, après une grève des transports à Barcelone, quatre cents employés de la société des tramways furent licenciés. Les ouvriers répondirent par des actes de sabotage qui s'étendirent sur deux années. Une nuit, des tramways en flammes, les freins desserrés, descendirent du Tibidabo jusqu'au centre de la ville.

Il y eut de nombreuses révoltes armées au cours de ces années. La plus grande éclata en décembre 1933 en Catalogne et en Aragon. Elle fut vaincue mais servit en un certain sens de répétition générale au 19 juillet 1936. Pour la première fois flottèrent alors des drapeaux rouge et noir sur les édifices publics. La CNT prit officiellement la tête du mouvement et dans sa proclamation elle déclara : "Les usines, les ateliers et les moyens de production deviennent la propriété des ouvriers organisés et sont placés sous le contrôle des Comités d'usine. Le commerce et les magasins sont contrôlés par des Comités de quartier qui sont chargés de distribuer les produits et d'assurer l'alimentation de la population. Les banques sont sous le contrôle des Comités révolutionnaires."

Mais ce n'était pas encore l'heure des anarchistes. Un groupe d'ouvriers armés réussit bien à enlever du Palais de Justice de Saragosse tous les dossiers concernant la révolte et à les détruire, mais le peuple espagnol dut connaître les amères années de la réaction républicaine, avant de pouvoir lutter contre le fascisme et pour la Révolution sociale, sans distinction de partis.

En octobre 1934, l'Esquerra catalane croyait encore pouvoir mener la lutte contre la réaction de Madrid avec

la seule petite-bourgeoisie, sans l'aide du prolétariat. Lorsque la révolte commença à Barcelone, les organisations anarchistes étaient supprimées. La CNT lança pourtant le mot d'ordre : participer aux combats, sans toutefois confondre son action avec les buts bourgeois et séparatistes du gouvernement Companys. Les syndicats rouvrirent alors de leur propre autorité leurs maisons encore fermées et scellées. Le gouvernement donna l'ordre de tirer sur les anarchistes, puisqu'il voulait lutter en même temps contre la droite et la gauche. Sa défaite en fut la conséquence inévitable.

Le fascisme devenait de plus en plus puissant. En outre, chaque jour faisait apparaître davantage qu'aucune organisation seule ne pourrait lui résister avec quelque chance de succès. Les anarchistes tirèrent la conséquence de cette situation en proposant à l'UGT socialiste de s'allier. La seule condition qu'ils posèrent fut l'exclusion de toute intervention des partis politiques. L'offre resta en suspens. La réponse ne fut donnée que le 19 juillet sur les barricades érigées en commun.

Déjà auparavant, les élections de février 1936 démontrèrent combien la situation était tendue. Les partis de gauche, des démocrates aux communistes, s'unirent dans le front populaire. Et les anarchistes commirent leur premier péché. Dans toutes les élections leur mot d'ordre avait été : "Ne votez pas !" Cette fois-ci encore ils ne présentèrent aucun candidat et ne firent aucune propagande électorale, mais ils admirèrent que leurs partisans votassent pour le front populaire. Ils justifièrent cette position en arguant que des dizaines de milliers de prisonniers politiques se trouvaient dans les prisons et que leur libération était le premier point du programme du front populaire. Toutefois, il apparaissait clairement que l'amnistie était un acte politique qui ne pourrait être réalisé que par une nouvelle majorité parlementaire et un gouvernement nommé après des élections victorieuses, c'est-à-dire après un succès politique.

Si la Révolution a fait de la CNT et de la FAI non seulement un pouvoir publiquement reconnu, mais encore l'élément moteur de la Catalogne, elle a causé en même temps une grave crise doctrinale au sein de ces organisa-

tions. Les anarchistes ne pouvaient pas ne pas continuer l'alliance conclue avec le front populaire pendant les batailles de rue, s'ils voulaient conduire la guerre civile contre le fascisme avec des chances de succès. Peut-être leur aurait-il été possible de prendre tout le pouvoir en Catalogne. Mais ils auraient dû le payer par leur destruction à Madrid et en d'autres parties du pays où ils n'étaient qu'une minorité.

Rester encore après le 19 juillet en dehors de l'Etat et rejeter toute autre politique que la lutte sociale, c'était impossible. Ils devaient ou bien essayer d'établir leur propre dictature, ou bien partager démocratiquement le pouvoir avec les organisations du front populaire. Ils se décidèrent pour la démocratie révolutionnaire. En fin de compte ils prirent même part au gouvernement.

La participation au gouvernement de la Catalogne leur causait encore des remords. Ils les calmaient en remplaçant le nom de gouvernement par celui de la Generalidad. Mais quelques semaines plus tard ils demandaient eux-mêmes à participer au gouvernement central de l'Espagne et aujourd'hui il y a des ministres anarchistes.

L'ancienne théorie était-elle fausse ou bien la nouvelle pratique est-elle en contradiction avec elle ? Le fait qu'une doctrine anarchiste proprement dite n'existe pas et l'antipathie naturelle des anarchistes contre les théories ont permis de tourner la difficulté. Les anarcho-syndicalistes espagnols possèdent un sens aigu des réalités. Aucun d'entre eux n'a seulement tenté une justification théorique de leur participation au gouvernement. Il leur suffit de l'expliquer par les nécessités du jour.

La seule explication que l'on entend quelquefois est que la Révolution se trouve seulement à son premier stade. Mais les faits ont leur propre logique. Dans le présent comme dans l'avenir ils mettent les anarchistes dans l'obligation de choisir entre les deux péchés mortels : réaliser leurs opinions au moyen d'une dictature, ou bien lutter démocratiquement. Dans un cas comme dans l'autre, c'est reconnaître l'Etat et faire de la politique.

Pour le moment, ils sont résolus à reconnaître l'Etat et à partager le pouvoir. Beaucoup de choses indiquent que

dans le nouvel ordre, créé par la Révolution, l'Espagne deviendra un Etat fédéral – à condition évidemment que la Révolution triomphe. Les anarchistes sont convaincus qu'alors, notamment en Catalogne, les syndicats joueront le rôle décisif dans toute l'organisation du pays. Les partis deviendraient donc les fractions des syndicats, mais ils continueraient à exister. Et les anarchistes eux aussi deviendraient ainsi un parti politique, qu'ils le veuillent ou non.

Il est possible qu'ils soient contraints de lutter aussi bien contre leurs alliés d'aujourd'hui. Ils n'ont sans doute guère envie de provoquer une pareille lutte, ils sont même disposés à faire de grands sacrifices pour l'éviter, car la victoire les forcerait à établir leur dictature avec toutes les institutions et toutes les méthodes qui sont propres à cette forme de gouvernement. Et ils détestent la dictature plus encore que la démocratie politique.

Le temps est en tout cas révolu où ils pouvaient rêver d'une liberté excluant tout l'appareil gouvernemental, sans être obligés d'accorder leur idéal, quelque peu vague, avec la cruelle réalité. Ce sont les circonstances qui les transforment maintenant ; chaque jour davantage, elles leur imposent de nouvelles décisions difficiles à justifier théoriquement et même des mesures auxquelles jamais ils n'avaient pensé auparavant.

Il ne faut sous-estimer ni leur force ni leur intelligence. Ils avaient eu depuis toujours un grand sens de l'organisation et une étonnante facilité d'improvisation ; maintenant ils apprennent à gouverner. Ils regardent déjà le monde tout autrement que pendant les années qu'ils passèrent, traqués et persécutés, entre la prison et les petites salles de réunions.

Que vont devenir leurs premières théories ? Nul ne peut le prévoir. Mais les révolutions ne se font jamais sur une table de travail et les livres les plus géniaux n'y deviennent qu'un pavé sur le chemin de l'éternelle trahison de l'esprit par la vie.

LES PARTIS POLITIQUES

LES PARTIS de droite n'avaient jamais été très forts en Catalogne ; depuis la Révolution ils ont naturellement disparu totalement de la vie publique. A l'extrême-gauche, il y a des anarchistes qui ne veulent pas être un parti politique. Restent les partis qui, groupés en front populaire, s'étaient présentés ensemble aux élections : l'Esquerra, le PSU et le POUM.

Au parlement catalan, le front populaire occupait seize sièges sur vingt, l'Esquerra, huit à elle seule. Cependant, ces chiffres ne reflètent pas exactement les forces réelles des partis, puisque les anarchistes, ou bien n'ont pas du tout pris part aux élections, ou bien ont voté pour le front populaire. Aussi est-il très douteux que l'Esquerra soit vraiment le plus grand parti.

On peut la caractériser comme un parti démocratique dont les membres sont surtout des petits-bourgeois. Son importance tient surtout au fait qu'elle représente le plus énergiquement les revendications de la Catalogne. Après ses exigences nationales ou, si l'on préfère, autonomistes, le reste de son programme est pour elle plutôt accessoire.

Le parti réactionnaire catalan, la *Lliga Catalana*, était aussi autonomiste, mais les intérêts capitalistes passaient toujours avant le régionalisme, et la crainte de la classe ouvrière la poussait continuellement dans les bras des généraux espagnols. Les communistes, par contre, sont, conformément à leur doctrine et à leur tempérament, un parti centralisateur, ainsi que les autres organisations ouvrières qui, pour autant qu'elles réclament l'autonomie catalane, considèrent la Catalogne surtout comme un champ de bataille très favorable pour les revendications sociales. Le parti catalan par excellence est donc l'Esquerra.

Avec Macia comme chef, elle était décidément séparatiste. La République réalisa ensuite la plus grande partie de son programme. On ne pouvait plus parler d'une oppression nationale de la Catalogne et la question de l'indépen-

dance disparaissait d'autant plus facilement que même les plus fervents Catalans de l'Esquerra devaient comprendre les dangers politiques, économiques et sociaux d'une trop large autonomie.

Ils craignaient leur propre prolétariat presque autant que la réaction espagnole, et bien significative était leur politique en octobre 1934, lorsque l'évolution de la République vers la droite menaçait les concessions faites à la Catalogne. Le gouvernement catalan, et ce fut alors surtout l'Esquerra, résista les armes à la main, mais elle se fia plus aux militaires, dont elle croyait être sûre, qu'aux masses populaires. Sa défaite en fut la conséquence. Les officiers des garnisons catalanes se déclarèrent pour le gouvernement réactionnaire de Madrid, et l'Esquerra paya son erreur par la perte d'une partie des droits de son pays et par l'emprisonnement de tous ses chefs.

Le 19 juillet, elle ne commit pas la même faute une seconde fois. Elle se méfia des militaires et s'allia plutôt avec les masses. Ses chefs revenus au gouvernement finirent même par donner des armes aux ouvriers anarchistes. Ainsi naquit sur les barricades de Barcelone l'alliance qui unit les représentations politiques et syndicales des ouvriers, paysans et petits-bourgeois dans leur lutte contre le fascisme.

Si l'Esquerra a vu son programme minimum réalisé par la République, on peut bien dire qu'aujourd'hui elle a obtenu ses revendications maxima, étant donné qu'elle a renoncé au séparatisme. Actuellement la Catalogne, non seulement n'est plus opprimée, mais encore elle forme l'avant-garde de la Révolution espagnole. Les exigences proprement catalanes sont entre-temps devenues sans objet.

La Catalogne est aujourd'hui aussi indépendante qu'elle le veut. Il lui appartient à elle seule de voir, par exemple, si elle veut se donner le statut d'un dominion britannique. Le drapeau catalan flotte sur les édifices publics. Il y a une armée catalane dont l'activité ne dépend que de la Generalidad. La Catalogne se donne elle-même ses lois, ses tribunaux jugent selon un droit catalan et c'est la Generalidad qui exerce le droit suprême de chaque souveraineté, le droit de grâce. L'Esquerra ne sait pas elle-même si elle

doit encore demander le droit de battre monnaie ou celui de faire une politique particulière.

D'autres questions que celles du régionalisme sont maintenant à l'ordre du jour, avant tout les questions sociales. L'Esquerra est ainsi devenue un parti conservateur. Lorsqu'elle proclame maintenant "la production par les syndicats, la consommation par les coopératives", elle peut bien se réclamer de son programme, mais, en fait, elle est sur la défensive. Elle s'est rappelé un peu trop tard son programme social, et ses alliés, qui commencent là où elle finit, l'ont devancé de loin.

Les révolutions consomment avec la même rapidité chefs et partis. L'ancien ministre de l'Intérieur catalan, qui appartenait à l'Esquerra, appela les anarchistes "des bandits munis de carnets syndicaux" ; maintenant il s'est enfui à Rome. D'autres ont été limogés. Ceux qui restent soulignent, souvent jusque dans leurs manières, leurs sympathies prolétariennes ; ils disent "camarade" et ont découvert qu'au fond ils ne diffèrent des anarchistes que par leur conception de l'Etat.

A l'opposé des anarchistes, l'Esquerra reconnaît naturellement l'Etat et elle voudrait ériger les syndicats et les coopératives de production en organes d'Etat. Politiquement enfin, elle se réclame toujours de la démocratie, mais il n'y a probablement aucun Esquerriste qui serait prêt à concéder aux fascistes des droits égaux.

Si le parti est ainsi dépassé par les événements dans les parties les plus importantes de son programme, on commettrait cependant une erreur en sous-estimant sa force. A côté des partis ouvriers révolutionnaires, il représente non seulement la petite-bourgeoisie, mais aussi, dans une large mesure, l'ancienne légalité. "Nous sommes le pont entre le capitalisme et le collectivisme", me dit un de ses chefs. Bref, le parti a suivi la Révolution, mais il forme son aile droite.

Il ne pousserait certainement pas son régionalisme jusqu'au point d'accepter une Catalogne où sa propre existence serait menacée. Si la Révolution se développait de pareille façon, il n'hésiterait pas, en dépit de son programme, à faire cause commune avec les partis avec les-

quels il sympathise dans le reste de l'Espagne, même si c'était aux frais des libertés catalanes.

Ce que l'on peut dire de l'Esquerra vaut également du Parti de l'Etat Catalan et du Parti de l'Action Catalane. Ce sont de petits partis qui ont la même base sociale que l'Esquerra et ne diffèrent d'elle que par des questions tactiques.

Le *Partido Socialista Unificado*, abrégé en PSU, est né, déjà avant la Révolution, par la fusion de quatre partis : le Parti Communiste Catalan, le Parti Ouvrier Socialiste Espagnol, l'Union Socialiste Catalane, le Parti des Prolétaires Catalans.

Extérieurement, il s'agit donc d'une fusion entre socialistes, communistes et quelques petits partis socialistes intermédiaires.

En réalité, le nouveau parti est un parti communiste, bien que son nom ne l'exprime pas. Il a pour emblème la faucille et le marteau ; il appartient à la troisième Internationale, et la base de l'unification ont été les fameux vingt et un points imposés autrefois par Lénine à tous les partis communistes.

Il est vrai que parmi les vingt et un points, il y a aussi celui qui prescrit de destituer et exclure tous les chefs réformistes. Et cette condition n'est pas remplie en Catalogne, au moins jusqu'ici. On peut donc dire que le nouveau parti est bien un parti bolchevik mais ne se compose pas exclusivement de bolcheviks conscients.

Il faut d'ailleurs reconnaître que sa position en Catalogne est extrêmement difficile. Le nouveau parti unifié ne représente toujours qu'une petite partie du prolétariat catalan. Il s'en console par cette conviction que la grande organisation des anarchistes est de plus en plus forcée de suivre la politique des communistes.

En partie, c'est exact. Il faut dire en outre que l'excellente organisation des communistes, leur brillante propagande et surtout la position prise par l'URSS leur gagne beaucoup de partisans nouveaux, particulièrement dans les couches de la petite-bourgeoisie intéressée à la politique par la révolution. Il est même probable qu'ils ont conquis une grande partie des partisans de l'Esquerra, car ils réclament très énergiquement la conservation de la petite propriété dans la ville

et dans les campagnes ; aussi trouvent-ils beaucoup d'adhérents parmi les gens qui cherchent moins une base de lutte qu'un toit pour se protéger.

La difficulté pour le parti est la suivante : il déclare, d'une part, être à l'avant-garde de la révolution et avoir de ce fait la mission d'exercer la dictature du prolétariat. Il déclare, d'autre part, que les anarchistes sont peu à peu amenés à accepter leurs idées. Mais plus les anarchistes deviendraient communistes, plus ils devraient établir leur propre dictature, plus ils devraient par conséquent se dresser contre les communistes. Si jamais une dictature anarchiste s'instaurait selon la recette communiste, cela signifierait inévitablement la destruction des communistes, exactement comme la dictature des communistes en Russie a eu comme résultat la destruction des anarchistes.

A ce dilemme il n'y a pas d'issue, sauf au cas où les communistes seraient disposés à collaborer avec les organisations de la CNT, non seulement pour une période de transition, mais définitivement. Car on ne peut guère supposer que les communistes réussiront à arracher aux anarchistes et à attirer à eux la majorité du prolétariat catalan.

Le problème est différent dans les parties de l'Espagne où les anarchistes sont une minorité. Il est tout à fait possible que les socialistes et les communistes s'unissent là aussi bien qu'en Catalogne et que ce nouveau grand parti établisse ensuite sa dictature.

Mais actuellement, les communistes ne travaillent pas pour leur dictature, ils se considèrent comme une partie du front populaire et leur but ne dépasse pas une Espagne bourgeoise et démocratique, au moins pour l'avenir prochain, en renonçant jusqu'à une politique économique avec des ferments socialistes. Peut-être les socialistes sont-ils même plus à gauche. Le conflit actuel entre communistes et anarchistes n'oppose donc pas deux conceptions révolutionnaires, mais la révolution et la démocratie bourgeoise.

La clé de cette politique est fournie par l'URSS. L'Union Soviétique est menacée de deux côtés, par l'Allemagne des nazis et par le Japon. Aussi cherche-t-elle depuis longtemps des alliés. Elle les a trouvés, jusqu'à un certain point, dans la France et dans la Petite Entente, et

elle espère gagner ou au moins neutraliser encore d'autres pays. A cette fin, elle s'efforce d'unir partout les gauches et de ne pas trop aigrir les droites. Or, une Espagne révolutionnaire représente un danger pour cette politique stalinienne. Voilà pourquoi la Section Espagnole de la Troisième Internationale ne désire pas que la Révolution espagnole soit trop poussée.

D'autre part, la politique de l'URSS n'est pas seulement déterminée par sa situation internationale, mais aussi par sa situation intérieure. L'opposition, bien qu'elle existe plutôt comme état d'esprit que comme force organisée, demande une aide sans conditions pour le prolétariat espagnol. Et Staline doit, dans une mesure assez large, en tenir compte.

Les communistes sont donc pris par des exigences contradictoires. Aussi leur politique en Espagne est-elle assez incertaine. Autrement dit, elle jouera à l'avenir selon un parallélogramme de forces dont les composantes seront, d'un côté l'influence de Staline, de l'autre la pression des masses espagnoles. Pour le moment, il est vrai, l'influence de Staline est de beaucoup la plus forte.

Le Parti Socialiste Unifié n'a guère par conséquent une politique catalane proprement dite. La Catalogne n'est pour lui qu'une petite succursale. Son centre est à Moscou et à Madrid ou à Valence.

A côté du PSU se dresse, comme deuxième parti marxiste et comme son ennemi le plus acharné, le POUM ; le *Partido Obrero Unificado Marxista*. C'est un parti communiste qui a lui aussi pour emblème la faucille et le marteau et dont les chefs, comme une grande partie de ses membres, sont d'anciens communistes devenus oppositionnels. Ils n'appartiennent pas à la troisième Internationale, mais forment avec d'autres groupes intermédiaires une association internationale.

Le POUM est né de la fusion de deux organisations : du bloc des Ouvriers et Paysans, dont le chef Maurin fut assassiné par les fascistes, et des trotskistes espagnols sous la conduite de Nin. Trotski a condamné violemment cette fusion et l'a appelée une trahison au léninisme. Néanmoins, le parti est largement influencé par ses idées.

Le programme du POUM correspond parfaitement au vieux programme des bolcheviques. Le POUM diffère des communistes, qu'il appelle de préférence stalinistes, par cette conviction que l'Union Soviétique a dégénéré à cause de la domination de la bureaucratie, qu'elle n'est plus un Etat socialiste et que sa politique internationale en particulier est carrément réactionnaire. Le POUM se réclame enfin de la démocratie prolétarienne, mais on peut se demander dans quelle mesure cette position n'est pas déterminée par le fait que ses forces sont bien inférieures à celles des anarchistes et même du PSU ; ce serait donc pour lui une sorte de suicide que de réclamer que la dictature du prolétariat soit réalisée par une seule organisation.

Le POUM a beaucoup d'intellectuels dans ses rangs ; il possède en outre, plus que tout autre parti en Catalogne, beaucoup d'amis et de conseillers parmi les communistes oppositionnels à l'étranger. Tout cela lui donne la possibilité de manœuvrer avec une grande habileté.

Mais cette agilité fait en même temps son malheur. La capacité de s'adapter tout le temps aux circonstances et aux proportions des forces politiques attire sans aucun doute plus des chefs que des masses. Une autre faiblesse du POUM est sa tendance à recruter ses partisans surtout parmi les communistes, dans les rangs desquels il voit son meilleur réservoir d'hommes. D'autre part, le parti ne veut pas perdre contact avec les anarchistes, qui sont la plus grande organisation révolutionnaire.

Enfin, il y a encore une dernière difficulté. Le POUM est, d'après son programme, un parti espagnol et tend, selon la tradition bolchevique, vers le centralisme, tandis que par son caractère il est un parti catalan, puisqu'au moins les trois quarts de ses membres vivent en Catalogne. Dans le reste de l'Espagne il n'a que des cadres qui, dans les territoires occupés par les fascistes, sont en grande partie détruits.

La formule magique qui concilie toutes les contradictions et qui, au moins en théorie, prescrit au POUM sa tactique, c'est la dialectique.

"Nous sommes pour le centralisme, m'expliqua Nin, le chef du parti, mais cela ne nous empêche pas de prendre

soin des droits de la Catalogne et de les élargir le plus possible. La Catalogne est la partie la plus avancée de l'Espagne, c'est pourquoi nous sommes pour la Catalogne. Si c'était l'inverse, nous serions contre la Catalogne. Si, la situation changeant, les forces politiques devenaient égales dans les différentes parties de l'Espagne, nous serions peut-être fédéralistes."

Non moins compliquée est leur position dans la question des syndicats.

"Nous croyons, dit Nin, que le rôle décisif dans la Révolution espagnole incombe aux syndicats, qui pour l'Espagne représentent la même chose que les Soviets pour la Russie. Notre conception correspond sur ce point à celle des anarchistes. Nous n'avons pourtant pas adhéré à la CNT, puisque dans les syndicats anarchistes, avec leur solide organisation, nous n'aurions été qu'une petite minorité. Nos membres appartiennent à l'UGT, nous avons même dissous nos syndicats autonomes et les avons unifiés dans l'UGT, car dans les syndicats socialistes nous pouvons espérer faire prévaloir nos opinions. — C'est que nous sommes des marxistes et cela est de la dialectique marxiste."

Je doute cependant qu'avec ces méthodes on devienne un grand parti et qu'on puisse ainsi attirer les masses.

Beaucoup plus importants que les partis sont les syndicats. Il est difficile d'expliquer cette évolution. Certes, l'influence des anarchistes y est pour beaucoup. Aucun des nombreux partis de gauche n'était en outre assez fort pour organiser seul de grandes masses. Et surtout, le syndicat comme appui politique et économique semble correspondre au caractère indépendant et peu docile des prolétaires catalans. En tout cas, c'est un fait que les syndicats sont les vrais piliers de la Révolution en Catalogne.

Les anarchistes ne reconnaissent que l'organisation syndicale. Les membres des autres partis ont leurs syndicats dans l'UGT, *l'Union General de los Trabajadores*.

Exactement comme la CNT, l'UGT est aussi une organisation centrale qui se compose de beaucoup d'associations professionnelles. Il y a donc dans chaque branche deux syndicats ; l'anarchiste et le socialiste. Jusqu'à la Révolution il y avait en outre plusieurs syndicats autonomes qui

étaient surtout sous l'influence du POUM ; ils ont fusionné, il y a quelque temps, avec l'UGT. Enfin, il y a déjà des syndicats uniques dans lesquels les deux grands courants sont représentés.

L'UGT a été assez longtemps insignifiante en Catalogne. C'est seulement la Révolution qui l'a fait devenir une force imposante, sans qu'elle atteigne toutefois l'importance de la CNT.

L'UGT a été fondée par des socialistes et elle appartient à l'Internationale syndicale d'Amsterdam. Son programme correspond par conséquent à celui des syndicats socialistes de tous les pays. Ce qui la distingue des anarchistes est que pour les anarchistes, toute lutte syndicale est uniquement une action directe exercée pour la libération de la classe ouvrière ; les socialistes croient au contraire que la libération de la classe ouvrière est un but politique, que c'est la tâche du parti d'y parvenir, et ils ne voient dans leurs syndicats qu'un moyen pour obtenir des avantages professionnels et sociaux. Réduite à une formule classique, cette opposition signifie que les syndicats anarchistes sont révolutionnaires, les syndicats socialistes réformistes.

On appartient à son syndicat individuellement. Il est donc parfaitement possible que quelqu'un adhère politiquement à l'Esquerra ou aux communistes et soit en même temps inscrit à la CNT anarchiste. Dans la réalité, le cas est fréquent. Les partis non anarchistes recommandent cependant à leurs membres d'entrer dans l'UGT et par ce détour exercent leur influence sur des masses beaucoup plus larges qu'ils pourraient l'espérer directement.

Mais ce serait une erreur de considérer l'UGT comme une organisation unifiée des partis du front populaire et du POUM.

Elle est devenue certainement, mais, en même temps, elle l'est davantage. Car elle a conquis de grandes masses qui ne sont pas du tout organisées politiquement et dont le syndicat est la seule organisation.

La lutte contre l'entrepreneur est désormais sans objet, puisqu'il n'y a plus d'entrepreneur. Tout le programme

réformiste est dépassé par les événements. La Révolution a transformé les syndicats en organes de production et ils deviennent les piliers du nouvel ordre de la société. C'est pourquoi le rôle de l'UGT aussi a changé profondément.

La nouvelle constitution de la Catalogne – qui n'existe encore sur aucun papier mais qui est de plus en plus visible dans la réalité – reconnaît l'état créé par la révolution, en plaçant partout avec des droits égaux les représentants des deux grandes organisations syndicales à côté des représentants des partis politiques. Dans la Generalidad, dans les communes, dans toutes les administrations, se trouvent les délégués de toutes les organisations aussi bien politiques que syndicales.

En réalité, les syndicats remplacent de plus en plus les partis. Les anarchistes n'ont depuis toujours que l'organisation syndicale. Mais les autres partis deviennent dans une mesure croissante des fractions politiques de l'UGT, leur importance n'en devient pas moindre, mais ils doivent se contenter ainsi d'exercer leur influence indirectement.

Dans les usines, les partis n'apparaissent pas du tout. Les syndicats dirigent en réalité toute la production catalane et ils prennent aussi de plus en plus les décisions politiques.

C'est le rôle prépondérant des syndicats qui donne son caractère particulier à la révolution catalane. Aussi les voix s'élèvent-elles toujours plus nombreuses qui réclament que les deux grandes organisations se confondent. Mais ce problème est loin d'être mûr pour une solution.

Jusqu'à quel point parti et syndicat sont souvent identiques en Catalogne, l'organisation paysanne des *rabassaires* le montre. Les *rabassaires* ont été d'abord un syndicat, puis un parti, et maintenant ils voudraient être les deux à la fois. Leur histoire est intéressante, parce que c'est l'histoire de la révolution agraire en Catalogne.

Les *rabassaires* constituaient à l'origine parmi les métayers une couche sociale particulière : c'étaient étymologiquement ceux qui avaient conclu des baux à la *rabassa morte*, du fruit mort. Il s'agissait d'un système d'affermage propre à la Catalogne ; on ne trouvait quelque chose de semblable en Espagne que dans la région de Galicie et on ne saurait mieux comparer ce système qu'aux relations

entre les *landlords* et les fermiers en Angleterre, comme Ricardo les a décrites dans son célèbre ouvrage. Selon ces baux, le propriétaire affermaient la terre non cultivée au fermier qui devait la cultiver. La redevance ou, si l'on veut, la rente foncière, était généralement à payer en nature et oscillait entre un tiers et la moitié de la récolte. Ce bail durait jusqu'au moment où les racines des plantes étaient mortes sur les deux tiers de la terre cultivée par le fermier.

Le système de la *rabassa morte* remonte au XVII^e siècle. Il s'explique par le fait que la terre à cultiver se prêtait surtout à la culture du vin, et que la vigne meurt après un certain temps. Mais les paysans catalans avaient développé tout un art de conserver les ceps pendant une durée extraordinaire, en les greffant toujours de nouveau. Néanmoins, cette forme de bail provoquait sans cesse des querelles et des résistances.

Le système de la *rabassa morte* dominait dans toute la Catalogne. Il a créé la richesse du pays. Les fermiers, en cultivant la terre et en payant chaque année aux propriétaires la moitié ou un tiers de leur récolte, donnaient la possibilité à la bourgeoisie catalane de toucher des revenus énormes de leurs terres, sans s'en occuper. Cette bourgeoisie n'habitait même pas la campagne ; elle vivait dans les villes et y dépensait sa rente foncière. Le développement de Barcelone comme centre économique, toute l'évolution du capitalisme moderne en Catalogne, ont pour fondement le travail des *rabassaires*, source des plus-values accumulées par les propriétaires.

De pareils baux furent conclus jusqu'en 1880. Alors les propriétaires réussirent à reprendre les terres que les *rabassaires* avaient rendues fertiles. Cet immense gain leur vint d'un petit animal, le phylloxera, qui détruisit presque tous les vignobles. Les deux tiers des ceps moururent, aucun art agricole ne pouvait plus le cacher.

Les propriétaires réduisirent ensuite les *rabassaires* à la condition de simples fermiers. Il n'y avait plus deux propriétaires sur la même terre. Ce qui restait, c'étaient des paysans auxquels la terre qu'ils cultivaient n'appartenait même plus pour un temps limité. Ce qui restait, c'étaient des souvenirs et de la haine.

Les paysans commencèrent à s'intéresser à la vie politique. Ils se trouvaient devant des problèmes qui étaient dans leur forme particulière propres à la Catalogne. Ils se tournèrent donc surtout vers les partis particularistes.

Ce n'est que beaucoup plus tard qu'ils créèrent une organisation spéciale. "L'Association des *Rabassaires* et autres *Métayers* de la Catalogne" est née en 1923. Elle fut fondée par Companys, comme une sorte de syndicat agricole qui politiquement suivait l'Esquerra.

L'association groupait une grande partie des fermiers, aussi bien des *aparceros* qui payaient leurs redevances en nature que des *arendatarios* qui payaient en espèces. De même, beaucoup de petits paysans y adhéraient. Ses buts étaient d'ailleurs très modestes. Ils ne dépassaient pas l'essai d'obtenir de meilleures conditions d'affermage. Avant tout, les fermiers devaient avoir la possibilité d'acheter la terre qu'ils cultivaient.

Cependant, sous la dictature de Primo de Rivera, l'association ne put même pas lutter pour ces revendications. C'est seulement sous la République que les *rabassaires* prirent quelque importance.

La République fit une loi agraire selon laquelle les redevances pour l'Espagne entière furent réduites à quatre pour cent de la valeur fixée pour les impôts d'une propriété. Ces redevances devaient être payées généralement en argent. Mais cette loi ne fut jamais exécutée.

Le rôle des *rabassaires* dans cette affaire fut assez lamentable. Sous l'influence de l'Esquerra, l'Association conseilla aux paysans de conclure individuellement des baux avec des propriétaires et d'accepter des conditions d'affermage beaucoup plus élevées.

En 1933, le Parlement catalan vota une loi qui fixait les redevances à une moyenne de cinquante pour cent des anciennes redevances. Mais le Tribunal pour la Protection de la Constitution déclara cette loi anticonstitutionnelle, ainsi qu'une deuxième loi qui permettait aux fermiers de ne pas payer une partie des anciennes redevances jusqu'à ce que la question fût réglée.

Lorsqu'ensuite, sous la conduite de Gil Robles, la droite arriva au pouvoir, tous les essais de réformes cessèrent

complètement. L'état qui avait existé avant la République fut rétabli. Les propriétaires profitèrent de l'occasion pour se venger sur les fermiers récalcitrants. Dans la seule année 1934, d'après une statistique des *rabassaires*, en catalogne plus de treize cents fermiers furent expulsés de leurs foyers avec l'aide des tribunaux et de la police, sous différents prétextes. Du même coup, ils se radicalisèrent.

En février 1936, déjà, les *rabassaires* présentèrent des candidats aux élections. En mai, ils se constituèrent en parti politique. Mais leur programme, ils se le donnèrent le 19 juillet, en prenant part à la lutte contre les fascistes et ensuite en collaborant à la construction révolutionnaire.

Ils n'avaient jamais été des révolutionnaires. Leur programme, dans la mesure où il dépassait la lutte contre les propriétaires, avait consisté à organiser des coopératives agricoles, des instituts de crédit, des assurances mutuelles. Ils possédaient en outre des bureaux de vente et d'achat et ils faisaient connaître la technique agricole moderne à leurs membres. Ils n'avaient en vérité aucun caractère politique.

Aujourd'hui, ils regrettent parfois d'avoir franchi le pas qui sépare le syndicat du parti. Leur physionomie est avec tout cela incertaine. Il y a des *rabassaires* qui considèrent leur association comme un parti et qui syndicalement sont organisés dans la CNT ou dans l'UGT. Il y a, d'autre part, des anarchistes qui sont membres des *rabassaires*, puisqu'ils les considèrent comme un syndicat. Ils dominent en tout cas une grande partie des syndicats agricoles. Souvent ces syndicats ne sont nés qu'après la Révolution comme syndicats uniques et les *rabassaires* y forment avec la CNT et l'UGT le troisième courant.

Ce qui leur donne leur importance historique, c'est le fait qu'ils ont conquis les couches moyennes des cultivateurs à la révolution. Aussi les fermiers, comme les petits-bourgeois dans les villes, sont-ils dans toute la Catalogne dans le même front que les prolétaires des villes et des campagnes.

Le prolétariat agricole a adhéré le plus souvent à la CNT et, dans une certaine mesure, à l'UGT. Les *rabassaires* représentent une couche sociale qui se compose tout de même de petits capitalistes. Il faut cependant reconnaître

qu'ils ne favorisent pas la tendance des paysans au simple partage des terres. Ils réclament plutôt la socialisation du sol, sans que l'on sache jusqu'ici s'ils préfèrent la commune ou le syndicat comme les organes de la nouvelle organisation de la Catalogne.

Sans doute est-ce leur mérite si le cours de la Révolution agraire n'a pas seulement été déterminé par des théories. Leur organisation est la seule qui ait ses origines exclusivement à la campagne, et leurs idées sur le développement de la petite propriété ou des coopératives sont aussi fertiles que leurs connaissances de la production et de la distribution des produits agricoles.

On peut dire d'eux la même chose que de l'UGT : la Révolution a enlevé toute raison d'être à leur ancien programme et leur a imposé des tâches nouvelles. Mais c'est précisément la grandeur de la Révolution catalane de ne gaspiller aucune force, mais de tout transformer et de tout mettre à son service. Les vieux partis et les vieux syndicats sont tous entraînés par les événements, mais ils ne sont pas emportés. Le fleuve les porte vers de nouvelles rives, à condition qu'ils ne s'opposent pas au courant.

COMPANYS

DES GARDES d'assaut en bleu et des carabiniers en capote doublée de rouge montent la garde devant le palais de la Generalidad. C'est un des plus beaux édifices que je connais construit dans ce style mauresque à moitié gothique qu'on appelle *argental* en Espagne. D'une cour intérieure, l'escalier d'honneur monte au premier étage : en suivant une galerie bordée de colonnes, on arrive alors dans une deuxième cour où des fleurs et des orangers poussent dans des potiches en faïence et font penser aux jardins suspendus de Sémiramis, bien qu'en haut des gargouilles gothiques s'avancent en saillie et que les cadres des portails soient ciselés dans la pierre avec une finesse arabe.

Les gens qu'on rencontre dans les couloirs ne sont pas aussi bien habillés que dans les palais gouvernementaux des autres pays, mais on voit plus de chapeaux que partout ailleurs à Barcelone ; des huissiers en livrée gardent les portes, les secrétaires parlent en sourdine et disent *Señor*, nulle part il n'y a de miliciens, on ne trouve pas de groupes bruyants, et personne ne jette de mégots par terre. Le style qui règne ici est tout à fait Président de la République.

Une fois annoncé, je dois attendre dans une grande salle au plafond lambrissé et meublée de grands fauteuils. Puis, un secrétaire me conduit dans l'appartement privé du Président.

Companys vient dans le salon où je me trouve et s'assied à côté de moi. Il n'est point cérémonieux. Dans la conversation, sa voix s'anime, quelquefois il se met presque à crier, en serrant le poing.

Est-il énergique ? Est-il un homme supérieur ? En tout cas, il possède une grande expérience ; parmi les révolutionnaires, qui sont tous des jeunes gens, il paraît presque vieux, bien qu'il ne semble pas avoir atteint la cinquantaine. Sans doute sait-il ce qu'il veut, et dans cette révolution sans grands chefs, il dépasse certainement la moyenne des hommes dirigeants.

Je lui pose trois questions : Pourquoi avez-vous le 19

juillet agi autrement qu'en octobre 1934 ? Quelle sera à l'avenir votre position vis-à-vis des partis révolutionnaires ? Comment voyez-vous les relations de la Catalogne avec le reste de l'Espagne ?

Le président hoche la tête. "Ce que vous voulez savoir, répond-il à ma première question, demanderait un livre entier non seulement sur ma carrière politique mais aussi sur l'histoire espagnole de ces dernières années. Il faudrait expliquer comment la République est née, cette République généreuse et naïve qui laissait ses ennemis aux postes les plus importants ou même leur donnait de nouvelles fonctions, et il faudrait exposer comment la République se développait, quelles étaient ses forces dominantes et quel cours prenaient les événements."

Mais il répond tout de même à ma question.

"Juillet 1936 fut tout autre chose qu'octobre 1934, dit-il. En octobre, la réaction monarchisante avait pris le pouvoir et menaçait toutes les libertés que la Catalogne avait conquises. Ce qui se passa alors à Barcelone ne fut pas une révolte, comme dans les Asturies où le peuple lutta. A Barcelone, le peuple resta chez lui ; je lançai un appel de protestation, mais le peuple n'y répondit pas. Je suis encore aujourd'hui convaincu que j'ai sauvé l'honneur de la Catalogne par ma protestation, mais l'action ne prit pas d'ampleur ; en quelques heures tout fut fini."

Le président s'interrompt, puis ajoute : "Naturellement, c'était un autre gouvernement et les personnes qui y furent pensaient différemment que celles du 19 juillet."

"Le 19 juillet, continue-t-il, la situation fut complètement différente. En octobre, il s'était agi d'une question politique d'importance tout de même limitée. Le 19 juillet, il s'agit du problème capital de l'histoire espagnole. L'armée se leva contre le gouvernement légal, cette armée, dont on n'avait jamais entendu parler que quand elle se révoltait ou quand une nouvelle affaire de corruption était découverte. C'était l'armée des Philippines, de Cuba, du Maroc, qui avait perdu chaque guerre sans jamais gagner une seule bataille. Ses alliés étaient les grands féodaux des latifundia, qui exploitaient comme des négriers leurs paysans. Avec elle était le clergé, qui représentait la plus noire

réaction de l'Espagne et qui des églises faisait des fortes-resses d'où l'on tira sur le peuple. C'est contre cette partie de l'Espagne la plus corrompue, la plus ignominieuse, la plus arriérée, que le peuple lutta le 19 juillet ! En marchant avec le peuple, j'agis en homme du peuple, en démocrate, en républicain et en patriote.

– Mais n'avez-vous pas dès avant le 19 juillet traité avec les anarchistes, monsieur le Président ? demandai-je.

– Non, je n'ai pas traité avec les anarchistes; qui l'affirme est un menteur. Mais quand la troupe était déjà dans la rue, je n'ai pas demandé de quelle provenance étaient les combattants. A ce moment-là, il ne se posait qu'une seule question : se battre et vaincre les fascistes. Personnellement, j'ai alors agi exactement comme deux ans plus tôt. Ce sont les masses qui agissent différemment.

– Monsieur le président, fis-je en abordant ma deuxième question, la lutte antifasciste s'est transformée en révolution et vous êtes resté le président. Comment peut-on expliquer ce cas unique dans l'histoire des révolutions ?

Companys hausse les épaules. "Je suis resté, parce que le peuple a confiance en moi", dit-il.

Ensuite il continue : "Personne d'ailleurs ne s'en est plaint. Demandez aux réactionnaires s'ils auraient préféré que je fusse parti. J'ai pris soin que le passage de l'ancien état de choses au nouveau se fit sans trop de secousses et sans trop d'excès. Je n'ai fait que mon devoir. J'y aurais manqué, si j'étais parti ; entre nous, la tentation fut parfois assez grande."

– Et croyez-vous que la collaboration de toutes les organisations antifascistes sera possible pour longtemps ?

– Je crois que c'est là une question théorique sans importance pratique, répond-il. On me la pose souvent, surtout les étrangers. Mais nous avons d'autres soucis plus urgents. Nous devons faire la guerre et nous devons la gagner. Plus tard, après la victoire, quand il n'y aura plus de fascisme, ni de péril fasciste, de nouveaux problèmes surgiront. En attendant, nous n'avons pas besoin de nous en occuper.

– Mais la révolution, Monsieur le Président ?

N'oubliez pas, déclare Companys, que je suis démocrate et révolutionnaire. Auparavant, c'étaient les banquiers ou

les huissiers qui expropriaient, maintenant c'est le peuple qui le fait.

– Et les anarchistes ?

– Nous collaborons, dit le président. Jusqu'ici ça va très bien, pourquoi n'en serait-il pas ainsi à l'avenir ? Naturellement, il y a un point sur lequel notre collaboration pourrait être menacée. Quel est ce point, cela je ne peux vous le dire, c'est mon secret aussi bien que celui des anarchistes. Ce qui importe, c'est qu'ils prennent les responsabilités qui leur incombent. Ma tâche à moi est de diriger ces responsabilités sur la bonne route, et j'espère que les masses anarchistes ne s'opposeront pas au bon sens de leurs chefs."

Je parle de l'interview publiée par la presse étrangère et d'après laquelle Companys aurait déclaré qu'il connaissait désormais les anarchistes, qu'il avait appris à les apprécier et qu'il ne pensait pas à se séparer d'eux.

"C'est exact, dit-il, mais je ne suis pas pour cela devenu anarchiste. Je suis démocrate et républicain et non pas partisan du communisme libertaire. Non, cela non, pas du tout !", répète-t-il énergiquement.

Le Président s'est animé, peut-être en a-t-il dit plus qu'il ne le voulait.

"Ma tâche est très difficile, explique-t-il, je ne peux réaliser mes idées que très lentement et avec beaucoup de précautions."

Je passe à ma troisième question qui concerne les relations de la Catalogne avec Valence.

"Ici je peux vous répondre très nettement, dit Companys. Je suis convaincu que l'Espagne deviendra un Etat fédéral, comme le veut le développement historique du pays. L'Etat unitaire espagnol avec sa bureaucratie centralisée est une création d'étrangers, des Habsbourg et des Bourbons. Avant eux le nom d'"Espagne" n'existait même pas, il n'y avait que "les Espagnes". La Catalogne ne veut nul séparatisme, elle ne réclame que ses droits historiques dans le cadre de l'Etat. Nous n'avons aucune inimitié contre Valence. Nous suivons les mêmes buts, nous luttons, avant tout, ensemble contre le fascisme. Dans la nouvelle armée, les Catalans combattent à côté des autres Espagnols à Madrid et en Aragon, donc en dehors des limites

de la Catalogne, et ils y luttent pour la libération des territoires qui n'appartiennent pas à la Catalogne.

— La Catalogne aura-t-elle à l'avenir une politique étrangère particulière ?” demandai-je en mentionnant le télégramme de félicitations que Companys avait adressé à Roosevelt après la réélection de ce dernier et qui souleva tant de commentaires.

“Non, répond le président, ce télégramme ne signifie pas le commencement d'une politique étrangère catalane. J'ai félicité Roosevelt, parce que j'ai la plus grande admiration et pour lui et pour la démocratie américaine, et ses remerciements cordiaux m'ont fait un vif plaisir.”

L'interview a duré presque une heure. Pendant que le Président m'accompagne à la porte, il parle encore une fois de la collaboration avec les anarchistes.

“Voyez-vous, dit-il, je suis moi-même un vieux révolutionnaire, j'ai été arrêté vingt et une fois, j'ai passé deux ans en prison. J'y ai connu la plupart des chefs des anarchistes aussi bien que des communistes, et beaucoup d'entre eux sont devenus mes amis. Mais ma position est très difficile. Il nous faut penser aussi à la situation internationale ; nous sommes isolés, seule la Russie nous aide.”

Le président me rappelle encore une fois à la discrétion comme il l'a déjà fait plusieurs fois au cours de la conversation, et pendant que je descends l'escalier du palais de la Generalidad, je me demande s'il m'a vraiment confié des secrets que je ne devrais pas publier.

Enfin, je me suis rappelé que Bismarck, après sa démission, convoqua Maximilian Harden, le plus célèbre journaliste allemand de l'époque, et lui montra sa lettre de démission qui contenait de violentes attaques contre la politique de Guillaume II. “Asseyez-vous à mon bureau et lisez-la, dit-il. Prenez votre temps, mais, bien entendu, il ne faut rien en publier.”

Harden copia la lettre, mais ne la publia pas. Ce qui fit dire à Bismarck : “On ne peut vraiment plus se fier à rien, pas même à l'indiscrétion des journalistes.”

J'espère que Companys ne m'en voudra pas de l'avoir comparé à Bismarck.

LES ÉGLISES

LÀ où les Pyrénées finissent et où la plaine catalane commence, une montagne isolée monte droit vers le ciel. Elle est sauvage et inaccessible, de tous côtés on voit des rochers nus entourer sa cime, comme un mur érigé par des mains de géants. Lorsque le soleil couchant l'illumine, ce mur se teint d'un rouge sanglant et prend un aspect fantastique. Tel est le Montserrat, la montagne du Saint-Graal qui est entrée dans l'univers littéraire avec Wolfram d'Eschenbach et Richard Wagner.

Pour atteindre la route qui y mène, il faut d'abord contourner toute la montagne. Un court instant le paysage me semble se transformer en scène : je crois entendre les cors qui annoncent le *Récit du Graal* ; je vois, là-bas, le Rhin, et Lohengrin s'avance et chante :

Aux bords lointains dont nul mortel n'approche
Il est un bourg qu'on nomme Montsalvat.

Maintenant je suis au sommet et je contemple ce pays lointain où la Révolution règne et dont les chevaliers sont des prolétaires. La vue se perd au loin dans la montagne et dans la plaine. C'est un beau pays ; d'ici il apparaît brun et vert, et pourtant il est rouge du sang de la guerre civile.

Il y a des années, le Montserrat m'avait fait l'impression d'une gare, avec toutes ses voitures rangées, son funiculaire, ses téléphériques. Le plateau taillé dans le roc est étroit ; sa plus grande partie est occupée par le vaste couvent qui est collé au flanc de la montagne. En vérité, on ne pouvait voir que le panorama et le désert des rochers ; il valait pourtant la peine de monter, car les deux sont grandioses.

Cette fois-ci, le Montserrat ne finit pas pour moi à l'entrée du couvent. L'église, cependant, est fermée et derrière son portail cloué et scellé dort, entourée de toutes ses offrandes la vierge noire qui, jadis, il y a longtemps, bien longtemps, c'est-à-dire quatre mois plus tôt, était la chose la plus sacrée de la Catalogne. Le calendrier de la Révolu-

tion ne se compte pas par mois, mais par heures et même par minutes.

Le couvent est ouvert. J'y entre et je comprends que le plateau n'est pas aussi petit que je le pensais. Derrière ce qu'on voit à l'extérieur, toute une ville se cache, une ville construite en terrasses. Sur le cloître enlacé de colonnes donnent des portes. J'en ouvre une – on peut ouvrir maintenant beaucoup de portes en Espagne qui jadis étaient fermées – et tout à coup je me trouve dans un jardin, dans le jardin enchanté de Klingsor, une pergola conduit à une terrasse, dans un coin s'élève une fontaine dont l'eau ne jaillit plus. Partout il y a des niches cachées ; le monde est bien loin d'ici, on l'aperçoit de haut sans qu'il dévoile de détails.

Le monde est pourtant monté ici. Il y avait deux cents bénédictins dans ce couvent qui tous se sont enfuis à l'étranger ; rien ne le leur est arrivé. Le Montserrat est resté vide. Il n'a pas été altéré. Pas un volume ne manque dans la grande bibliothèque. Les ateliers – les bénédictins faisaient tout eux-mêmes, des livres comme des chaussures, de la liqueur comme des meubles – sont fermés et bien gardés. On ne sait pas encore ce qu'on fera du couvent. Il attend son futur destin.

“Vous désirez ? me demande un gardien, après que je me sois promené un peu partout pendant une heure.

– Je visite le couvent, répondis-je candidement.

– Vous ne pouvez pas passer par ici.

– Pourquoi pas ?”

Enfin j'apprends que c'est ici que réside le président de la République Espagnole. C'est un grand secret que tout le monde à ce moment-là ignorait.

Mais Azaña est aujourd'hui la figure la plus insignifiante de l'Espagne, et lui seul en est la cause. Un jour, longtemps avant que le gouvernement ait transféré son siège à Valence, il quitta Madrid et se rendit à Barcelone. On l'a installé ici au Montserrat et tous les jours il descend pour quelques heures à Barcelone ; ce n'est pas loin, mais il n'a rien à y faire. Sa carrière politique est terminée ; les journaux parlent à peine de lui. Il vit déjà comme en exil.

Le gardien ouvre pour moi son appartement, c'est toute une suite de salons que le couvent tenait toujours prêts

pour les hôtes de marque. Dans la chambre, un téléphone est déposé sur le chevet ; c'est tout l'appareil gouvernemental du Président de la République.

Mais Manuel Azaña est un homme de lettres et un artiste. Peut-être se résigne-t-il à son sort en contemplant le Ribera qui orne le mur au-dessus de son lit. Ce n'est pas le seul grand maître qu'il peut admirer ici. Deux cents tableaux se trouvent dans les salons : des Ribera et des Zurbarán, un Greco et beaucoup d'autres. Ils étaient cachés ici pour les seuls hôtes d'honneur du couvent. Bientôt ils pourront être vus par le grand public, ainsi que tout le Montserrat.

Les églises contenaient quantité de célèbres trésors ou difficilement accessibles ou parfaitement inconnus. Que sont-ils devenus ? Qu'est devenu surtout Tarragone, la capitale ecclésiastique de la Catalogne, dont les archevêques disputèrent longtemps à ceux de Tolède la primatie de l'Espagne ?

La distance de Barcelone à Tarragone est de cent kilomètres. Le paysage rappelle la Côte d'Azur, la route serpente à travers la montagne, toujours le long de la mer. C'est une ancienne route romaine qui passe sous un antique arc de triomphe, en longeant un monument que, il y a plus de deux mille ans, Rome a érigé aux Scipion en souvenir de la conquête de l'Espagne. Aux Romains remontent aussi le mur qui entoure la ville, et l'aqueduc dont les restes ont une longueur de plusieurs kilomètres.

La cathédrale, le palais de l'archevêque, le séminaire et les autres édifices ecclésiastiques sont situés sur une colline au centre de la ville. Toutes les portes sont fermées et des pancartes y sont apposées avec l'indication que l'édifice est protégé par la Generalidad de la Catalogne.

Il n'est pas facile d'y entrer. Il faut courir à droite et à gauche et visiter différentes administrations avant de recevoir les autorisations nécessaires. Enfin, le commissaire des Beaux-Arts de la ville, un anarchiste, me conduit lui-même, et un ancien prêtre en vareuse de milicien apporte un immense trousseau de clés pour ouvrir les portes fermées depuis le 19 juillet.

Tout se passe lentement en Espagne. Je suis parti à temps de Barcelone, mais tandis que j'attendais, le soir est presque venu. Au crépuscule, les contours romans de la

cathédrale s'effacent. A l'intérieur, il fait déjà nuit, la lumière électrique n'éclaire que quelques parties et ainsi je vois tout dans un clair-obscur "rembrandtesque". Plusieurs chapelles n'ont pas l'électricité, mes guides allument alors des cierges ; il y en a suffisamment ici, gros comme un bras et d'une hauteur invraisemblable.

Tout est intact, les missels sont fermés à leur place, les images des saints sont toujours au-dessus des autels, dans le trésor brillent les tabernacles en or et en argent, et aucune des grandes pierres précieuses qui les ornent ne manque. Les reliques même n'ont pas été touchées dans leurs châsses. Seul le bras de sainte Thécia, patronne de la cathédrale, a été transporté à l'administration des finances de la ville, je n'ai pas bien compris pourquoi.

La cathédrale sera transformée en un musée ; ses richesses suffiraient à en remplir plusieurs. Dans quelques salles attenantes, un petit musée aménagé depuis toujours possède des œuvres d'art de toutes les époques et notamment cinquante tapisseries flamandes qu'on ne pouvait pas exposer faute d'espace.

Maintenant, on ne manque plus de place. Le palais de l'archevêque lui aussi est transformé en musée ; quelques mosaïques romaines y sont déjà posées. Le séminaire des prêtres enfin deviendra une bibliothèque dont les ornements principaux seront des textes médiévaux.

Je me suis renseigné à beaucoup de sources sur les événements de Tarragone. Le récit que des gens totalement différents en ont fait, sans s'être concertés, vaut sans aucun doute pour toute la Catalogne.

Les nouvelles de la révolte militaire à Barcelone et, un peu plus tard, de la victoire du peuple arrivèrent ici sans que personne s'y attendît. La garnison hésita, les révolutionnaires que l'on ne pouvait pas encore appeler des miliciens, armés seulement de quelques revolvers, pénétrèrent dans la caserne et désarmèrent les soldats. Les personnes connues comme fascistes furent arrêtées et en partie fusillées.

En même temps, les partis et syndicats antifascistes formèrent un Comité de Défense auquel revint automatiquement tout le pouvoir dans la ville. Comme toute

l'administration était aux mains du front populaire, tout cela se passa sans accroc ni résistance. La première chose que fit le Comité fut de fermer la cathédrale et de la faire garder par des gens sûrs.

Le clergé de Tarragone était fortement troublé. Il se composait de deux cent cinquante à trois cents prêtres et religieux de tous les degrés et de trois cents à quatre cents religieuses. Bien entendu, l'état d'esprit qui régnait parmi eux n'était pas du tout le même.

Aussi leur conduite fut-elle très différente, les uns s'enfuirent, d'autres vaquèrent à leurs occupations habituelles, d'autres encore restèrent en civil dans leurs appartements.

Mais déjà toutes les églises et chapelles, toujours à l'exception de la cathédrale, étaient incendiées et détruites. Au palais de l'archevêque, les conseils se suivaient. On prenait des résolutions et des contre-résolutions. Enfin, chacun agit à son propre gré.

Le cardinal archevêque se sauva, déguisé, dans la nuit du 20 juillet. Il était tenu pour autonomiste catalan et les autorités admirèrent tacitement sa fuite. Son coadjuteur aurait dû l'accompagner. Dans la confusion générale on décida, au dernier moment, qu'il resterait. Quelques heures plus tard il partit tout de même. Mais dans les environs de Tarragone il fut reconnu et assommé par des paysans. De même, une partie des religieux n'échappèrent pas à la fureur populaire, moins à Tarragone même qu'au cours de leur fuite dans les villages. Les religieuses, par contre, ne furent pas molestées ; la plupart sont rentrées chez leurs familles, d'autres ont trouvé du travail à Tarragone.

Il serait inutile de vouloir atténuer ces choses. La révolution s'est dressée dans toute l'Espagne contre l'Eglise, dans laquelle le peuple voyait le plus grand obstacle à sa libération et le symbole séculaire de son oppression.

Il est certain que l'Eglise, partout en Espagne, représentait la réaction sociale, qu'elle était partout alliée à la réaction politique et que souvent elle s'identifiait avec le fascisme déclaré. Dans le catholique *Echo de Paris*, j'ai lu le récit d'un correspondant qui racontait comment un curé confessa un prisonnier rouge avant son exécution et le tua, lorsque cet athée converti tenta de se sauver. Innombrables

sont les prêtres qui, les armes à la main, prennent part à la guerre civile aux côtés des fascistes. Il est avéré, d'après des témoignages irréfutables, que des prêtres ont tiré de plusieurs églises sur le peuple le 19 juillet à Barcelone. On m'a même donné des preuves certaines que les infirmiers religieux d'un hôpital de Barcelone ont tué des blessés antifascistes.

Mais tous ces faits, si indubitables soient-ils, n'épuisent pas le problème. D'où provient cette haine mortelle entre l'Eglise et les masses dans cette Espagne qui, dans les publications du Vatican, fut appelée, jusqu'à la destitution d'Alphonse XIII, le Pays du Roi Très Catholique ?

Peut-être la clé de cette question se trouve-t-elle dans cette dénomination. L'Espagne était depuis des siècles vraiment le pays du Roi Très Catholique, mais seuls les rois étaient très catholiques et très chrétiens : la religion était un moyen de domination et les prêtres n'étaient que des fonctionnaires dont le zèle était récompensé par des richesses inouïes. A travers toute son histoire, l'Espagne est le seul pays de l'Europe où il n'y ait jamais eu un conflit entre le pouvoir spirituel et le pouvoir temporel, entre l'Eglise et l'Etat. Depuis le jour où les Castellans, s'avançant toujours plus loin vers le sud, conquièrent enfin toute la péninsule, les rois ne cessèrent d'avoir sur les corps, les prêtres sur les âmes, un empire également incontesté.

Les rois espagnols constituèrent l'Etat le plus centralisé de la terre, les prêtres espagnols constituèrent le pouvoir spirituel le plus absolu de tous les temps (jusqu'aux régimes fascistes). Il faut, pour le comprendre, avoir visité l'Escorial, ce palais de Philippe II qui était à la fois couvent et palais gouvernemental. C'est d'Espagne que vinrent les jésuites, précepteurs de princes par excellence. C'est en Espagne que l'Inquisition prit une forme qui servait aussi bien le pouvoir temporel que le pouvoir spirituel. Il y eut bien quelques régents espagnols qui, au moins pendant un certain temps, regardèrent d'un œil bienveillant les libéraux. Jamais cependant, vraiment jamais, l'Eglise espagnole ne s'est rangée aux côtés du peuple. En quelques parties de l'Espagne, elle est régiona-

liste, elle l'est en Navarre avec les fascistes, au Pays Basque avec les antifascistes, mais jamais et nulle part elle ne sympathise avec des mouvements sociaux. Cette Eglise est aux antipodes de ce qu'était le Parti populaire en Italie avant Mussolini ou le Centre en Allemagne avant Hitler. Elle a toujours considéré l'idée de fonder ou de soutenir des syndicats catholiques comme un sacrilège.

L'Eglise espagnole est restée seigneur féodal dans les parties arriérées du pays ; dans les parties avancées, elle s'est développée en grand capitaliste. Il n'y a pas de statistiques sur ses richesses, il n'y a que des estimations. Selon quelques-unes, un tiers de tout le sol espagnol lui appartenait, et ce qu'elle possédait en immeubles, actions, usines, banques et intérêts de toutes sortes, faisait d'elle sans nul doute la plus grande société capitaliste de la péninsule.

Au Palais de l'Archevêque à Madrid on a trouvé cinq cent mille livres anglaises, dans celui de Vich seize millions de pesetas. Dans un couvent de religieuses de Madrid qui passait pour particulièrement pauvre et dont les membres mendiaient, on a découvert après quelques recherches des valeurs de plus de cent millions de pesetas, en partie en actions. Dans la seule Catalogne on a saisi trente millions de pesetas appartenant à l'Eglise, sans tenir compte, bien entendu, de ses propriétés immobilières.

L'Eglise était en Espagne comme l'incarnation du riche que les paraboles de la Bible condamnent. Et elle était partout.

Le cardinal archevêque de Tolède a déclaré qu'il y avait avant la Révolution trente-cinq mille ecclésiastiques. On ne sait pas si les moines y sont compris ; les religieuses ne le sont certainement pas. En réalité, il n'y avait pas de village de quelque importance en Espagne où il n'existât au moins un couvent et le plus souvent plusieurs.

L'Eglise dominait toute la vie sociale. Elle dominait la naissance et la mort, elle contractait les mariages qui, jusqu'à la République, étaient indissolubles, elle était à l'école et à l'hôpital, dans la prison et dans la caserne. Un Espagnol ne pouvait pas faire un pas sans voir les prêtres l'accompagner, le garder, le soigner ou le condamner. L'Eglise pénétrait profondément jusque dans la vie familiale, surtout par son

influence sur les femmes, dont elle empêchait toute émancipation. Le prêtre faisait partie, pour ainsi dire, de la famille, il arrangeait des mariages, décidait du métier des enfants et il prenait soin de ne pas être oublié dans les testaments.

Tout cela se passait au nom de la religion, devenue aux mains de cette Eglise, de ces prêtres, une affreuse superstition qui défendait tout ce qui servait la classe dirigeante et qui condamnait tout ce qui lui nuisait.

Voilà pourquoi en Espagne il n'y avait pas d'indifférents en matière de religion, pas de laïcs sceptiques, pas de croyants tolérants. En Espagne, on est pour ou contre l'Eglise, on lui est aveuglement dévoué ou on la hait d'une ardeur fanatique. Les fascistes portent des images des saints cousues sur leurs uniformes et des chapelets dans leurs sacs, les antifascistes brûlent les églises et tuent les prêtres. Ce n'est pas une lutte entre deux conceptions du monde, c'est une lutte entre deux institutions du monde, entre deux époques, entre deux classes.

A Bajadoz, une partie de la population s'était enfuie dans les églises. Les fascistes ne les poussèrent pas même dehors pour les achever. Ils les tuèrent au pied des autels. Ensuite ils marchèrent à travers la ville, munis de leurs images de saints et de leurs chapelets, et le lendemain un *Te Deum* fut célébré, suivi par une procession. Les antifascistes prennent plaisir à des publications pornographiques dont les prêtres et les religieuses sont l'objet comme au temps de la Réforme.

Il est vraiment miraculeux qu'on épargne des églises et des biens d'église lorsqu'il s'agit d'œuvres d'art. Y a-t-il témoignage plus probant de la volonté de civilisation d'un peuple qui brûle ses dieux, comme des barbares déçus et pourtant croyants ?

DÉSORGANISATION ET CONSTRUCTION

IL SERAIT complètement inexact de peindre l'Espagne et, en particulier, la Catalogne comme un pays à moitié sauvage où des hommes primitifs vivent dans un système économique arriéré. C'est peut-être vrai, dans une certaine mesure, pour le sud et l'ouest de l'Espagne. Mais les provinces du nord et de l'est sont aussi avancées que la moyenne du reste du monde.

La Catalogne surtout est, ou plutôt a été, un territoire pourvu d'une organisation capitaliste fort développée. Elle n'a donc pas besoin de passer par le stade d'un socialisme pré-capitaliste comme ce fut le cas un peu partout en Russie.

L'industrie catalane possède de nombreuses usines pourvues des plus récentes machines et où l'on travaille selon les principes de la rationalisation la plus moderne. De même l'agriculture catalane, contrastant, il est vrai, avec presque tout le reste de l'Espagne, est adaptée à notre temps. Les tracteurs et autres machines agricoles sont couramment employés et les paysans ont depuis longtemps en maints endroits leurs coopératives et leurs organisations professionnelles. Le crédit aussi est bien organisé et les grandes banques ont des succursales jusque dans les plus petites villes. La Catalogne possède enfin plusieurs lignes de chemin de fer, ainsi qu'un système de routes qui suffisent aux nécessités des communications modernes.

On pourrait ajouter que l'analphabétisme est restreint, que les écoles et les hôpitaux, bien qu'il en manque encore, ne sont ni plus mauvais ni moins nombreux que dans d'autres pays et que la moyenne de la population, au moins masculine, dans les campagnes comme dans les villes, a une certaine instruction.

Mais entre cet état de choses et l'organisation bureaucratique et sociale, qui pesait lourdement sur la Catalogne, il y a la plus surprenante contradiction. Comment dans une atmosphère si étouffante pouvait se développer tant de vie pétillante ?

Le capitalisme ne laisse partout qu'une petite partie de leur travail aux masses. Mais il n'est pas partout identique : il se présente sous des formes très différentes, par exemple selon la mauvaise ou la bonne administration d'un pays. L'Espagne était jusqu'ici un pays très mal administré. L'organisation dont on enlève maintenant les décombres était en vérité une grande désorganisation.

Pour comprendre ce fait, il faut avoir présent à l'esprit deux choses : d'abord, que la Catalogne depuis des siècles était une nation opprimée ; ensuite, qu'économiquement, elle avait devancé de loin le reste de l'Espagne.

On ne saurait affirmer que l'Espagne était toujours le pays de Philippe II. Mais à travers toutes ses transformations politiques, économiques et sociales, elle avait gardé une partie de cette constitution qui était sienne aux temps de sa grande puissance et avec laquelle plus tard elle s'endormit. Dans cette constitution, le Parlement et même le Roi n'étaient que des corps étrangers. Ses piliers étaient trois classes ou plutôt trois castes : les grands propriétaires fonciers, le clergé, les officiers. Ces trois castes accumulaient sans cesse du pouvoir et des richesses. Et quand elles étaient menacées de perdre leur domination, elles faisaient des coups d'Etat, des révoltes, des pronunciamientos. Il leur suffisait toujours de conquérir le sommet, car dès le temps de la *reconquista*, l'Etat était étroitement centralisé et l'administration de la capitale opprimait tous les particularismes, fussent-ils fondés sur des traditions ou sur des nécessités économiques.

Nobles oisifs, prêtres, soldats, voilà en vérité les symboles de l'ancienne Espagne. Pour les inciter à la révolte, il fallait seulement que la République hésitante et prudente commençât à limiter leurs pouvoirs.

L'Etat, dans l'ancien système, était le moyen par lequel les castes réactionnaires gouvernaient. Il était en même temps le grand bienfaiteur qui prenait soin de tous ces gens et qui permettait à chacun de trouver des places pour ses amis. Il y avait une formidable armée de fonctionnaires, il y avait des saints qui touchaient des salaires de généraux – San Juan de Compostelle par exemple était général d'artillerie ; l'Eglise en touchait la solde et le jour de sa fête, le saint recevait

chaque année un nouvel uniforme – il y avait même des fonctionnaires qui étaient payés pour fournir les chats destinés à attraper les souris dans les ministères. La République avait supprimé beaucoup de ces fonctions, mais toute l'ancienne machine avec sa pesanteur était restée.

On comprend facilement qu'une pareille bureaucratie ait été parfaitement vermoulue et corrompue. Les lettres de recommandation dans les ministères étaient imprimées, il n'était besoin que d'inscrire le nom à recommander. Même sous la République, l'Espagne vit encore les plus proches parents d'un président du conseil promettre, contre argent comptant, à un étranger de mauvaise réputation l'autorisation d'installer des salles de jeu, et par surcroît l'abuser.

Le joug de cet Etat signifiait en outre pour la Catalogne l'oppression de sa nationalité. Il y avait des époques où la langue catalane était persécutée ; parfois même la *sardana*, la danse populaire de Catalogne, était défendue.

Le résultat fut une hostilité non seulement contre l'Etat espagnol mais contre l'état en général. C'est là une des causes du succès des anarchistes. Partout on remarque résistance contre l'Etat que les Catalans considèrent comme le Léviathan, bien qu'ils ignorent certainement que le philosophe anglais Hobbes le représentait déjà sous le même aspect il y a plusieurs siècles.

On arrive dans une ville, on se renseigne sur son nombre d'habitants et on obtient des réponses tout à fait contradictoires ; la seule chose qu'on sache exactement est que la statistique officielle est fautive. Pourquoi ? La ville a, pour éviter des contributions, escamoté depuis de longues années un quart ou un tiers de ses habitants.

On arrive dans une propriété qui est maintenant collectivisée et on veut savoir combien elle fait d'hectares. Mais l'ancien propriétaire est parti, peut-être ne le savait-il pas d'ailleurs lui-même, et le cadastre a un autre chiffre que le receveur d'impôts. On arpentera bientôt la propriété ; en attendant, on ne peut qu'estimer grossièrement sa superficie.

On fera beaucoup, on devra faire presque tout. Mais comment ? Mais quand ? La révolution n'a pas à lutter seulement avec le manque de toutes les données, avec l'ab-

sence d'un personnel expert. La plus grande résistance qu'elle a à vaincre, le pire héritage de l'ancien régime, est la négligence, l'éternelle inexactitude, la maudite *mañana* (demain) que tout étranger comprend dès sa première journée en Espagne, même s'il ne parle pas un mot d'espagnol.

Et pourtant, la Révolution construit. Surtout en Catalogne, on a l'impression qu'un géant a rompu ses chaînes. Partout une vie nouvelle naît : on croirait parfois que le pays est habité par des hommes nouveaux. Mais c'est seulement une classe qui a disparu.

Un village, non loin de Barcelone. Les terres appartenaient à plusieurs grands propriétaires et à quelques petits paysans. Tout cela est maintenant réuni dans une *collective*. Nul ne sait quelle en est la superficie, quelle était ou devrait être la récolte, combien il y a d'impôts à payer ? Les paysans ne comprennent rien à la comptabilité ni à la technique. Mais une grande partie des terres de la *collective* était restée en friche. Elles étaient pourtant cultivables ; ils en ont cultivé et l'année prochaine, ils récolteront. Tout le reste viendra plus tard.

Un autre village. Il est habité par des paysans qui, déjà longtemps avant la Révolution, étaient réunis dans une coopérative ; ce sont des *rabassaires*. Ils possèdent une grande et moderne fabrique qui travaille l'esprit de vin et produit de l'alcool, de la liqueur, du parfum et du vinaigre. La fabrique marche bien, elle marchait bien aussi auparavant ; la Révolution n'y a rien changé. Mais à côté de cette usine, il y a un pressoir qui appartenait à deux particuliers et était hors d'usage depuis deux ans. Maintenant il est *incautado* et collectivisé, et tous les paysans de la région y apportent leur vendange qui est pressurée, puis le vin est mis en bouteilles et vendu comme grand cru. Autrefois, chaque paysan pressurait son raisin chez lui et vendait individuellement. Maintenant tous travaillent à meilleur compte, le grand pressoir rend bien, la coopérative a même envoyé un commis voyageur à l'étranger.

Encore un autre village : il s'appelle Codorniu, tout le monde le connaît en Espagne. Ici se trouve la plus grande et plus ancienne fabrique de champagne du pays. Les caves ont une longueur de dix kilomètres et sont superpo-

sées en plusieurs étages. La terre qui appartient à l'entreprise et où elle récolte la plus grande partie de son vin a une superficie de trois cents hectares. L'entreprise est maintenant collectivisée, une partie des bénéfices est partagée entre les ouvriers, une deuxième partie est versée aux réserves, une troisième partie va à l'Etat.

Le délégué du syndicat se met à rire lorsque je demande si rien n'a été détruit ou volé. "Pas une bouteille", me dit-il. La fabrique travaille comme auparavant, sa vente n'a guère diminué, car comme en France, les ouvriers catalans eux aussi aiment boire du champagne dans les occasions solennelles. Mais pour la première fois depuis son existence, la maison Codorniu a commencé à exporter : en Russie.

Une autre image, tout à fait différente : l'hôpital Montjuich à Barcelone. C'est une création communiste, tout le personnel et la plupart des malades, surtout des blessés du front, sont communistes. L'hôpital faisait autrefois partie de l'Exposition universelle, ensuite une société d'assurances l'a transformé en maison d'accouchement. Elle venait d'être terminée lorsque la Révolution éclata.

C'est un mélange très curieux, très espagnol. Dans quelques salles immenses on voit encore des figures en cire et des objets d'exposition de toutes sortes, tandis que dans le reste de l'édifice se trouve l'hôpital le plus moderne de Barcelone. La nouvelle direction n'a pas touché aux figures en cire, elle a installé un cinéma dans une des grandes salles, et lentement elle transforme les autres pour y mettre de nouveaux lits.

La spécialité de cet hôpital est la transfusion du sang. Les communistes ont la chance de pouvoir partir ici de découvertes russes. Un peu partout à Barcelone ils ont collé des affiches qui exhortent des donneurs de sang à travailler pour la bonne cause.

Le sang n'est pas directement transfusé aux malades et aux blessés : on le met dans des bouteilles qui sont assorties, étiquetées et conservées dans des frigorifiques. Une bouteille pleine de sang peut être conservée à peu près quinze jours.

Tous les quelques jours un camion s'arrête devant l'hôpital, charge les frigorifiques remplis et les transporte au front. A quelques centaines de mètres derrière la ligne de

feu, les blessés reçoivent ainsi du sang nouveau qu'on a pris, une semaine avant, à des donneurs à Barcelone. C'est une méthode tout à fait nouvelle et l'hôpital de Montjuich est le seul institut en Espagne équipé pour la pratiquer. Et cette innovation aussi est l'œuvre de la Révolution.

Où commencer, où terminer ? On pourrait citer d'innombrables exemples de cette espèce et ils seraient tous typiques ; jamais il ne s'agirait de cas exceptionnels. On ne m'a pas piloté en Catalogne ; pendant des semaines et des mois je suis allé tout seul dans tous les endroits qui m'intéressaient, toujours sans guide, le plus souvent même sans être accompagné, et dans ce pays sans statistiques, d'où le centralisme a disparu tout à coup, on fait des découvertes toujours nouvelles, toujours plus surprenantes.

Ce qui existait auparavant comme institutions sociales était dirigé par l'Eglise. Dans les écoles, les hôpitaux, les maisons d'enfance, les asiles d'aliénés, partout il y avait des prêtres, des moines, des religieuses. Ils sont maintenant remplacés par des laïcs. Et à côté des anciennes institutions, d'autres naissent comme les champignons après la pluie. Tous les beaux bâtiments sont transformés en maisons d'enfants, de vieillards ou de malades. On pourrait même se demander comment on remplira tous ces édifices.

Mais ils ne suffiront probablement pas encore ; tout cela est toujours trop peu. Les plus élémentaires nécessités de l'hygiène sont encore inconnues des masses espagnoles et la mortalité est terriblement grande. La syphilis et la tuberculose causent des ravages horribles. On voit leurs conséquences : partout dans la rue, des aveugles, des estropiés, des défigurés dont le nombre est immense. Maintenant on a commencé au moins à mettre en garde, par des affiches, la population contre les maladies vénériennes.

Une jeune fille me montre dans la banlieue de Barcelone un hôpital pour des enfants atteints de maladies héréditaires. Un homme riche avait fait don de cet hôpital à l'Eglise. Ce n'est pas grand, l'homme riche n'avait probablement pensé qu'à un nombre restreint de malades. Par contre il y a une chapelle dont on change maintenant les vitraux pour y installer une salle de malades pleine de lumière. Le chauffage central aussi est transformé, car les

religieuses n'avaient placé de radiateurs ni dans les chambres de bonnes ni dans les communs. Pour elles-mêmes elles n'étaient pas si strictes : leurs chambres étaient chauffées. Il y avait aussi des armoires. Pour les petits malades et les bonnes il n'y en avait pas.

Les enfants hospitalisés ici offrent un aspect terrible. Des aveugles, des tuberculeux, des épileptiques, des hydrocéphales ! Dans la petite salle d'opérations il faut presque quotidiennement faire des interventions chirurgicales.

La jeune fille qui dirige cette maison lugubre travaillait avant la Révolution dans un institut de beauté. Maintenant elle a découvert sa vraie vocation. Elle me montre la large terrasse d'où l'on voit la mer ; quand il fait beau, les lits y sont poussés et les petits sont exposés nus au soleil. "Il n'est pas facile de les convaincre de se découvrir", m'explique-t-elle.

La fausse pudeur que l'Eglise a octroyée au peuple est enracinée déjà dans les enfants, mais bientôt une nouvelle génération grandira. On ne peut supposer qu'elle sera déjà saine et vivra dans le confort, pas du tout, il faudra certainement encore bien du temps avant que ce pays soit si profondément transformé. Mais un premier pas est fait et on mentirait si l'on niait que cela est quelque chose de grand.

INCAUTADO, COLLECTIVIZADO, CONTROLLADO

INCAUTADO – *Collectivizado* – *Apropiado* – *Requizado* – *Controllado* – *Interventido*. En ces mots ou dans leurs variantes catalanes s'exprime toute la Révolution. L'un ou l'autre est inscrit sur chaque maison, sur chaque magasin de quelque importance.

Incautado veut dire saisi sous réserve d'un dédommagement postérieur. Toutes les grandes entreprises sont *incautado*.

Requizado veut dire la même chose qu'*incautado*, mais est surtout employé pour les objets mobiliers.

Apropiado veut dire exproprié. On voit cette inscription le plus souvent aux maisons et aux magasins des fascistes ou des émigrés qui sont partis sans s'occuper de leur propriété.

Collectivizado veut dire collectivisé. Cela signifie qu'une entreprise est devenue propriété de la société, ce qui correspond à la notion plus courante de socialisation. L'expression *socializado* ne se trouve pourtant nulle part et son absence révèle le caractère anarchiste de la Révolution catalane, car les anarchistes rejettent la socialisation qui, dans leur raisonnement, est liée à l'idée d'une intervention de l'Etat. Il est entendu qu'une entreprise collectivisée est toujours *apropiado* ou *incautado*.

Controllado veut dire contrôlé et signifie que l'entrepreneur continue ses affaires mais sous le contrôle des ouvriers et employés.

Interventido veut dire intervenu et signifie que rien n'a changé dans une entreprise mais qu'elle est contrôlée par le gouvernement.

Il ne faut, cependant, pas attribuer trop d'importance à ces différences. Les ouvriers qui ont fait la Révolution sont mal informés des finasseries juridiques et la formule annoncée à l'extérieur d'un bâtiment ne correspond pas toujours à la forme réelle qui règne désormais à l'intérieur. Même parmi les gens instruits, peu ont des lumières sur ces notions nouvelles.

La conséquence immédiate du 19 de juillet fut l'occupation spontanée des usines par le prolétariat. Dans la fièvre des premières journées cela se passa assez irrégulièrement, et il est d'autant plus étonnant que rien n'ait été détruit. Presque sans exception, les anciennes équipes continuaient d'aller dans leurs usines, avec la seule différence que c'étaient elles désormais qui les dirigeaient.

Les propriétaires n'ont la plupart du temps disparu que lorsqu'ils étaient fascistes ou quand ils sont partis de leur plein gré. Les autres continuent à travailler, de même que la majeure partie des anciens directeurs. Ils sont considérés comme des techniciens et touchent un salaire comme tels. Pire est le sort des entrepreneurs qui se contentaient d'encaisser les bénéfices et qui n'avaient pas de connaissances déterminées. Selon les principes révolutionnaires, ils ne peuvent travailler que comme manœuvres. Eux aussi ont pourtant le droit d'être employés dans leurs anciennes entreprises.

Ces interventions du prolétariat se firent surtout dans les grandes et moyennes usines. Cependant, elles ne furent pas seulement dirigées contre les propriétaires d'entreprise mais aussi contre les riches en général, les grandes maisons de rapport et les hôtels particuliers furent saisis. Mais les révolutionnaires ne dépassèrent que rarement les limites qu'ils s'étaient tracées. Les petites entreprises et la propriété des classes moyennes ne furent touchées nulle part.

Le système capitaliste recevait ainsi en peu de jours de terribles coups. Néanmoins il n'est pas détruit, ni même remplacé par une production collectiviste, la transformation économique de la Catalogne est seulement commencée ; on n'en distingue encore que les grandes lignes.

Le gouvernement ne décréta d'abord qu'une augmentation générale des salaires de 15 % et une diminution des loyers à bon marché de 50 %. Quelques mois seulement après le 19 juillet, les faits accomplis furent légalisés par des décrets-lois.

Ces décrets-lois ne font aucune mention de la question de la propriété. Ils acceptent, sans le clarifier, ce qui s'exprime par les motions d'*incautado*, d'*apropriado*, de *requizado*. Ils ne connaissent pas le mot *interventido*. Car ce sont les entreprises étrangères et les banques surtout dont

les sièges principaux se trouvent en majeure partie en dehors de la Catalogne. On n'a pas encore réglé leur futur statut. Les décrets-lois qui, jusqu'à nouvel ordre, sont les lois fondamentales de l'économie catalane, concernent exclusivement les entreprises collectivisées ou contrôlées.

Sont à collectiviser, selon eux, les entreprises :

- a) quand elles emploient plus de cent ouvriers ;
- b) quand le propriétaire a été condamné comme fasciste par un tribunal populaire ;
- c) quand le propriétaire a abandonné l'entreprise ;
- d) quand la majorité du personnel et le propriétaire désirent la collectivisation ;
- e) quand les trois quarts du personnel désirent la collectivisation, à condition qu'il n'y ait pas moins de cinquante ouvriers ;
- f) quand le ministère de l'Economie de la Catalogne a des raisons particulières de considérer la collectivisation comme nécessaire, par exemple s'il s'agit d'industrie de guerre.

Toute la direction d'une entreprise collectivisée est aux mains du conseil d'usine dont les membres sont élus pour deux ans ; une moitié doit être renouvelée chaque année. Le conseil d'usine ne doit avoir ni moins de cinq ni plus de quinze membres.

Le conseil d'usine peut nommer un directeur et lui déléguer ses fonctions en totalité ou en partie. Mais la signature du directeur n'a de valeur que soussignée par deux membres du conseil d'usine.

Dans les entreprises de plus de cinq cents ouvriers ou d'un capital dépassant un million de pesetas, la nomination du directeur doit être agréée par le ministère de l'Economie. La même prescription est valable pour l'industrie de guerre.

Dans chaque entreprise collectivisée, le ministère de l'Economie nomme en outre un délégué qui devient de ce fait membre du conseil d'usine. Sa nomination doit pourtant être agréée par le personnel de l'entreprise.

Les entreprises appartenant à la même branche de production seront réunies en conseils généraux. Sont prévus les groupes suivants qui, à leur tour, seront subdivisés en sous-groupes :

1. Combustibles ;
2. Industrie métallurgique ;
3. Industrie textile ;
4. Industrie alimentaire ;
5. Industrie chimique ;
6. Industrie de construction ;
7. Industrie du livre ;
8. Services publics (gaz, eau, électricité, transports maritimes, moyens de communication) ;
9. Commerce banques et assurances.

Les conseils généraux auront pour tâche d'adapter les intérêts particuliers de leur branche aux besoins généraux. Leurs droits seront par conséquent très étendus. Ils devront fixer les prix et exclure toute concurrence ; ils pourront notamment fermer, fondre ou élargir des entreprises et même en créer de nouvelles. Ils devront en outre centraliser les ventes et les achats, contracter ou distribuer des crédits, étudier enfin et réaliser des améliorations techniques. Bref, les conseils généraux deviendront les centres de l'économie collectivisée. Leurs décisions engageront toutes les entreprises ; appel pourra cependant être fait au ministère de l'Economie.

Chaque conseil général se composera de quatre représentants des usines, de huit représentants des syndicats – chacune des deux grandes centrales obtenant un nombre de délégués proportionnel au nombre de ses adhérents dans ladite branche de production – et de quatre techniciens nommés par le ministère de l'Economie.

Il est à noter que le ministère de l'Economie, aux termes de ces décrets-lois, est représenté par la junta de contrôle qui existe au sein de ce ministère et se compose de représentants de toutes les organisations politiques et syndicales de la Catalogne ¹.

Toutes les entreprises non collectivisées sont contrôlées. Leurs ouvriers aussi élisent des conseils d'usine qui s'oc-

1. Les ministres catalans portent le titre de conseillers, les ministères celui de conseillereries. Pour simplifier les choses, j'ai employé souvent les mots gouvernement et ministre.

cupent de toutes les affaires concernant l'entreprise, non seulement des conditions de travail mais aussi de la production, de la vente et du crédit. L'entrepreneur conserve le bénéfice. Mais il n'y a plus de secret commercial, car le conseil d'usine est tenu de communiquer le bilan et des statistiques détaillées au ministère de l'Economie.

Il est encore impossible de juger les règlements créés par ces décrets-lois. Les conseils généraux n'ont jusqu'à présent qu'une existence théorique. Seul l'avenir montrera s'ils seront vraiment réalisés sous la forme indiquée et comment ils fonctionneront dans la pratique. Tout cet édifice est apparemment inachevé. Ainsi n'a-t-on pas encore déterminé qui deviendra le propriétaire des entreprises collectivisées, qui touchera le bénéfice de l'entrepreneur et qui aura à payer l'impôt sur le bénéfice.

Ces lacunes s'expliquent en partie par la composition hétérogène du gouvernement catalan. On est en principe d'accord sur la tendance socialiste du nouvel ordre, mais les communistes et avec eux l'Esquerra sont partisans de la centralisation économique, tandis que les anarchistes refusent tout centralisme. Pratiquement, les différends portent surtout sur la question de savoir si le point d'appui de la nouvelle économie doit être l'Etat, les communes, les syndicats ou enfin de nouveaux organismes. Jusqu'ici, les syndicats jouent, sans nul doute, le rôle le plus important. Leur représentation dans les conseils généraux et dans la junte du ministère de l'Economie est la plus forte et ce sont eux qui donnent des ordres aux conseils d'usine et aux ouvriers. Il est certain que dans l'avenir aussi les syndicats seront un élément décisif, quelles que soient les formes que prendra l'économie catalane.

Pour le moment, la guerre civile rejette à l'arrière-plan tous les autres problèmes. Les matières premières et le charbon manquent, un tiers de l'industrie catalane chôme, un autre tiers travaille au ralenti et cette situation a naturellement des répercussions sur le reste des entreprises, par exemple les sociétés du gaz et de l'électricité. Seules les industries de guerre travaillent jour et nuit. De même, les transports, notamment les chemins de fer et les transports maritimes, servent avant tout à la guerre.

Dans la plupart des entreprises collectivisées, il n'y a donc pas à se demander ce que deviendra le bénéficiaire de l'entrepreneur, car il n'y a pas de bénéficiaire.

La révolution catalane est plus favorisée que ne l'était la révolution russe, puisqu'elle n'est pas la conséquence d'une guerre qui avait déjà déréglé et même en partie ruiné la production du pays. Mais la Catalogne n'est pas un territoire susceptible de vivre en économie fermée : elle a, par la guerre civile, perdu les trois cinquièmes de ses marchés, et elle ne peut qu'en partie, étant donné la mauvaise situation de la peseta, importer de l'étranger les matières premières dont elle a besoin. Elle doit se contenter de conserver ses moyens de production.

On éprouve d'autant plus de respect pour l'esprit sérieux et même enthousiaste qui règne dans toutes les usines. Il n'y a plus de patrons, les licenciements sont pratiquement impossibles et, pourtant, on travaille aussi bien et mieux qu'auparavant, dans l'industrie de guerre jusqu'à quatorze heures par jour, sans que des extras soient payés pour les heures supplémentaires. Les ouvriers considèrent les usines comme leur propriété et en prennent soin avec une vanité jalouse.

Le ministre de l'Economie catalane Juan P. Fabregas me reçoit à onze heures du soir. Son ministère se trouve dans une ancienne banque, car s'il existait déjà avant la révolution, son activité était limitée et il n'avait pas besoin de beaucoup de place. Mais au pays de la collectivisation, le ministre de l'Economie est devenu un homme extrêmement important, on pourrait dire le plus important, s'il n'y avait pas la guerre civile. Dans l'antichambre et dans les couloirs, des gens très divers attendent en foule, soit pour solliciter quelque chose, soit pour faire quelque rapport. Bien que je sois attendu, il me faut revenir plusieurs fois et patienter encore.

Quand j'étais en Espagne au temps de la monarchie, j'ai interviewé les ministres du roi et on devait attendre aussi longtemps que sous la République, d'abord dans l'antichambre, ensuite dans le bureau du chef de cabinet. Un chef de cabinet espagnol n'est jamais seul, puisque toujours se trouvent chez lui de nombreux amis du ministre et d'autres favoris. Tout le monde parle à haute voix et

sans gêne, et de temps en temps le ministre se montre sur le seuil de sa porte en disant comme un coiffeur : "A qui le tour ?" Mais plus souvent encore, il s'entretient rapidement avec le chef de cabinet et profite de l'occasion pour faire prendre patience aux visiteurs.

En comparaison des habitudes des autres pays, l'étiquette n'avait jamais été rigoureuse dans les ministères espagnols. L'ancien sans-gêne semble toutefois rigide et cérémonieux lorsqu'on observe les coutumes créées par la révolution.

Cependant chez Fabregas, il règne une discipline presque plus sévère que dans les anciens bureaux gouvernementaux. On ne peut pas simplement entrer dans son bureau particulier, s'y asseoir dans un coin ou chuchoter avec la secrétaire. Fabregas travaille seul, les secrétaires se trouvent dans l'antichambre, ainsi que son chef de cabinet, dont la tâche est de retenir les visiteurs, et qui est jeune et aimable comme un danseur mondain.

En un mot, le ministre anarchiste de l'Economie s'est adapté à son rôle plus vite que la plupart de ses collègues. Il fait une impression assez bourgeoise et dans son entourage, il n'y a ni armes ni hommes armés.

Ce ministre n'a pourtant été à l'école que jusqu'à douze ans. Il a été ouvrier, serrurier d'abord, boulanger ensuite, et, plus tard, il est devenu commerçant. Pendant qu'il travaillait dur pour arriver, il trouvait encore le temps de s'instruire. Il connaît le monde entier, il n'y a pas de continent et presque pas de pays qu'il n'ait visité. S'étant de bonne heure intéressé aux questions économiques, il a écrit un grand nombre de livres en espagnol et en catalan. Les journaux s'occupent beaucoup de lui, il édicte plus d'ordonnances qu'aucun des autres ministres et il aime parler presque journalièrement de ses impressions et projets, soit devant les journalistes, soit devant le microphone. D'ailleurs, il n'a l'air ni d'un théoricien ni d'un prolétaire. Il fait davantage penser à un commerçant et ses théories aussi sont celles d'un commerçant. La collectivisation est à ses yeux, avant tout, un problème de rationalisation, et il porte tout son intérêt sur l'exportation, bien entendu sur l'exportation collectivisée.

Au mur de son cabinet est posé un dessin représentant les sections de son ministère. Il y en a trois ;

1. La junta du contrôle composée par les représentants des partis et syndicats ;
2. La direction générale de l'industrie et du commerce ;
3. La section technique.

De la première section, j'en ai déjà parlé au début de ce chapitre : la junta de contrôle est, en fait, la véritable tête de toute l'économie catalane. La deuxième section s'occupe de l'alimentation, de l'énergie électrique, de l'huile, du charbon, ainsi que de la statistique et de la propagande économique. A la troisième section est commis le contrôle technique des usines, le contrôle de l'hygiène du travail, enfin le commerce extérieur.

En vérité, toute cette organisation n'existe jusqu'ici que sur le papier. Il n'y a surtout aucune statistique catalane et moins encore de statistique susceptible de répondre aux besoins d'une économie collectivisée. La nouvelle économie est une entreprise qui travaille sans inventaire et sans bilan d'ouverture. Tout son travail se passe, par conséquent, dans le vide, personne ne connaît les stocks ni les besoins donnés. L'industrie catalane s'est composée jusqu'à la révolution de nombreuses entreprises individuelles qui n'avaient même pas conclu de conventions sur les prix ou les marchés. Aussi manque même la comptabilité que, en d'autres pays, on aurait trouvée dans les bureaux des cartels ou des trusts.

Naturellement, Fabregas sait tout cela très bien, mais il a un naturel optimisme et possède beaucoup de confiance en lui-même.

En bref, on peut caractériser la situation de la plus grande partie de l'industrie catalane de la façon suivante : les matières premières sont rares, la vente est infime, la production cependant continue comme auparavant ; chaque usine produit toujours les mêmes marchandises et les offre aux mêmes prix, sans s'occuper des autres. Mais, comme il n'y a pas assez d'acheteurs, les marchandises sont stockées.

Fabregas refuse toutefois d'y voir un problème de production. Pour lui il s'agit d'un problème d'écoulement et

il accorde moins d'importance à l'idée de transformer la production qu'à celle de trouver de nouveaux marchés.

“Nous avons perdu, dit-il, une grande partie du marché espagnol. Il nous faut trouver de nouveaux acheteurs. Nous devons donc vendre plus en Catalogne même et à l'étranger. Alors nous pourrions acheter les matières premières nécessaires.”

Il ne voit pas non plus de contradiction entre la publicité des magasins faite pour inciter à la consommation et la pénurie de matières premières. Les marchandises produites ne trouvant pas actuellement assez d'acheteurs, il pense qu'il faut au contraire les attirer par tous les moyens.

“Voyez, me dit-il, les revenus des travailleurs ont augmenté de beaucoup. Pourtant, les gens économisent au lieu d'acheter. Les rentrées des caisses d'épargne augmentent depuis la révolution de vingt-quatre millions de pesetas par mois.”

Voilà un phénomène bien étrange qui fait ressortir d'une façon singulière le caractère du prolétariat catalan. Ce peuple semble être d'une modestie incorrigible. Car les salaires étaient, avant la Révolution, bien au-dessous de la moyenne des autres pays européens et même après leur augmentation de quinze pour cent et la diminution des loyers ils ne sont pas du tout élevés, même si l'on ne tient pas compte du fait que l'augmentation est généralement versée aux fonds de guerre. En aucun cas on ne peut dire que l'ouvrier catalan a la possibilité de satisfaire des besoins considérablement supérieurs à son niveau de vie d'avant la Révolution et, par surcroît, de faire des économies.

La collectivisation s'est étendue sur la Catalogne entière, longtemps avant que le gouvernement l'ait imposée. “Souvent on est même allé trop loin”, m'explique le ministre anarchiste de l'Economie. Mais bien entendu, dans la situation actuelle on ne peut annuler des dispositions prises spontanément.

Lorsque notre conversation porte sur les décrets selon lesquels sont à collectiviser les entreprises de plus de cent ouvriers, j'objecte que le nombre des ouvriers ne donne pas une mesure absolue de l'importance d'une affaire.

Que deviennent les entreprises qui emploient peu d'ouvriers mais dont le chiffre d'affaires est grand ?

Fabregas cependant persiste à n'accorder d'importance qu'au nombre des employés. "Les autres ne comptent pas en Catalogne", dit-il.

Ce n'est pas tout à fait exact. Les ouvriers de ces entreprises ne sont au reste pas toujours d'accord avec le règlement créé par les décrets-lois du conseil d'Economie et les dépassent de leur propre gré.

Un exemple de leur façon d'agir est fourni par les débardeurs de charbon. Comme il est naturel dans le plus grand port d'un pays qui lui-même ne produit pas de charbon, il y a à Barcelone quantité de maisons qui en importent. Leur chiffre d'affaires est considérable, mais le nombre des ouvriers embauchés chez chacune d'elles reste au-dessous du minimum qui, d'après les décrets-lois, rend possible la collectivisation. Le syndicat des débardeurs a tout de même collectivisé l'importation du charbon. Pour être tout à fait précis, il faudrait dire que le syndicat a fondé une firme nouvelle ; le syndicat patronal a été contraint de verser le capital nécessaire. Les différentes maisons existent toujours mais, en pratique, elles sont condamnées à périr, car les débardeurs organisés ne travaillent que dans leur entreprise collectiviste et il n'existe plus d'ouvriers non-organisés. Mais le ministre de l'Economie est un organisateur et, comme tel, il n'aime pas les faits qui contrarient ses conceptions ¹.

Les usines *España Industrial* sont les plus grandes usines textiles d'Espagne ; mille huit cents personnes y travaillent, en majeure partie des femmes. Avant la révolution, la maison était une société anonyme qui l'année dernière encore payait six pour cent de dividendes. La fabrique est d'ailleurs tout à fait moderne et d'une installation presque parfaite.

Les directeurs sont restés en tant que techniciens et touchent un salaire de mille pesetas par mois. La direction proprement dite est aux mains du conseil d'usine qui se

1. Depuis le changement de gouvernement en décembre 1936, Fabregas n'est plus conseiller de l'Economie.

compose de dix-neuf ouvriers et employés élus par le personnel. Trois de ses membres s'occupent des finances, trois de la vente, quatre de l'achat, quatre de questions techniques, cinq des affaires du personnel. Ce sont tous des hommes ; aucune femme ne fait partie du conseil d'usine.

Treize pour cent des frais généraux qui servaient auparavant à payer les salaires des membres de la direction sont maintenant économisés. Car les membres du conseil d'usine ne touchent aucune rémunération pour leur fonction mais reçoivent leurs salaires normaux d'ouvriers.

La production est toujours la même. La vente cependant a fort diminué et il faut stocker la plus grande partie des produits. Le conseil d'usine voudrait bien augmenter les prix, mais le gouvernement ne le permet pas.

On n'a presque plus de matières premières, le coton arrivait jusqu'ici des Etats-Unis qui, déjà avant la Révolution, ne vendaient que contre dollars et, par suite de fléchissement de la peseta, le prix a doublé. On espère recevoir du coton à de meilleures conditions de l'Argentine, peut-être en échange de produits manufacturés. On veut essayer en outre de vendre des marchandises aux pays balkaniques.

Les salaires des femmes oscillaient auparavant entre quarante-cinq et cinquante-cinq pesetas par semaine, ceux des hommes entre cinquante-deux et soixante-huit pesetas. Sur les quinze pour cent d'augmentation, personne ne verse moins de dix pour cent à son syndicat pour la guerre, la plupart donnent les quinze pour cent tout entiers.

En cas de maladie ou d'accident, le salaire continue à être payé intégralement et cela sans limite de temps, les ouvriers et ouvrières étaient déjà auparavant mis à la retraite quand ils avaient atteint soixante-cinq ans. Ils touchaient quinze pesetas par semaine. Cette somme a été portée à vingt-cinq pesetas.

Tous les versements sont pris jusqu'ici à la trésorerie et aux comptes en banque de l'entreprise. Les rentrées n'y suffisent pas du tout. On sera bientôt contraint à avoir recours, comme tant d'autres entreprises, à des avances du gouvernement.

Avant la Révolution, à peu près la moitié des ouvriers

étaient organisés, dont trois quarts dans la CNT et un quart dans l'UGT. Maintenant tous sont organisés, mais la proportion des deux organisations est restée la même. Chaque samedi a lieu une réunion d'usine où toutes les questions de la fabrique sont discutées.

Les institutions sociales de l'entreprise, conquises par les ouvriers sous la République, sont excellentes. Il y a un dispensaire, où continuellement travaillent deux médecins et une maternelle où les mères peuvent laisser aux heures de travail leurs enfants jusqu'à six ans ; pour s'occuper d'eux, elles sont libres une demi-heure dans la matinée et dans l'après-midi. Il y a en outre une crèche. La maternelle et la crèche étaient dirigées par des religieuses. Elles sont remplacées maintenant par des infirmières professionnelles. Les ouvriers ont le désir d'installer encore une école. Comme emplacement on a prévu les appartements occupés jusqu'ici par les directeurs.

On mange dans un réfectoire où l'on apporte ses provisions. Des hommes et des femmes se trouvent ici mêlés. Il y a des réchauds électriques et des éviers, mais point de cuisine.

J'ai passé plusieurs heures dans l'*España Industrial* et causé avec beaucoup d'ouvriers et d'ouvrières. Ce qui est remarquable c'est que presque tous les ouvriers et ouvrières travaillent ici depuis très longtemps. Il en résulte une sorte de patriotisme d'usine. Ils aiment leur fabrique et, quand on les questionne sur les améliorations qu'ils désirent, on reçoit toujours les mêmes réponses générales et vagues ; liberté pour tous, socialisme, fraternité. Peu nombreux sont ceux qui revendiquent au moins des institutions culturelles.

En dehors de quelques vieux anarchistes, la plupart ont pris part aux dernières élections. Il est intéressant de noter que les membres de la CNT n'ont souvent pas voté pour un des partis ouvriers marxistes mais pour la démocratique Esquerra. Maintenant tous sont pour la fusion des syndicats anarchistes et socialistes. En outre, ils sont, à quelques exceptions près, pour le salaire unique, ce qui correspond aux idées des anarchistes.

Il n'existe pas le moindre doute sur les convictions révolutionnaires de ces ouvriers et ouvrières. Les hommes

fondent volontairement les vieux métaux qu'ils trouvent dans l'usine, afin de les faire utiliser pour la guerre. Quant aux femmes, il est en vérité bien difficile de juger jusqu'à quel point elles comprennent les problèmes de la Révolution.

La fabrique de textile *San Martín* emploie cinq cents ouvriers dont cinquante femmes. Cinq pour cent des hommes sont entrés dans la milice, ce qui correspond à la moyenne de la plupart des entreprises. La fabrique ne vend presque rien ; elle ne dispose que d'une quantité insignifiante de matières premières. Aussi ne travaille-t-on que pendant trois jours de la semaine. Les salaires cependant sont payés pour la semaine entière ; l'augmentation tout entière est versée pour la guerre.

L'entreprise était une société anonyme appartenant à une seule famille. Les propriétaires y travaillaient. On les a expropriés, car ils ont été convaincus d'être fascistes. Le directeur est resté à sa place, mais son salaire est passé de mille sept cents à mille deux cents pesetas.

Quarante pour cent des ouvriers sont membres de la CNT, soixante pour cent de l'UGT. Le nombre de ceux qui étaient déjà syndiqués avant la Révolution est restreint. Le Conseil d'usine se compose surtout d'employés.

L'entreprise possède une bibliothèque qui prête les livres à domicile, une crèche et une cuisine où un repas consistant en une soupe et de la viande ou du poisson est servi pour une peseta vingt-cinq. Chacun doit apporter son vin et son pain. Il y a deux réfectoires, l'un pour les hommes, l'autre pour les femmes. Des changements ou des améliorations ne sont pas encore projetés.

L'entreprise est moderne et très bien installée. Ici aussi la plupart des ouvriers et employés travaillent depuis longtemps et sont fidèlement attachés à l'usine.

En général on se déclare ici contre le salaire unique. Avant la révolution, le salaire minimum était pour l'ouvrier de soixante-huit pesetas, pour l'ouvrière de quarante-six.

Comme je leur demande leur opinion sur le résultat de la guerre civile, tout le monde commence à rire. La victoire de la Catalogne leur paraît hors de doute ; les autres parties de l'Espagne ne les intéressent guère.

Aux mêmes propriétaires de *San Martin* appartenait une fabrique plus petite, avec deux cent dix ouvriers dont vingt-huit femmes. Les salaires sont les mêmes que dans la grande fabrique. On ne travaille que trois jours par semaine, pour économiser les matières premières et le charbon.

Comme institutions sociales, il existe une cuisine qui distribue une soupe et de la viande au prix d'une peseta. Ici aussi, chaque sexe a son réfectoire. Lorsque je demande la raison de cette séparation, un ouvrier fait allusion au soleil d'Espagne !

La fabrique est en très mauvais état. Les machines sont surannées, les ateliers malsains. Une grande salle de machines est à ciel ouvert en hiver comme en été, afin que la vapeur puisse sortir.

Avant la Révolution, aucun des ouvriers, ou presque, n'était membre d'une organisation ; maintenant tous sont à la CNT. Des nombreuses interviews, il résulte qu'ils trouvent leur usine merveilleuse et qu'ils n'ont pas de revendications. Seul un membre du Conseil d'usine déclare enfin qu'ils voudraient bien installer un sanatorium, une école et une bibliothèque. Le directeur, qui est resté et dont le salaire est passé de mille sept cents à mille deux cents pesetas, serait en outre content d'avoir quelques nouvelles machines. A mes questions on répond qu'au fond il n'y aurait rien à objecter à la fermeture de cette usine, mais la réponse manque de conviction.

J'ai parlé à dessein de trois fabriques de textile, pour pouvoir décrire trois entreprises différentes de la même branche de production. L'industrie du textile est d'ailleurs, avec l'industrie métallurgique, de loin la plus importante en Catalogne. Dans les autres branches, il existe très peu de grandes entreprises, et même les moyennes sont moins nombreuses que les petites. Mais la métallurgie travaille exclusivement pour la guerre ; sa situation ne donne par conséquent aucune indication générale.

Dans toutes les branches et entreprises, les ouvriers font la même impression. Ils ne sont pas aussi communicatifs qu'on l'affirme des gens du Midi : les Catalans sont sérieux et plutôt secs. Il est pourtant facile de prendre contact avec

eux, surtout quand ils ont compris qu'on ne les questionne pas par simple curiosité.

Leur sans-gêne naturel ne fait place à un certain embarras que si j'insiste pour savoir quelles sont leurs revendications. Cela ne résulte pas, ou du moins ne résulte pas uniquement, du fait qu'ils se considèrent maintenant comme les propriétaires de leur entreprise. Quelques-uns veulent bien me rendre service et, visiblement, se cassent la tête pour pouvoir me donner une réponse satisfaisante. Mais la vérité est qu'ils n'ont pas de revendications ou, pour être plus exact, pas de revendications matérielles.

La raison en est que le mouvement ouvrier catalan n'a jamais été réformiste. Sous l'influence des anarchistes, les syndicats étaient en premier lieu des organisations de combat pour lesquelles des augmentations de salaires ou des améliorations sociales n'étaient que des étapes vers le but final. Pourtant, cela ne suffit guère à expliquer l'absence de désirs de ce prolétariat.

Il y a une cause plus profonde. Si, depuis de longues années dans toutes les luttes de Catalogne, les revendications générales dominaient les revendications particulières, si, pendant des semaines, des grèves étaient menées avec le seul but de faire rapporter le licenciement de quelques camarades, c'était que chez ces ouvriers, le sentiment le plus fort est la solidarité. Leurs désirs sont, si incroyable que cela paraisse, surtout d'ordre spirituel. Qu'une augmentation de salaire ne les incite qu'à porter le gain nouveau à la Caisse d'épargne, voilà la meilleure preuve de leur modestie. Le plus souvent, ils n'ont même pas l'idée de mieux manger ou de mieux s'habiller, et nulle part on ne voit à Barcelone d'ouvriers qui "font la noce". La vie quotidienne les préoccupe moins que leur foi militante en une vie meilleure, libre, fraternelle, enrichie par de bonnes écoles. C'est presque un esprit religieux qui s'exprime ici, mais il n'est pas dirigé vers l'au-delà, mais vers ce monde même. Cette religiosité prolétarienne, pour qui le communisme libertaire présente le royaume des cieux, est à la base de la révolution catalane.

INVESTIGACIÓN

TOUT régime a sa police politique. Celle de la nouvelle Catalogne est le *Departamento de Investigación* ou plus brièvement, *Investigación*.

J'ai longtemps hésité avant de m'en occuper. J'appartiens aux persécutés, non pas aux persécuteurs, et je ne suis pas du gibier qui aime le chasseur ; je voudrais ne rien avoir à faire avec la police et moins encore avec la police politique, même lorsqu'elle représente une cause qui est aussi la mienne.

A quoi bon nier que dans le petit cercle où je vis ici on parle beaucoup de l'*Investigación* ? Nous sommes tous des étrangers qui nous considérons comme liés à la lutte pour la liberté du peuple espagnol et nous tous tremblons en pensant que cette Révolution pourrait se déshonorer elle-même ou être compromise par des éléments équivoques. La plupart d'entre nous connaissent la police politique, mais de l'autre côté de la barricade. Beaucoup ont été emprisonnés et la société dont nous rêvons et à laquelle nous croyons est une société sans prisons, sans police, sans indicateurs, sans mouchards. Naturellement, on ne fait pas cela en un jour. Pour le moment le peuple lutte à mort contre ses pires ennemis et il faut qu'il résiste, il faut qu'il frappe, il faut qu'il soit intolérant.

Les fascistes se conduisent en fous furieux. Ils bombardent Madrid : le musée du Prado, la Bibliothèque Nationale, l'Institut des Recherches du Cancer sont détruits. La Croix-Rouge ne donne aucune sauvegarde contre eux. Je connais le cas d'une jeune infirmière qui au front d'Aragon était tombée dans leurs mains ; on a su par des prisonniers qu'elle avait été, des jours durant, violée et torturée par des officiers avant d'être fusillée.

Les rapports sur des bombardements d'hôpitaux et de maisons de santé sont innombrables. Des déserteurs ont raconté à un ami anglais, le capitaine White, qui se trouve au front avec une ambulance, comment des ouvriers qui devaient être fusillés furent abattus à coups de couteaux, parce que devant le peloton d'exécution ils s'écrièrent : "Vive la CNT !"

J'ai vu la photographie du cadavre mutilé de l'aviateur Antonio Galarza qui avait été forcé d'atterrir dans les lignes ennemies. Ses restes, emballés dans une caisse qui était attachée à un parachute, furent lâchés au-dessus de Madrid. Du cadavre ne subsistaient que des débris d'os et des lambeaux sanglants de chair. C'était une pièce pour un musée du crime.

On a publié aussi les photographies des cadavres des enfants qui furent tués par les bombes des Junkers et des Caproni, pendant qu'ils jouaient dans les rues de Madrid, mais la plupart des journaux du monde ont refusé de reproduire ces images, parce qu'elles étaient "trop horribles".

Nul ne connaît, pas même approximativement, le nombre des antifascistes fusillés, assommés, tués à coups de couteaux ou torturés à mort. Il doit atteindre plusieurs dizaines de milliers. Le général Queipo de Llano n'a-t-il pas déclaré qu'il est prêt à tuer la moitié de tous les Espagnols ? La Passionaria rappela dans un discours à Paris qu'il promettait des "femelles" à ses mercenaires. Et le monde entier peut témoigner que ce même personnage traita devant le microphone de Radio Séville le Président de la Generalidad Companys de "cochon qui devrait être égorgé".

Tout cela on le sait, et plus encore on le soupçonne et on le devine. Est-il possible que les révolutionnaires n'opposent pas à la terreur blanche la terreur rouge ? Ne serait-il pas préférable de fermer les yeux et de ne pas parler du tout d'une institution comme celle de l'*Investigación* ?

Mais je suis décidé à voir et à dire la vérité. Je ne laisserai pas de côté l'*Investigación*.

Je ne me rends pas seul dans la tanière du lion. Emma Goldman m'accompagne avec le Français Sébastien Faure et l'Allemand Rudolf Rocker, qui comptent parmi les plus célèbres vétérans de l'Internationale anarchiste.

Emma Goldman est née en Russie, a passé la plus grande partie de sa vie aux Etats-Unis, habite la France et est sujet britannique. Sur tout ce qui concerne la police, elle ne plaisante pas. Elle a été arrêtée soixante ou soixante-dix fois et elle s'y connaît parfaitement en prisons, car, des années durant, elle a été enfermée dans les prisons les plus différentes.

Elle obtient sans difficulté l'adresse de l'*Investigación* qui, inconnue et mystérieuse, s'est installée en banlieue dans une villa appartenant auparavant à un marquis. La demeure est meublée avec autant de luxe que de mauvais goût.

“L'*Investigación*, nous dit-on, ne donne pas d'interview. Nous sommes une institution anonyme, nos personnes n'ont aucune importance et il n'y a rien à en dire. Mais pour Emma Goldman et ses amis nous n'avons pas de secrets. Que voulez-vous savoir ?”

J'ose à peine regarder Emma Goldman. Je sais qu'elle pense la même chose que moi : ces hommes qui ne veulent être que des choses, sont-ils modestes ou inhumains ?

Nous ne nous gênons pas.

“Êtes-vous différents de la police politique des autres pays ? Peut-on seulement parler de vous ou vaut-il mieux vous passer sous silence ?

– Nous ne sommes pas des fonctionnaires, nous sommes des révolutionnaires. Nous travaillons pour la Révolution et c'est notre devoir d'être inflexibles. Cela est nécessaire et nous n'avons pas honte de notre activité.

– En quoi consiste au juste cette activité ?

– Elle se divise en trois parties : enquêtes, contre-espionnage, poursuite.

– Ne parlons que de la troisième. En quelles circonstances opérez-vous une arrestation et que faites-vous des prisonniers ?

– Lorsque nous avons des soupçons, nous suivons l'affaire. Quand il y a une dénonciation, comme dans la plupart des cas, nous faisons une enquête approfondie avant d'arrêter les suspects. Puis nous les interrogeons ; enfin, ou bien nous les relâchons, ou bien nous les traduisons devant le Tribunal populaire.

– Vous ne les condamnez pas et vous ne les exécutez pas vous-mêmes ?”

L'*Investigación* nous regarde comme si nous étions devenus subitement fous.

“Pensez-vous ! Nous ne sommes pas des juges et moins encore des bourreaux. Il semble que vous nous preniez même pour des assassins ! Soyez tranquilles, nous ne sommes qu'une police ; nous nous occupons exclusive-

ment de découvrir les ennemis de la Révolution ; c'est aux tribunaux de les punir.

– Traitez-vous les prisonniers vraiment bien ? Il n'y a pas de brutalités, pas de troisième degré, pas d'aveux extorqués ?

– Vous pouvez parler aux prisonniers, nous ne voulons même pas assister à votre entretien. Il y a des étrangers parmi eux, parlez-leur dans la langue que vous voudrez. Voici les procès-verbaux, vous pouvez les lire et les vérifier.

– Vous avez donc une prison spéciale.

– Vous la verrez.

– Une autre question encore : n'y a-t-il pas de danger que vous deveniez un Etat dans l'Etat, que se concentre en vos mains toujours plus de pouvoir, que vous exerciez enfin une sorte de dictature ?”

L'Investigación n'est pas imbécile, elle est même très intelligente.

“Ce danger existe, répond-elle. Notre expérience et notre routine s'accroissent évidemment de plus en plus. Le jour peut venir où l'on nous croira indispensable, et alors nous pourrions facilement abuser de notre pouvoir. Mais vous ne devez pas oublier que nous ne sommes pas indépendants, nous dépendons de la Junte de Sécurité du ministère de l'Intérieur, donc d'un organisme qui se compose des représentants de toutes les organisations antifascistes et qui à chaque moment peut nous destituer. En outre, nous sommes responsables devant notre propre organisation qui, elle aussi, peut nous révoquer à chaque instant.

– Quelles sont donc vos relations avec les partis et les syndicats ?

– Nous ne sommes pas l'organe d'une seule organisation. Nous servons l'intérêt commun de tous les antifascistes. Les organisations auxquelles nous appartenons peuvent bien nous rendre responsables en tant qu'individus, mais seule la Junte de Sécurité peut nous donner des ordres. Quand par exemple un syndicat désire quelque chose de nous, il peut naturellement s'adresser à nous directement, exactement comme tout particulier. Mais c'est exclusivement la Junte de Sécurité, au nom de toutes les organisa-

tions antifascistes, qui peut nous charger de missions. La possibilité d'abus est donc tout de même assez limitée. Nous ne devons surtout jamais oublier que le gouvernement n'appartient pas à un seul parti dont nous ayons à favoriser les prétentions totalitaires.

– Et quelles sont vos relations avec le reste de la police ?

– Elles sont très bonnes. Les activités sont coordonnées et nous collaborons : nous lui passons les cas criminels et elle nous passe les cas politiques. Il arrive naturellement souvent que l'une des sections s'occupe d'un cas dont l'enquête fait apparaître qu'il est l'affaire de l'autre section.

– Comment êtes-vous recrutés ?

– Notre personnel à nous est restreint ; il ne se compose naturellement que de camarades à toute épreuve. Lorsque nous avons besoin de renforts, nous nous adressons à l'autre police.

– N'arrive-t-il pas que vos gens dépassent leurs attributions ?

– Certainement, cela arrive."

L'*Investigación* cherche un dossier et le pose devant nous.

“Voici, dit-elle, le dossier d'un vieux camarade que nous connaissons depuis de longues années. Il a volé pendant une perquisition à domicile.

– Et qu'est-ce qu'il est devenu ?

– Il a été fusillé.

– Par vous ?

– Mais non. Nous l'avons traduit devant le Tribunal populaire et c'est celui-ci qui l'a condamné à mort.

– Ce verdict n'était-il pas trop sévère ?

– Non. La Révolution doit être inexorable, et d'autant plus contre nos propres hommes. C'est pourquoi les camarades du Tribunal populaire ont eu raison de faire un exemple. Actuellement on ne peut pas juger comme dans des temps normaux.

– Faites-vous une différence entre les bourgeois et les prolétaires fascistes ? demande Emma Goldman.

– Pas du tout. La volonté de l'individu a pour nous la même importance que ses origines."

Nous demandons aux membres présents de l'*Investigación* quel est leur métier. Il n'y a pas d'intellectuels. La

police politique de la Catalogne ne se compose que d'ouvriers, de paysans et d'employés.

“Afin que vous ne commettiez pas d'erreur, nous dit-on à la fin, nous voulons vous dire que nous ne touchons pas d'indemnités. Nous recevons dix pesetas par jour comme tout milicien.”

Et maintenant commence la partie la plus difficile de notre enquête. Maintenant nous allons voir les prisonniers. Il pleut à verse, quand nous quittons la villa de l'*Investigación* et passons par le parc. Nous avons froid. Par surcroît, il fait nuit et nos guides éclairent le chemin avec leurs lampes de poche.

Après quelques pas nous sommes arrivés. Nous allons par derrière à la prison, dont les fenêtres sont barrées. Mais ce ne sont que les communs ; lorsque nous sommes devant la maison, nous voyons que c'est également une villa, voisine de celle où se trouvent les bureaux de l'*Investigación*. Il n'y a pas de dispositions spéciales de sécurité, seule la porte est fermée à clé. Pas même une sentinelle ne s'y trouve ; les miliciens ne montent la garde qu'à l'entrée du parc.

La porte ouverte, je vois dans le vestibule plusieurs hommes et femmes assis autour d'une table. Je crois d'abord que ce sont des gardiens, mais ce sont les prisonniers. On nous laisse vraiment seuls avec eux. Nous parlons en espagnol avec les Espagnols, en allemand avec les Allemands et Emma Goldman découvre même un Russe avec qui elle parle en russe. En tout, il y a à peu près une vingtaine de personnes.

Des plaintes ? Non, pas une seule. Tous les prisonniers, sans exception aucune, déclarent qu'ils sont très bien traités. Ils reçoivent la même nourriture que leurs gardiens, y compris du vin. Ils peuvent prendre des bains dans la salle de bains de la villa aussi souvent qu'ils en ont envie. On n'a même pas pris leurs rasoirs aux hommes. Je jure que c'est la pure vérité ; les prisonniers me l'ont dit et je l'ai vu de mes propres yeux.

Il va de soi que tous désirent être relâchés le plus vite possible et affirment qu'ils sont innocents. Nous ne pouvons naturellement pas vérifier leurs dires, mais nous avons constaté quelques jours plus tard que la plupart avaient été

libérés... *L'Investigación* rit, lorsque nous prenons congé, et tous nous énumèrent les prisons dans lesquelles ils ont été eux-mêmes. Emma Goldman est heureuse comme après une bataille gagnée et nous rentrons à l'hôtel, gais comme des enfants qui ont reçu un cadeau.

LA MILICE

LA PREMIÈRE impression que l'étranger éprouve en Catalogne vient de la milice. Dans ses uniformes variés et avec ses insignes multicolores on la voit partout. On pourrait faire des livres d'images les plus pittoresques avec des portraits de miliciens et de miliciennes. Ils n'ont rien de la monotonie des autres armées, chacun présente un aspect différent et l'on ne peut qu'espérer que ces types bariolés et sauvages trouvent un jour leur peintre.

Le plus difficile est de décrire la formation et la composition de la milice. En vérité, c'est impossible.

L'Espagne antifasciste possède deux armées : ce qui est resté de l'armée régulière et la milice. En Catalogne pourtant, ces deux armées n'en font qu'une, au moins jusqu'à ces derniers temps.

Après le 19 juillet, de l'ancienne armée, seuls les aviateurs et quelques rares unités étaient restés fidèles en Catalogne. Les régiments qui avaient lutté contre le peuple furent dissous et les soldats furent renvoyés dans leurs familles. Infime était le nombre des officiers qui, conformément à leur serment, servaient le gouvernement légal et pouvaient être employés dans la lutte contre le fascisme.

On s'arrangea en envoyant au front la plus grande partie de la police et des différents corps de la gendarmerie. Mais avant tout, la révolution s'appuya sur les volontaires. Chaque organisation, le gouvernement, les partis, les syndicats, formèrent des colonnes ; les centres politiques et syndicats devenaient des bureaux d'enrôlement ; partout, par la parole et par la plume, on somma les révolutionnaires d'entrer dans la milice.

Et les masses vinrent. Aux lieux de rassemblement, des hommes et des femmes firent la queue. On ne put même accepter tous ceux qui voulaient combattre.

Les premières colonnes partirent en camions et en autocars à la rencontre de l'ennemi, nul ne savait bien à quel endroit, car il n'existait pas encore de front. Seulement vingt-quatre heures plus tard on découvrit que personne

n'avait pensé à les pourvoir de munitions et de provisions. On chargea quelques camions qu'on leur fit suivre.

Très peu de miliciens avaient une instruction militaire ; la plupart furent armés très insuffisamment. Beaucoup partirent avec un seul revolver, en portant les cartouches dans les poches du pantalon.

Il n'était pas question d'un équipement de campagne. On voyait des miliciens chaussés d'espadrilles. Plus tard seulement apparut le classique béret des soldats espagnols avec les deux pointes, rouge et noir pour les anarchistes, rouge pour les socialistes et les communistes, bleu pour les esquerristes, et la combinaison des mécanos devint une sorte d'uniforme.

Les officiers, pour autant qu'on pût leur donner ce nom, étaient des chefs politiques en qui les prolétaires en armes avaient la même confiance qu'auparavant dans les grèves ou dans les réunions. Ces officiers n'étaient pas mieux préparés pour la guerre que leurs soldats. Ils ne connaissaient pas même l'abc de la tactique militaire. L'art de creuser des tranchées et de poser des barbelés, de se coucher et de lancer la grenade à main, la milice ne l'apprit que pendant la guerre. En grande partie leurs instructeurs furent des révolutionnaires étrangers qui avaient l'expérience de la guerre mondiale et venaient en nombre toujours croissant pour lutter contre le fascisme et pour la révolution mondiale.

Les opérations furent dirigées sans stratégie aucune. Les ouvriers ne connaissaient que des batailles de rue, les barricades leur étaient plus familières que les tranchées et il leur fallut un certain temps pour comprendre que des amas de pierres ne protègent pas contre les armes modernes. Ils se sentaient plus à l'aise pour défendre un village, de préférence leur propre village. La nécessité militaire de déplacer des troupes et de posséder une technique spéciale, ils l'ignoraient encore.

Il n'y avait ni quartiers généraux, ni états-majors, ni organisation pour la transmission des nouvelles. Chaque colonne s'occupait elle-même de son train, et quand elle avait besoin de munitions ou de provisions, elle envoyait une délégation à Barcelone pour chercher ce qui manquait.

Il est à peine besoin de dire que ces troupes commirent toutes les fautes que l'on peut commettre. Des attaques de nuit furent opérées avec des vivats pour la Révolution, les canons furent souvent placés sur la même ligne que l'infanterie. Il y eut parfois des incidents vraiment grotesques. Un milicien m'a raconté qu'un jour, après le déjeuner, tout un détachement se rendit dans une vigne voisine pour manger des raisins ; lorsqu'ils revinrent, leur position était occupée par l'ennemi.

Cette armée de volontaires a contenu les fascistes, dont le noyau est formé par la presque totalité de l'armée régulière espagnole. Ce sont ces volontaires qui ont conquis la moitié de l'Aragon et qui assiègent Huesca, Saragosse et Teruel. La discipline militaire se confond ici avec l'esprit de sacrifice de la révolution.

La contrainte et la discipline rigide sont presque superflues. Chaque homme sait pourquoi il lutte. L'ennemi n'est pas l'ennemi inconnu, pour ainsi dire objectif, des guerres impérialistes, et les paysans et ouvriers qui sont au front ne le combattent pas seulement mais ils le haïssent aussi de tout leur cœur. Ils savent que les fascistes n'épargnent ni prisonniers ni blessés et qu'il n'y a aucune possibilité de se rendre ou d'arriver à un compromis.

Aussi la milice n'est-elle pas une armée qui a bon ou mauvais esprit, c'est une armée politique qui a conscience de faire la guerre civile non point pour des valeurs abstraites, non point pour des provinces à conquérir, non point pour des colonies ou des routes impériales, mais pour l'existence personnelle de chacun.

"Les autres", ce sont pour eux les officiers, les capitalistes, les membres des organisations fascistes. Il n'y a pas de pardon pour ceux-là. Par contre, on ne fait pas de mal aux soldats faits prisonniers, on les considère comme abusés et contraints. En fait, ils le sont très souvent. Lorsqu'ils attaquent, des officiers et des phalangistes se placent derrière eux, armés de pistolets automatiques. Pourtant, tous les jours des déserteurs arrivent des lignes ennemies et beaucoup déclarent qu'ils désirent lutter dans les rangs de la milice.

Voilà pourquoi la propagande est si importante, jusque dans les lignes les plus avancées. La guerre civile a ses

propres lois. Souvent on installe dans les tranchées des haut-parleurs que l'ennemi peut entendre, on s'adresse par des discours aux soldats fascistes, la musique joue "Debout les damnés de la terre !" ... Révolution, armée révolutionnaire, guerre révolutionnaire.

La résolution farouche et fanatique de tout un peuple de battre le fascisme et de défendre sa Révolution domine la milice. Mais les révolutionnaires sont des soldats humains, des soldats de l'humanité. "Le plus dur c'est quand les grands blessés m'appellent et quand je dois tenir leurs mains pendant qu'ils meurent", me déclare le chef d'une colonne, un anarchiste italien.

C'était au front. J'avais causé d'abord avec un milicien. "La plus belle centurie du monde", déclara-t-il avec conviction, en parlant de la sienne. Et l'esprit qui s'y manifestait n'était déjà plus l'esprit de la milice.

La guerre a, petit à petit, changé l'armée des premières semaines et des premiers mois de la Révolution. Déjà elle ne se compose plus de prolétaires armés qui considèrent leur unité comme une annexe de leur parti ou de leur syndicat. Les miliciens sont devenus des soldats.

Cette armée s'est spontanément militarisée. Ses groupes sont devenus des escouades, ses centuries ou banderas des compagnies, ses secteurs des bataillons, ses colonnes des régiments. Seuls les noms sont différents, et encore ! Il y a des compagnies qui s'appellent compagnies et des bataillons qui s'appellent bataillons.

Les officiers portent le nom de délégués. Les délégués réunis des groupes élisent le délégué de leur centurie, ceux de la centurie le délégué de leur secteur. Mais ce sont de véritables officiers, en cas de besoin ils font valoir leur autorité et il leur faut sortir de la tranchée et avancer les premiers à l'attaque.

C'est encore un vestige de la première période qui, cependant, disparaît de plus en plus, s'ils sont élus. Cette armée composée de volontaires et où les soldats pourvus d'une instruction militaire sont des exceptions a manqué d'abord de matériel humain pour faire des officiers. Il s'en est formé au cours des mois et l'expérience prouve que les plus qualifiés se sont presque toujours imposés.

Tout le monde comprend que l'on ne peut pas faire la guerre sans discipline. En théorie, la milice se fonde toujours sur la libre volonté, mais, en pratique, celle-ci devient de plus en plus une fiction. Au milieu d'une tranchée j'ai vu une pancarte avec le règlement de la tranchée. Son paragraphe quatre prescrit d'adresser les plaintes et les demandes au délégué de la centurie, afin d'éviter des inconvénients. Le milicien ne peut donc pas s'adresser à tout chef supérieur mais doit avoir recours au commandant de sa compagnie, selon les règles de cette hiérarchie qui règne dans toutes les armées. Un autre paragraphe prescrit de ne tirer que sur ordre. Ce qui pose automatiquement la question de sanctions pour les infractions à la discipline.

Jusqu'à un certain point, l'impunité devrait correspondre au volontariat, mais pratiquement ce n'est pas réalisable. Les miliciens ne veulent, certes, rien savoir de l'ancien code militaire, provisoirement remis en vigueur. Mais il y a des cours martiales, les petits délits sont jugés par les délégués du secteur, les plus grands par ceux de la colonne. Et des condamnations à mort ont été prononcées et exécutées. Par exemple, on a fusillé un téléphoniste qui avait dormi pendant une attaque.

On n'est pas fixé, au moins théoriquement, sur ce que l'on doit faire des déserteurs. La question de savoir si chaque volontaire peut simplement rentrer chez lui, reste pendante. En réalité, on ne laisse partir que les étrangers. Aux Espagnols on fait de la morale, on les menace de les dénoncer à leur organisation politique et de les compromettre ainsi ; enfin, on leur refuse tous moyens de transports. Il y a eu quelques cas où des miliciens voulaient retourner chez eux, mais aucun n'a réussi à réaliser ce désir.

La milice s'est transformée au sommet comme à la base. Après le 19 juillet, la direction de la défense de la Catalogne fut exercée par le Comité de la Milice qui fut pendant plusieurs semaines le véritable gouvernement. Lorsqu'ensuite le gouvernement fut transformé et que les anarchistes y entrèrent, le ministre de la Guerre Sandino, un lieutenant-colonel de l'active qui sympathisait avec la gauche républicaine, fut nommé commandant de toutes les forces armées en Catalogne. Comme secrétaire général on lui

adjoignit l'anarchiste Garcia Oliver, un ancien ouvrier, devenu une des figures de premier plan de la révolution par son activité juvénile et ses dons oratoires.

Du ministre de la Guerre et de son secrétaire général dépendent trois sections : premièrement la section d'opérations, deuxièmement les administrations militaires des ambulances, des transports, de la censure, de l'équipement, de l'intendance et de l'inspection générale, qui ont à leur tête les représentants des différentes organisations antifascistes, troisièmement le Comité de la Milice.

Ce Comité est dirigé par l'écrivain anarchiste Santillan. C'est lui qui est effectivement à la tête de toutes les forces militaires en Catalogne, surtout après qu'Oliver a pris les fonctions de ministre de la Justice dans le gouvernement de Madrid ¹.

Toute cette organisation est encore en pleine évolution. Elle se transforme de semaine en semaine et prend peu à peu un aspect tout différent.

La guerre civile devient de plus en plus une guerre entre grandes armées, faite avec tous les moyens de la technique moderne. La milice ne devait avoir que des effectifs restreints, pour la raison déjà qu'elle ne pouvait être composée que de révolutionnaires conscients, disciplinés par sacrifice à leur suprême idéal. On s'est donc vu dans l'obligation de mobiliser plusieurs classes et d'organiser, en dehors de la milice, une grande armée régulière.

La mobilisation contraste entièrement avec le volontariat. Il est naturellement impossible de donner aux nouvelles recrues les mêmes droits qu'aux miliciens en qui on peut politiquement avoir toute confiance. Avant tout, les officiers ne sont plus élus mais nommés. Il est vrai qu'ils sont en partie déjà sortis des écoles d'officiers créées par la Révolution ; la plupart de ces nouveaux officiers sont d'anciens ouvriers qui viennent des organisations antifascistes.

Plus difficile à résoudre est la question du commande-

1. En décembre 1936 Sandino a quitté le gouvernement et a été remplacé par l'anarchiste Esgleas, tandis que Santillan est devenu ministre de l'Economie.

ment supérieur. On ne peut pas improviser des officiers d'état-major, et il n'y a pas d'autres possibilités que de s'en remettre aux officiers supérieurs qui n'ont pas pris part à la révolte mais dont la fidélité à la Révolution est parfois assez douteuse. On essaie d'y remédier en adjoignant, selon l'exemple de la Révolution russe, un commissaire politique à chaque commandant. Ces commissaires politiques sont nommés par la Generalidad, donc par les représentants de toutes les organisations antifascistes.

Cette militarisation est fort discutée, une grande partie de la milice lui est décidément opposée, en particulier les anarchistes, dont beaucoup y voient le commencement de la fin de la révolution.

Les anarchistes sont souvent comme fascinés par l'histoire de l'anarchiste russe Makhno qui, chef d'une troupe de volontaires, fut contraint par les bolcheviks à dissoudre son corps franc et à s'exiler. Par l'expulsion de Makhno, qui mourut à Paris en 1934, l'anarchisme en Russie fut privé de sa plus grande force. La plupart des anarchistes espagnols connaissent ses mémoires et ils craignent que la nouvelle armée révolutionnaire ne leur réserve un sort pareil en Espagne.

Mais on ne peut pas faire une guerre moderne avec de petites unités qui ne se composent que de camarades de la même organisation politique, se pourvoient elles-mêmes de leurs objectifs, communiquent à peine avec les autres unités et peut-être même se jalourent les unes les autres. Dans la guerre moderne les soldats ne peuvent être disposés selon leur appartenance politique, on a besoin non seulement de bataillons et de régiments mais aussi de brigades et de divisions, et, surtout, on a besoin d'un commandement unique.

En vérité, le problème de la militarisation n'est pas un problème. On peut être contre toute armée, et il faut l'être. Mais ce qui n'existe pas, c'est une armée non militarisée. Les anarchistes eux aussi ont dû vaincre leur haine profonde de toute contrainte et de tout centralisme ; c'est une illusion de plus que la réalité leur a enlevée. Ils ne peuvent que se consoler par cette conviction qu'en fin de compte les masses remettront tout en ordre, qu'elles remédieront à

tous les oublis, qu'elles répareront toutes les fautes. Il est vrai que le prolétariat catalan a profondément enraciné en lui la haine de la hiérarchie et la foi en l'action directe.

Santillan, à qui je parle de tout cela, est un des rares intellectuels anarchistes. Il a fait des études de philosophie à Madrid et de médecine à Berlin où il était en exil pendant la dictature de Primo de Rivera. Jusqu'à la Révolution, il vivait alternativement en Espagne et en Argentine. A Buenos Aires, il échappa au dernier moment aux bourreaux du dictateur Urriburi ; son nom figurait sur la liste des hommes qui devaient être fusillés sur-le-champ. En Espagne, sous la République, il fut arrêté cinq fois en deux ans et demi, séjournant longtemps en prison. Entre-temps il dirigeait la revue anarchiste *Tierra y Libertad* et les éditions anarchistes, il parle toutes les langues et il me montre les livres allemands qu'il a traduits en espagnol. Ce ne sont que des œuvres pacifistes.

“C'est la tragédie de ma vie, dit-il, d'être obligé maintenant de m'occuper de la guerre et de tout ce qui s'ensuit.”

Mais ce n'est pas à cause de ses travaux littéraires qu'il est aujourd'hui à la tête du Comité de la Milice. Ce pacifiste fut un des chefs les plus actifs dans les batailles de rue du 19 juillet et la milice est en grande partie son œuvre. Pourtant c'est lui qui déclare sans détour ce que d'autres osent seulement laisser entendre, même dans les cercles les plus intimes.

“La milice a accompli sa tâche. Elle doit se confondre avec la nouvelle armée révolutionnaire. Il n'y a pas de guerre anarchiste, il n'y a qu'une seule espèce de guerre et il nous faut la gagner. Nous la gagnerons, mais nous devons renoncer à beaucoup de nos principes. L'anarchisme est opposé absolument à la guerre et aux nécessités de la guerre, il n'y a aucune possibilité de les concilier.”

Santillan n'est pourtant pas un anarchiste modéré, il appartenait toujours à l'aile radicale de la FAI.

Je sais qu'il travaille vingt heures par jour. Pour pouvoir me parler, il m'a invité à déjeuner et notre conversation se passe à une longue table où sont assis non seulement Santillan, sa femme et quelques hôtes, mais aussi le chauffeur et ses trois gardes du corps. Leurs ongles ne sont pas tout

à fait propres et il est bien entendu qu'ils tutoient leur chef, mais aucun d'eux ne trempe sa cuillère dans la soupe avant qu'il ne l'ait fait lui-même.

A côté de lui est assise la petite fille d'un camarade qui mourut accidentellement en fabriquant des bombes. L'enfant vit maintenant chez les Santillan. Leur propre fils est chez des parents en Argentine, et, pendant qu'il me parle de la militarisation de la milice, il noue une serviette autour du cou de la petite.

Le café est à peine pris qu'il consulte sa montre. Puis il prend son fusil dans un coin de la salle à manger, embrasse sa femme et la petite et retourne à son travail : encore un écrivain de notre temps devenu homme d'action.

ON m'a donné une autorisation et une petite Ford que je conduis moi-même. Ainsi je vais au front comme en excursion dominicale. Bientôt, après Barcelone, la montagne commence et la route passe en lacets au pied du Montserrat qui se dresse sur la droite. Je traverse des villages et des villes où, en passant, on ne remarque de la révolution que des affiches, des miliciens, des drapeaux, des inscriptions, mais de la guerre rien du tout.

A Lerida le trafic est intense comme dans une grande ville ; c'est la dernière ville avant la zone de guerre. Immédiatement après, la route bifurque. A droite, elle mène à Huesca, à gauche à Saragosse, et le poteau qui indique les distances porte une pancarte avec l'inscription : "Vers le Front Aragonais".

Nous voilà en Aragon, au désert. A l'arrière-plan, on aperçoit les Pyrénées dont les cimes sont couvertes de neige. Partout ailleurs l'aridité du paysage n'est interrompue que rarement par quelques oliviers. Les montagnes et les collines rappellent des dunes, et sur leur sol sableux ne pousse que l'herbe des landes. Pendant des kilomètres il n'y a ni arbre, ni buisson, ni maison. La distance d'une ferme à une autre, d'un village à un autre, est aussi grande que celle qui dans des régions plus fertiles sépare les villes. Des heures durant on ne rencontre pas un homme, on ne voit pas un lopin de terre cultivée.

Tout à coup les villages apparaissent, on les distingue mal. Leurs maisons jaunes se détachent à peine sur la montagne ocrée à laquelle elles s'accrochent. Si pitoyable qu'il soit, chaque village est pourtant une oasis dont les taches vertes se perdent, étrangères et isolées, dans ce désert.

C'est le silence. Parfois un chien aboie quelque part. De temps en temps on rencontre un enfant qui salue le poing levé. On ne s'étonne pas d'aller au front. Que pourrait-on faire d'autre ici ? Ce démoniaque paysage africain semble le décor naturel de la guerre et de la mort.

Enfin une ville, je ne veux pas la nommer, ici se trouve le quartier général. L'atmosphère est celle de l'arrière du front. Des voitures appartenant à toutes sortes de corps et de chefs ; des voitures à croix rouge dont quelques-unes portent les noms de partis ouvriers étrangers qui les ont offertes ; des voitures avec du matériel de guerre, des vivres, du courrier. La population civile se perd dans cette fourmilière, on ne voit que des miliciens : des soldats de liaison, des permissionnaires, des détachés, des malades, des blessés, des sentinelles – mais pas d'officiers. Tous portent la combinaison kaki devenue uniforme et le béret avec les insignes des organisations antifascistes. Il n'y a pas de distinction de grades.

Dans les hôtels et les cafés on trouve difficilement une place. Aux murs, le menu unique fixé par le Comité de Guerre est affiché : à déjeuner un potage, un bouilli de viande et de légumes, un rôti ou de la volaille, du pain, du vin, un dessert (fruits ou pâtisserie) ; à dîner un potage, des légumes, un rôti ou de la volaille, du pain, du vin et dessert comme à midi. Les munitions manquent, mais les repas sont bons et copieux au front. Ce menu doit d'ailleurs être payé ; on ne donne des bons qu'exceptionnellement. Le prix du repas est fixé à 2,75 pesetas et le menu prescrit ne peut être changé que par ordonnance médicale, afin que nul ne soit favorisé.

Pour éviter toute erreur, j'ajoute qu'il s'agit de repas au restaurant. Mais jusqu'ici tout milicien peut y aller, puisqu'il touche 10 pesetas par jour. Ça changera bientôt, car à la longue cette dépense dépasse les possibilités de l'Etat.

Le quartier général se trouve dans le plus grand bâtiment de la ville, dont j'ai oublié de demander l'ancienne affectation. Le commandement est exercé par un colonel de l'armée active. Son uniforme est une vareuse en cuir et la plupart de ses subordonnés le tutoient. Un milicien, en vareuse de cuir aussi, m'indique sur la carte les positions des deux partis et me donne des conseils pour la route que je dois prendre ; plus tard j'apprends qu'il est, lui aussi, officier d'active. Les couloirs et les pièces, y compris le bureau du commandant, sont pleins de miliciens ; partout

des postes de TSF hurlent les dernières nouvelles et l'ensemble donne l'impression d'une assez grande confusion.

Mais je me rappelle le quartier général de Primo de Rivera pendant la guerre du Rif ; tout s'y passait à peu près de la même façon. Beaucoup de choses qui dans ce pays étonnent les habitants des régions plus septentrionales sont simplement espagnoles, qu'il s'agisse de fascistes ou de révolutionnaires. Ce qui surprend plus que ce désordre est qu'il y ait un vrai quartier général avec un chef d'état-major et une section d'opérations.

Je m'efforce d'observer avec le plus d'impassibilité possible. Loin de moi l'intention d'embellir la guerre ou la vie militaire. Mais la vérité est que le gouvernement et les partis antifascistes ont fait un admirable travail d'organisation, d'autant plus grandiose lorsqu'on pense à la négligence qui règne en général en Espagne.

Qu'en quelques semaines des adversaires implacables de la guerre aient pu se transformer en soldats et des groupements politiques devenir une armée, voilà qui restera dans l'histoire des luttes de classes et des révolutions comme un miracle d'héroïsme et d'abnégation. Tout le monde sait que le manque d'armes et de matériel de guerre est terrible. Il n'y a là rien à cacher, et si les fascistes espagnols devaient vaincre, tous les partis antifascistes et tous les gouvernements non fascistes du monde en porteraient la responsabilité, parce qu'ils ont empêché que le légitime gouvernement reçoive les livraisons dont il avait besoin.

La volonté de lutte des troupes antifascistes est en tout cas irréprochable et leur organisation militaire ne laisse que très peu à désirer. Ce quartier général est déjà presque un quartier général régulier, cet arrière est déjà presque un arrière de guerre normal, cette armée est déjà presque une véritable armée moderne. Et ce travail gigantesque n'est pas l'œuvre d'un seul ; ce n'est pas un organisateur génial, c'est le peuple lui-même qui l'a accompli en moins de trois mois.

Mais bien que l'arrière soit très instructif, je veux aller plus près du front. Je conduis donc ma petite Ford le long de la route vers Huesca, à travers un paysage qui, dans son aride stérilité, a exactement le même aspect qu'avant la

ville ; je passe devant des poteaux sur lesquels le nombre des kilomètres diminue continuellement et qui portent l'indication : "Vers le Front". Encore vingt-cinq, encore vingt, encore quinze kilomètres. Huesca, et avec elle la guerre, approchent de plus en plus.

Le soleil du midi brûle ardemment dans cette journée de novembre. On n'entend pas un bruit. Il n'y a plus que douze kilomètres. De temps en temps je montre mes autorisations à une sentinelle, puis je continue, toujours le long de la route nationale qui est large, bombée et goudronnée. J'ai peine à croire que je suis correspondant de guerre.

Sietamo. Un piètre village qui fut ainsi nommé parce qu'en 1809, au cours de la guerre contre Napoléon, il fut défendu par sept hommes. Cette fois-ci des Espagnols l'ont pris à des Espagnols ; chaque maison dut être conquise l'une après l'autre par les miliciens. A Barcelone on peut voir dans les cinémas le film qui a été tourné durant ces combats.

Le village entier est en ruines. Dans la plupart des maisons, seuls les murs sont restés debout, sans toitures, sans escaliers, sans planchers, sans cloisons. A travers des portes, défoncées par des obus, surgissent parmi les décombres des restes de lits ou d'autres meubles. Rien est demeuré intact, et on ne voit, en dehors des miliciens, que quelques femmes et quelques enfants parmi les débris. Les hommes sont tous morts : fusillés, asphyxiés ou morts de faim dans les caves où ils étaient enfermés par les fascistes, tandis que leurs maisons s'écroulèrent au-dessus d'eux... L'Europe entière ne sera-t-elle bientôt qu'un seul grand Sietamo ?

Maintenant je suis dans la zone de guerre et les poteaux indiquent : "Danger !" La route tourne, elle descend légèrement, une vallée s'ouvre devant moi et au milieu je vois Huesca avec la cathédrale au centre et de petits nuages de fumée qui planent et montent autour de la ville. C'est donc ici qu'on lutte pour l'avenir de l'Espagne, pour l'avenir du monde, et là où sont les petits nuages de fumée règne la mort.

Je contourne la ville qui est bloquée de trois côtés et d'où l'on ne peut sortir que par un seul chemin. Le cercle que je décris est distant d'environ quatre à cinq kilomètres de son centre, la cathédrale. Parfois il me faut, en dépit de la mau-

vaie route, aller aussi vite que les forces de ma petite Ford le permettent, car en ces endroits la route est découverte et exposée au tir de l'ennemi. Quels sont exactement ces endroits, il est facile de l'apprendre. A tous les points importants des sentinelles sont postées, et quelquefois il faut charger un milicien qui marche le long de la route.

Dans une grande ferme se trouve le PC d'une colonne : des cartes, des téléphones, des bureaux, des sentinelles, des voitures, des motocyclettes. Tout est exactement comme dans n'importe quelle armée en campagne, avec seulement un peu moins de faste et sans cliquetis d'éperons, sans galons d'or ou d'argent.

Une autre chose encore me frappe qu'on ne voit pas d'habitude si près de l'ennemi. Il y a des femmes. Elles portent des pantalons et font le même service que les hommes. Inutile de mentionner que la vanité perd ici ses droits et que ces femmes ne se servent ni de bâtons de rouge ni de poudre. La plupart ont les cheveux coupés si courts qu'il est souvent difficile de reconnaître leur sexe.

Je pense que nul être humain n'est fait pour la guerre, mais les femmes moins encore que les hommes. C'est un fait toutefois que les femmes font leur devoir avec le même dévouement que leurs camarades masculins. Beaucoup se sont même particulièrement distinguées par leur vaillance.

Sur leur présence les opinions sont partagées. Une partie des miliciens auxquels j'en parle l'approuve, parce qu'au nom du principe de la libre volonté ils considèrent le service militaire antifasciste comme un acte de volonté révolutionnaire. "Chacun a le droit de faire ce qu'il veut de sa vie. Nous serions de mauvais révolutionnaires si nous voulions empêcher une femme de donner sa vie dans la lutte contre le fascisme", me dit l'un d'entre eux.

La plus intéressante des opinions contraires est celle d'un milicien qui m'explique que la présence des femmes le gêne dans les moments les plus difficiles. "Quand je vois une femme au feu qui est découverte, je voudrais me précipiter pour la protéger. Je crois que c'est un sentiment masculin très naturel, déclare-t-il, et il m'est insupportable de le refouler".

Il va de soi qu'il y a parmi les miliciennes aussi des éléments équivoques. On les renvoie de même que les hommes inaptes. Quelques prostituées, qui les premiers temps s'étaient faufilees dans la milice et avaient des maladies vénériennes, ont même été exécutées.

La plupart des miliciennes sont d'ailleurs parties pour le front à côté de leurs maris ou amis. Elles font avec eux le travail des hommes et par surcroît souvent les prétendus travaux féminins comme la cuisine, la lessive et le raccommodage.

Les chefs de colonne qui occupent cette partie du front tiennent justement conseil. Ainsi les connais-je tous à la fois. Ce sont de vieux militants politiques, aucun d'eux ne possède d'instruction militaire. C'est d'autant plus étonnant que ces hommes habitués aux longues discussions aient si vite appris à s'exprimer brièvement et positivement ; leur conseil ne dure pas plus longtemps que n'importe quelle réunion d'officiers dans des conditions semblables. Dans la conversation privée, par contre, ils sont quelque peu timides. Ils ne savent pas encore très bien s'ils doivent se considérer comme des politiques ou des soldats ; leur état d'esprit évolue.

Comment se développera cette nouvelle couche de dirigeants ? C'est le problème de toutes les révolutions, mais cette fois-ci, sa résolution est encore plus incertaine qu'à l'ordinaire, car beaucoup de ces commandants sont des anarchistes, c'est-à-dire des hommes qui d'après leurs principes et leur éducation détestent la notion même du chef. Pas un seul de ces hommes n'a non plus dépassé quarante-cinq ans. Si je réfléchis bien, je crois n'avoir pas encore vu de cheveux gris à aucun poste responsable.

Nous sommes ici à quatre kilomètres de Huesca. Je monte dans ma voiture et je vais plus loin ; c'est tout simple. Dans un champ où je passe, un paysan laboure ; tout lopin de terre fertile est travaillé. Puis j'arrive à une maison où habitait autrefois un cantonnier ; sur la porte est inscrit que la liste de la ville Huesca commence ici. Un peu plus loin une cuisine roulante est en plein travail. Et maintenant il me faut quand même m'arrêter. Je suis à huit cents mètres de la cathédrale de Huesca. A quatre cents mètres d'ici est l'ennemi.

Des coups de feu éclatent et se perdent lentement. Parfois l'air est déchiré par les crépitements de mitrailleuses qui se confondent avec leur écho. Nous sommes en automne, c'est le moment de la chasse et il y a ici probablement des garennes et des perdreaux. Mais ces tirs ne visent aucun gibier.

Le secteur où je suis est commandé par un anarchiste espagnol. Ce secteur se compose de plusieurs centuries dont l'une est sous le commandement d'un Italien du Tyrol qui a fait la grande guerre comme officier de l'armée austro-hongroise. A la mitrailleuse il y a des Allemands. Des révolutionnaires de tous les pays collaborent à la défense de la Révolution espagnole.

Non loin d'ici est situé un ancien couvent qui s'appelle maintenant Castel Enrico Malatesta, en l'honneur du célèbre anarchiste italien. J'étais en Italie, quand, accusé je ne sais pour la quantième fois, il termina sa défense par ces paroles : "Citoyens Jurés, on abuse de vous ; les hommes ne sont pas faits pour juger d'autres hommes. Renvoyez-moi chez moi !"

Enrico Malatesta est mort ; un couvent devenu un point stratégique porte maintenant son nom, et du clocher on voit le champ de bataille comme un panorama avec la ville de Huesca au milieu et les brunes montagnes de l'Aragon à l'arrière-plan.

Le cimetière de Huesca est la pointe la plus avancée du front. Les miliciens l'ont conquis après de sanglants combats. La ville doit enterrer ses morts ailleurs. Ici personne n'est plus enterré, ici on ne fait que mourir.

On m'y conduit à travers un champ découvert. Inutile de courir, le danger est partout le même. En passant par une brèche, j'entre d'abord dans la partie arrière qui est la partie des sans dieux.

Une tombe est ornée de fleurs et d'inscriptions, souvent sur de simples bouts de papier. Sur la pierre on lit : "Firmin Gallan" et en dessous : "Nous ne t'oublierons pas."

Celui qui dort ici est le capitaine Gallan, qui se leva contre la dictature de Primo de Rivera et qui fut exécuté sur l'ordre d'une cour martiale : le premier mort de cette révolution.

Un peu plus loin, un long mur a été criblé de balles. Au devant s'étendent des rangées interminables de tombes neuves sur lesquelles on a posé de petites planches portant des numéros. Les numéros vont de un jusqu'à six cent trente-six. Ce sont les victimes des fascistes de Huesca. Six cent trente-six ouvriers, six cent trente-six hommes de gauche. On a trouvé leurs permis d'inhumation après la conquête du cimetière. Ils sont tous signés par le même médecin légiste qui a indiqué toujours la même cause de mort : suite d'une blessure par arme à feu. Six cent trente-six fois. Et Huesca n'a pas beaucoup plus de vingt mille habitants.

A quelque distance de ces fossés communs se trouve la ligne la plus avancée. Les abris s'appuient contre le mur du cimetière et ceux qui vivent encore mènent leur existence parmi ceux qui sont déjà morts. La tranchée est tracée parmi des tombes : des miliciens ont déterré et mis à côté des cadavres. A travers un trou dans le mur du cimetière on passe dans le champ dans lequel la tranchée continue.

Pour y arriver, il nous faut nous baisser. Des balles sifflent et font quelque part derrière nous un bruit sourd, la ligne ennemie n'est pas distante de plus de trois cents mètres, on la distingue très bien. Mais même ici la vie continue et, pendant que les sentinelles regardent fixement en avant, les autres miliciens sont assis par petits groupes, lisent les journaux, jouent aux cartes, mangent ou dorment sur les civières qui sont prêtes.

Les miliciens ont un air de conquérants affamés, lorsqu'ils parlent de Huesca. Ils me montrent leurs mitrailleuses avec un orgueil de père. Ils trouvent leur mitrailleuse belle, ils la caressent, ils la regardent tendrement, et, quand elle ne tire pas, ils la couvrent avec amour.

Dans la guerre, la plus belle chose, la seule belle chose, est toujours la camaraderie. Ici il y a plus encore. Ces hommes, ces femmes, sont liés les uns aux autres, non seulement parce que le destin les a jetés dans le même bateau, mais parce qu'ils y sont montés volontairement pour servir le même idéal. La camaraderie naît partout où on lutte ou souffre en commun : le sacrifice offert en com-

mun créé la fraternité. Je n'ai de ma vie tutoyé des gens aussi facilement qu'ici.

Pourtant, il y a bien des causes de friction. Tout manque, tout doit donc être économisé. Et il n'existe ni tradition militaire ni pouvoir de commandement. Avec tout cela il faut compter avec la nervosité de la tranchée. Beaucoup de miliciens ont les traits tirés, les yeux fiévreux et leur susceptibilité est grande. Mais leur volonté fraternelle triomphe de tous ces obstacles, sans officiers pourvus de galons et de sanctions.

Ce n'est pas aussi terrible que sous Verdun ou que dans les Flandres, certes non, Pourtant le danger que court chacun est plus grand, car chacun est plus exposé que dans les guerres entre peuples. Dans la guerre civile, il ne suffit pas "de faire son devoir". Il n'y a pas de bonnes petites blessures qui permettent de rentrer orgueilleusement chez soi, et on n'a pas la chance de devenir prisonnier de guerre. Celui qui tombe aux mains de l'ennemi, blessé ou indemne, est fusillé, et tous savent aussi qu'ils ne pourraient en réchapper si les fascistes étaient vainqueurs.

Cette armée est forcée à vaincre. Et parce qu'il le sait, chacun souffre du manque d'armes, chacun est avide de succès. Le sort de l'individu se confond ainsi avec le sort de la révolution. Rarement des plaintes ont pour objet l'injustice ou le favoritisme. Lorsqu'on entend des récriminations, c'est que quelqu'un n'a pas su profiter d'une situation, ou qu'il n'a pas apporté toutes les munitions qu'il aurait certainement reçues s'il avait insisté, ou qu'il n'a pas fait venir de l'artillerie, etc.

Tout à coup on entend un bourdonnement dans l'air. Six avions ennemis apparaissent et décrivent des cercles. Ils peuvent descendre bien bas, car la milice n'a ici ni avions ni canons antiaériens. Nous devons nous réfugier dans les abris et attendre sans défense. Et les avions sont des avions allemands et la milice est l'armée légale de la République espagnole.

Les aviateurs ne s'occupent pas de nous. Plus tard nous saurons qu'ils ont lancé leurs bombes à l'arrière, là où nous étions il y a une heure. Plusieurs hommes ont été blessés. En première ligne nous courions moins de danger...

Tout cela est bien étrange. Quelques heures à peine sont passées depuis que je suis ici, dans ce cimetière où la mort guette les vivants. Et pourtant il y a déjà longtemps que je suis parmi des camarades. Je mange avec eux ; il y a un long menu qu'une milicienne a préparé à l'aide de conserves, et bientôt on m'emmènera un peu plus à l'arrière, jusqu'au village dont la gare est tenue par les fascistes et dans les maisons duquel on partage des chambres avec les paysans. Déjà il commence à faire de plus en plus froid ; dans la nuit le thermomètre tombe de vingt degrés au-dessous de son niveau de midi.

Je m'entretiens avec des miliciens espagnols, italiens, allemands ; il y a même des sionistes. Je suis, je l'ai presque oublié, dans le cimetière de la ville de Huesca, au milieu de la désertique province espagnole d'Aragon, et le sifflement de chaque balle au-dessus de nous est un peu d'histoire. En toute sincérité, je regrette de partir.

LA PREMIÈRE PHASE

LE 22 octobre 1936 les deux grandes organisations syndicales, la CNT et l'UCT, ont conclu un pacte qui vaut pour la durée de la guerre civile. Voici ce traité qui est, jusqu'à nouvel ordre, le document le plus important de la Révolution catalane :

1. Nous nous engageons à exécuter les résolutions et les décisions de la Generalidad et à employer toute l'influence de nos organisations pour les exécuter.

2. Nous aspirons à la collectivisation de la production, c'est-à-dire à l'expropriation sans dédommagement des capitalistes et au transfert de la propriété privée à la Communauté. Nous aspirons à la collectivisation de tout ce qui est nécessaire pour la guerre. Cette collectivisation ne peut réussir que si elle est dirigée et coordonnée par une représentation de la Communauté qui en ce cas ne peut être que la Generalidad où sont réunies toutes les forces sociales. Nous ne voulons pas collectiviser la petite propriété, sauf si l'on se trouve en face de petits propriétaires fascistes ou si les besoins de la production de guerre l'exigent. En ce cas, les petits propriétaires devront être dédommagés de telle façon que leur existence soit assurée par leur participation, selon leur profession, au travail collectivisé. Dans toutes les industries étrangères l'expropriation sera faite contre dédommagement.

3. Nous aspirons à la communalisation des logements, à l'exception de la petite propriété immobilière ; la propriété immobilière fasciste sera expropriée dans tous les cas. Les communes fixeront à partir de quel taux maximum la rente foncière ne sera plus expropriée.

4. Nous aspirons à la concentration suprême de toutes les forces pour la victoire finale, nous considérons comme un moyen d'y arriver le commandement unique qui coordonne l'activité de toutes les unités combattantes, la création des milices obligatoires qui marque le début d'une grande armée populaire, et le renforcement de la discipline. Tout cela sera complété par la création d'une grande industrie de

guerre. L'organisation de cette industrie sera dirigée en commun par la CNT, l'UGT et les ministères des Finances, de l'Economie et de la Guerre.

5. La production sera réglée selon les besoins de la consommation conforme aux données de la guerre.

6. Le commerce extérieur sera contrôlé.

7. Les biens fonciers appartiendront à la Commune, mais la possibilité du travail individuel de la terre sera garantie. La vente, l'échange et l'achat des produits de la terre seront effectués par les syndicats agricoles.

8. La distribution sera faite dans le régime collectif par les coopératives, mais le petit commerce ne sera pas entièrement aboli aussi longtemps que la nouvelle organisation de la distribution ne sera pas parfaite.

9. Les banques seront nationalisées. Le ministère des Finances sera placé sous le contrôle des ouvriers.

10. Toute l'industrie sera contrôlée par les ouvriers sans que, toutefois, les petits propriétaires soient lésés.

11. Toute la politique financière du gouvernement ne peut avoir qu'un seul but : gagner la guerre.

12. La culture du peuple sera favorisée par le travail du Comité de la nouvelle Ecole unique.

13. Une base pour la collaboration politique, économique et militaire avec le gouvernement de Madrid sera créée : y prendront part tous ceux qui ont signé ce pacte.

14. Nous aspirons à la liberté syndicale et nous voulons nous opposer ensemble à toute contrainte syndicale.

15. Nous agissons en commun, afin de liquider toutes les actions de groupes non contrôlables qui mettent en danger l'exécution de ce programme par ignorance ou par mauvaise volonté.

Plus important encore que le contenu de ce pacte est le fait qu'il a été conclu par les deux grandes organisations syndicales, ce qui marque une innovation fondamentale non seulement en Catalogne et en Espagne, mais aussi pour les mouvements révolutionnaires et sociaux dans le monde entier. Pour la première fois dans l'histoire, ce ne sont ni le gouvernement ni les partis qui agissent ici, mais les syndicats.

Il est vrai qu'on affirme souvent que les syndicats anar-

chistes ne sont qu'un parti politique masqué. Si l'on considère l'anarchie, donc la liberté sans pouvoir gouvernemental, comme un but politique – contrairement aux anarchistes eux-mêmes – cela n'est pas tout à fait faux. Mais par leur organisation et par leur caractère, les syndicats de la CNT – et aussi bien ceux de l'UGT – sont des syndicats qui diffèrent des partis politiques exactement de la même façon que dans tous les autres pays.

On peut résumer cette différence brièvement de la manière suivante : le parti poursuit des buts politiques, le syndicat des buts sociaux. Et surtout : le parti s'adresse à des individus, le syndicat à des groupes professionnels. Chaque membre adhère donc individuellement au parti, parce qu'il est d'accord avec ses théories. Par contre, on adhère au syndicat en tant qu'ouvrier et même en tant qu'ouvrier d'une catégorie spéciale, parce qu'on est d'accord avec son action.

Or, en Catalogne les syndicats ne sont plus des organisations de combat qui luttent contre les entrepreneurs pour les intérêts des ouvriers. Depuis la Révolution il n'y a plus (sauf dans les petites entreprises) d'employeurs ni d'employés ; ils se sont confondus dans les syndicats. Nul ne vend plus son pouvoir de travail : il n'y a plus que des producteurs. Et l'organisation de ces producteurs est le syndicat, qui en même temps dirige la production et représente l'intérêt général de la société.

Voilà une innovation de la plus grande portée. Elle s'oppose non seulement au système capitaliste, mais aussi à la solution communiste de l'Union Soviétique. En URSS c'est l'Etat qui centralise toute l'économie et qui règle la production du pays entier. En Catalogne, la production – non pas en droit, mais en fait – est réglée par les syndicats, et l'Etat n'a qu'à coordonner leurs décisions.

On compare les syndicats souvent aux soviets de la révolution russe et on est tenté de leur prédire la même destinée, c'est-à-dire l'absorption par l'Etat ou, du moins, la transformation en organismes d'Etat. Mais les masses russes n'avaient au commencement de leur révolution que des organisations politiques ou syndicales d'une ampleur restreinte : elles durent donc improviser, et la forme

qu'elles trouvèrent spontanément fut les soviets. Le parti bolchevik considéra ceux-ci d'abord avec beaucoup de scepticisme, puis il s'en servit, mais sans jamais voir en eux un ersatz du parti. Par contre en Espagne et particulièrement en Catalogne, les anarchistes ne reconnaissent aucune autre forme d'organisation que les syndicats, et leur influence dépasse de loin le nombre de leurs partisans convaincus. Les syndicats ne sont pas, par conséquent, une improvisation de la révolution, ils ne sont pas nés spontanément. Ils se sont constitués et affermis au cours de longues années et ils possèdent des cadres instruits et experts. Tenter de leur reprendre leur pouvoir, après qu'ils sont devenus l'épine dorsale de la révolution, serait détruire la révolution elle-même et priver le mouvement ouvrier catalan de son caractère original.

C'est pourquoi il est douteux que la forme syndicaliste de cette révolution puisse servir d'exemple pour d'autres pays. Le syndicalisme est foncièrement fédéraliste. Le fédéralisme cependant, qu'il se présente sous l'aspect politique ou syndical, se fonde toujours sur une longue tradition. Aussi ne peut-on pas le copier. On peut seulement le prendre comme point de départ.

La tentation est grande de faire un examen critique du rôle des syndicats et de peser les avantages et les inconvénients de leur prédominance. Mais le temps n'en est pas encore venu. La révolution catalane est seulement dans sa première phase et il est certain qu'elle passera encore par de nombreuses étapes.

Il ne faut pas oublier qu'une des deux grandes centrales syndicales, l'UGT, se trouve fortement sous l'influence de partis politiques, bien que beaucoup de ses membres soient attirés par la théorie syndicaliste des anarchistes. Et parmi les partis politiques, les communistes, grâce à l'aide de l'URSS, deviennent chaque jour plus forts et plus exigeants.

Les premiers mois de la révolution étaient totalement sous le signe de la démocratie révolutionnaire. Les ouvriers, les paysans et les petits-bourgeois avaient formé un bloc, et cela non par la dictature d'un parti totalitaire, mais par l'alliance de toutes les forces qui voulaient

ensemble mener la lutte contre le fascisme et établir un nouvel ordre social.

Cette démocratie révolutionnaire était parfaitement différente de l'ancien front populaire. Car le front populaire vit dans tous les pays dans un climat de démocratie bourgeoise. Par contre, la démocratie révolutionnaire, comme elle était née en Catalogne, partait de la Révolution sociale et employait des méthodes révolutionnaires. On aurait presque cru que ce n'était ni la deuxième ni la troisième, ni même la quatrième Internationale qui luttait ici, mais que ressuscitait, comme un phénix des cendres du passé, la première Internationale dans laquelle Marx et Bakoune étaient réunis.

Cependant, peu à peu, les différends entre les alliés s'accrurent. Ils aboutirent en décembre 1936 à une première dissension. Il est significatif que l'objet en fut le POUM, qui se place entre les deux grands groupements du front populaire et des anarchistes, bien que ses membres soient organisés syndicalement dans l'UGT.

J'ai déjà exposé que le POUM n'est pas un parti trotskiste mais que les trotskistes en font partie. Les communistes mènent contre eux la même lutte que dans tous les pays du monde. Ils déclarèrent aussi en Catalogne que la participation du POUM au gouvernement était incompatible avec l'amitié de l'Union soviétique. Les communistes réussirent enfin à imposer leur volonté et le POUM dut se retirer du gouvernement.

Les divisions entre les révolutionnaires ne pouvaient alors que s'accroître davantage encore. On ne peut méconnaître que les rapports de l'ancien front populaire avec les anarchistes deviennent de plus en plus tendus. Surtout les communistes sont prêts à toutes les concessions et à tous les compromis dans l'intérêt de la Russie stalinienne et leur influence sur les autres partis du front populaire est grande... La Révolution s'approche de sa deuxième phase.

Quelles formes prendront ces divergences et quelle sera leur issue, personne ne peut le prévoir. On peut, cependant, affirmer une chose : si grandes qu'aient été les forces des différentes organisations avant le 19 juillet, la Révolu-

tion a attiré dans son tourbillon des masses beaucoup plus grandes encore ; et l'organisation qui voudra définitivement triompher devra gagner la plus grande et plus active partie de ces masses.

Il n'y a pas de données pour pousser plus loin l'étude de ce développement. La loi de fer de la guerre civile règne et ses exigences transforment les hommes aussi bien que les choses.

Cette guerre est chaque jour plus cruelle, plus inexorable, plus meurtrière. Sa période romantique, où de petites unités entreprenaient des actions isolées, est terminée depuis longtemps. La guerre civile a évolué en une grande guerre faite par de grandes armées avec tous les moyens de destruction de la technique la plus moderne. De jour en jour elle prend un peu plus le caractère d'une guerre internationale, et on se demande avec horreur si elle ne se transformera pas en une nouvelle guerre mondiale.

Barcelone aussi a changé depuis que j'y suis. Les vivres et les combustibles se raréfient de plus en plus. Un peu partout on voit des femmes épuisées de souffrance et de douleur, leurs enfants sur les bras ; les personnes changent, mais l'aspect est toujours le même. Ce sont des réfugiés de Madrid, dont le nombre atteint déjà plusieurs centaines de milliers et s'accroît encore.

Le soir, les rues ne sont plus qu'à moitié éclairées. A chaque pas des inscriptions indiquent où se trouve le plus proche abri contre un bombardement. A tout moment des avions ou des bâtiments de guerre fascistes peuvent apparaître.

Dans les bureaux, les nouvelles administrations se sont entre temps installées. Le désordre des premiers mois a cessé. Tout devient plus sérieux, plus positif, plus dur. Même les vives couleurs des miliciens disparaissent petit à petit et leurs vêtements de fortune sont remplacés par des uniformes.

La révolution n'est plus la jolie jeune fille qui sourit sur une affiche au passant. La Révolution est devenue un soldat non rasé, casqué, des grenades au ceinturon.

La période décisive de la guerre civile approche. Qu'en sortira-t-il ? Les fascistes vont-ils vaincre et l'Espagne figu-

rera-t-elle, elle aussi, parmi les pays réduits en esclavage, où toute activité et tout bonheur humain ne dépendent que du bon plaisir d'un tyran ? La première phase sera-t-elle en même temps la dernière de la révolution catalane qui mène la lutte contre les oppresseurs séculaires de l'Espagne ? De cette lutte sublime ne restera-t-il qu'une de ces pages épiques de l'histoire dans lesquelles l'humanité a déjà enterré tant d'espérance et tant d'enthousiasme ? Ou bien la Révolution, seule, isolée, sans aide étrangère, triomphera-t-elle de ses ennemis, en dépit de tous les fascismes unis et déchaînés contre elle, en dépit aussi des saboteurs, des lâches, des hésitants ?

Ce livre est né d'événements qui sont encore en pleine évolution. J'ose espérer qu'il ne sera pas le nécrologue d'un essai merveilleux et émouvant, mais qu'il ne décrit que le commencement d'un grand essor. Je l'offre à tous ceux qui se considèrent comme liés à la lutte antifasciste et à la Révolution sociale. Je le dédie au peuple catalan qui veut se transformer en une seule classe de producteurs. *Salud Compañeros !*

NOTICE

HANNS-ERICH KAMINSKI est né le 29 novembre 1899 à Labian, en Prusse orientale, dans une famille juive. Il passe son baccalauréat à Königsberg en 1917. La même année, il s'engage comme aviateur dans la Luftwaffe, mais ne sera pas appelé au front. En 1922, il soutient sa thèse en sciences économiques à l'université de Heidelberg, avec un mémoire sur la théorie du dumping.

Entre 1922 et 1926 il voyage en Italie, en Espagne, au Maroc et séjourne à Paris. C'est en 1925 que paraît son premier ouvrage : un essai sur le fascisme en Italie publié à Berlin, *Fascismus in Italien, Grundlagen, Aufstieg, Niedergang*, (Le Fascisme en Italie, fondements, ascension, déclin) rédigé deux ans plus tôt.

En 1926 il est rédacteur politique de la *Volkstimme*, journal social-démocrate de Francfort. Il obtient le prix américain Filehne pour la paix. De 1928 à 1933 il vit à Berlin, où il collabore à de nombreuses publications. Dans la *Weltbühne* notamment, ses éditoriaux défendent la thèse d'une alliance entre le parti social-démocrate et le parti communiste.

En 1932, avec un groupe d'intellectuels de gauche, il signe un "Appel Urgent" (*Dringender Appel*), pour la constitution d'une liste unique aux élections du 31 juillet 1932.

Le 25 février 1933, deux jours avant l'incendie du Reichstag, il quitte Berlin pour Paris. Il y poursuit son activité de journaliste pour des publications anarchistes et collabore au *Mercure de France*. Il fait également partie de la rédaction en exil de *Das Blaue Heft* et est membre du cercle révolutionnaire du Lutetia, qui rassemble des intellectuels allemands sous la présidence de Heinrich Mann. En 1935, à la conférence du comité directeur du SPD en exil, il anime une "tendance Kaminski" pour la révolution socialiste contre le nazisme.

Il part pour l'Espagne en septembre 1936. C'est à son retour, en 1937, qu'il publie *Ceux de Barcelone* aux éditions Denoël, rédigé directement en français. Suivront *Bakounine, la vie d'un révolutionnaire* (Aubier, 1938) et *Céline en chemise brune. Le Mal du Présent* (Nouvelles Editions Excelsior, 1938), dédié à la mémoire de Carlo Rosselli.

Après l'invasion des troupes allemandes il quitte précipitamment la France. La Gestapo perquisitionne son appartement de Paris et saisit tous ses manuscrits. Il réussit à gagner Lisbonne, où il vit dans une situation précaire avec sa compagne Anita Karfunkel sous le faux nom de

Narcisse Primat Lenoir. Là, il écrit avec elle un roman sur l'existence d'un émigré intitulé *Journal de Lisbonne*, aujourd'hui perdu.

En 1940 l'anarchiste Diego Abad de Santillan, ancien ministre de l'économie de la république espagnole publiée à Buenos Aires une traduction espagnole de son dernier livre, *El nazismo como problema sexual. Essayo de psicopatologia* (Le nazisme comme problème sexuel. Essai de psychopathologie), rédigé en français en 1938. Un autre ouvrage, *Lassalle et la Comtesse d'Hatzfeldt*, annoncé par les Nouvelles Editions Excelsior, semble n'avoir jamais paru.

En 1941, après avoir échoué à obtenir un visa pour les Etas-Unis, il fait appel à Santillan pour que celui-ci l'aide à émigrer en Argentine. C'est alors que l'on perd définitivement sa trace. Selon les sources, il serait mort là-bas en 1960 ou 1963.

Les éléments de cette notice reposent sur l'article de Sabine Bétoulaud, "Hanns-Erich Kaminski. Eléments de Biographie (1899 - 1960)", *Cahiers d'Etudes Germaniques*, 1980 et sur deux lettres publiées dans H. E. Kaminski, *Céline en chemise brune*, Paris, Mille et une nuits, 1997.

TABLE

AVANT-PROPOS	7
UNE JOURNÉE ET SES CONSÉQUENCES	9
SUR LES RAMBLAS	20
MONTJUICH	35
FUNÉRAILLES D'UN HÉROS	39
LES FEMMES	45
LA LÉGION ÉTRANGÈRE DE LA RÉVOLUTION	52
VILLE DE PROVINCE	59
AU VILLAGE	67
COMMUNISME LIBERTAIRE	76
TRIBUNAL POPULAIRE	83
LES ANARCHISTES	93
LES PARTIS POLITIQUES	105
COMPANYS	119
LES ÉGLISES	124
DÉSORGANISATION ET CONSTRUCTION	132
INCAUTADO, COLECTIVIZADO, CONTROLLADO	139
INVESTIGACIÓN	154
LA MILICE	161
AU FRONT	170
LA PREMIÈRE PHASE	180
NOTICE	187